

INFRANCE FORUM

G. Schröder : les 100 premiers jours

Europe politique : une genèse malaisée

La mondialisation vue d'une entreprise

1968 : «le printemps tchécoslovaque»

Réflexions sur mai 1968 en France

La démocratie en Amérique du Sud

La Cour pénale internationale

20^e anniversaire d'un pontificat

Drames dans les tribus intellectuelles

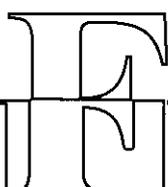
Mots et humeurs

Arts et lettres - Notes de lecture

**1^e Trimestre
1999**

**Hans STARK - Pierre
GERBET - Xavier FON-
TANET - François FEJTÖ
Jacques RUPNIK -
Jean-Yves CHEVALLIER
- Sylvain GUÉNA -
Christian SAVÈS -
Pierre de BOISDEFFRE
- Gino NECCHI - Jean
CHÉLINI - René
PUCHEU - André LE
GALL - Philippe
SÉNART - Françoise
COLIN-BERTIN - Jérôme
MACHARD - Jacques
MALLET - Charles
DELAMARE.**

43^{ème} année



N° 323 30 F

DOSSIERS ET ETUDES

- Les 100 premiers jours de Gerhard Schröder** p. 2
par Hans STARK
- Europe : un demi-siècle de cheminement malaisé vers l'union politique** p. 9
par Pierre GERBET
- La mondialisation économique vécue au jour le jour** p. 14
par Xavier FONTANET
- «1968 : le printemps tchécoslovaque»** p. 23
Questions sur le Printemps de Prague de 1968
par François FEJTŐ
Les spécificités du communisme tchèque et slovaque par Jacques RUPNIK
Retour en Europe des peuples tchèque et slovaque, mais dans quelle Europe ?
par Jean-Yves CHEVALLIER
- Jacques Maritain et mai 1968** par Sylvain GUÉNA p. 38
- Que reste-t-il de Mai 68 ?** par Christian SAVÈS p. 41
- La démocratie en Amérique du Sud** par Pierre de BOISDEFRE p. 45
- La Cour pénale internationale** par Gino NECCHI p. 51
- A l'occasion du vingtième anniversaire du pontificat
Du Pape en général et de Jean-Paul II en particulier p. 54
par Jean CHÉLINI
- Drames dans les tribus intellectuelles (1898, 1949, 1998)** p. 62
par René PUCHEU

MOTS ET HUMEURS

- Le Dictionnaire du sens interdit** par André LE GALL p. 71

ARTS ET LETTRES

- La Vie littéraire** par Philippe SÉNART p. 73
- Le temps du Maroc** par Françoise COLIN-BERTIN p. 82

NOTES DE LECTURE

- Vu du quai de Henri Froment-Meurice** par Jérôme MACHARD p. 84
- La puissance et l'Europe de Nicole Gnesotto**
- Une puissance nommée Europe de Henri Froment-Meurice** par Jacques MALLET p. 86
- Bismarck, l'Allemagne et l'Europe unie de Joseph Rovay** par Charles DELAMARE p. 88
- La foi du général de Michel Brisacier** par Jean CHÉLINI p. 89
- Bernanos. Le prophète et le poète de Robert Colonna d'Istria** par Jean-Yves CHEVALLIER p. 90

Les 100 premiers jours de Gerhard Schröder

par Hans STARK

Il est d'usage, dans la plupart des démocraties occidentales, de dresser un bilan des trois premiers mois d'un gouvernement nouvellement élu. Celui de Gerhard Schröder n'échappe donc pas à la règle. Hélas, tant à l'étranger qu'en Allemagne, tant à gauche qu'à droite, fût-ce à des degrés divers bien entendu, le bilan des 100 premiers jours de Gerhard Schröder est jugé peu satisfaisant, pour ne pas dire désastreux. Qu'il s'agisse de la politique fiscale, énergétique ou européenne - trois dossiers parmi les plus importants à l'heure actuelle -, le nouveau gouvernement fédéral n'a pas encore trouvé de ligne de conduite claire et n'a pas su non plus, du moins jusqu'ici, faire preuve de sa volonté de traduire dans des actes concrets sa double promesse électorale : celle de gouverner au centre - donc ni trop à droite, ni trop à gauche - et celle, surtout, « d'apporter peu de changements et beaucoup d'améliorations » par rapport au gouvernement précédent.

Toutefois, malgré le début calamiteux de la coalition au pouvoir, l'électorat « rouge-vert » ne manifeste pas encore de signes d'impatience. Au contraire, alors que les milieux économiques et industriels critiquent la politique économique du gouvernement Schröder, la majorité de la population allemande continue à lui apporter sa confiance et semble prête à lui pardonner ses erreurs initiales. (1) Les Allemands, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, aspirent en effet avant tout à la « normalité » et au maintien du statu quo socio-économique. Sur ces deux points, le gouvernement de gauche répond parfaitement à leurs attentes, dans la mesure où il proclame la fin de l'exception allemande et se montre hostile à toute réforme douloureuse,

notamment à celle qui remettrait en question l'Etat providence cher aux citoyens fédéraux.

Les élections du 27 septembre 1998 : analyse d'une déroute

La peur du chômage et le refus de renoncer aux « acquis sociaux » expliquent en grande partie la déroute des chrétiens-démocrates lors des élections législatives du 27 septembre dernier. De nombreux responsables politiques de la CDU et de son partenaire libéral, le FDP, n'avaient pas caché leur intention, une fois réélus, de procéder à une remise à plat du « modèle rhénan » et d'appliquer une réforme « thatchérienne » à une économie allemande de moins en moins compétitive sur les marchés internationaux. Pour une population durement touchée par le chômage (plus de 4 millions de personnes), notamment dans les nouveaux Länder de l'ex-RDA (où le taux de chômage avoisinait 20 %, avec des enclaves frôlant 30 %), une telle perspective était inacceptable. Aujourd'hui encore, la plupart des économistes et chefs d'entreprise sont convaincus que l'Allemagne a besoin d'une restructuration radicale de son système économique et social, ainsi que d'une baisse sensible des impôts et des coûts qui résultent du facteur travail afin de faire face à la globalisation de l'économie mondiale, à la dérégulation des marchés du travail, à l'importance croissante des activités de service et au défi de la réunification. Du point de vue de la

(1) Les pertes de voix enregistrées par les Verts lors des récentes élections dans le Land de Hesse ont toutefois permis à la CDU d'emporter, à la surprise générale, ce bastion SPD et de retrouver une majorité au Bundesrat. (NDLR)

droite allemande, le modèle allemand semble dépassé, empêchant l'adaptation aux changements structurels intervenus dans l'économie mondiale et nuisant au fameux *Standort Deutschland* - c'est-à-dire au site industriel allemand qui imprime sur les produits en provenance d'Outre-Rhin le sigle, jadis si prestigieux, *Made in Germany*.

Certes, le niveau technologique de l'industrie allemande tient toujours son rang, grâce aux efforts déployés en matière de recherche et de développement. Mais le *Standort Deutschland* souffre de coûts salariaux et de charges sociales élevés qui freinent les investissements productifs, notamment étrangers. L'Allemagne, dont la charge salariale globale est de 29 % supérieure à la moyenne des Etats membres de l'UE, arrive en tête dans le monde pour le coût d'une heure de travail effectuée dans l'industrie. D'où les critiques des chrétiens-démocrates et des libéraux (pourtant au pouvoir depuis 1982 et donc responsables de cet état de fait) à l'égard d'une bureaucratie jugée tatillonne, d'une fiscalité devenue trop lourde et des coûts élevés du travail, qui, selon eux, constituent des facteurs prohibitifs pour les investisseurs et les chefs d'entreprise.

La plupart des Allemands étant au contraire attachés au modèle de «l'économie sociale de marché» et au rôle régulateur de l'Etat dans l'économie, il n'était que naturel qu'ils votent en faveur de ceux qui, au lieu de promettre la «thatcherisation» de l'économie allemande, prônaient le maintien du statu quo social et la recherche d'un compromis, d'un capitalisme à visage humain, bref d'une troisième voie à la *New Labour* appelée *Die neue Mitte* (le nouveau centre). En réalité, les Allemands voulaient changer de chancelier sans changer de politique. En témoigne d'ailleurs le fait que l'homme politique le plus populaire en Allemagne avant les élections n'était pas Gerhard Schröder, mais Wolfgang Schäuble, le numéro deux des chrétiens-démocrates. La déroute électorale des chrétiens démocrates fut donc la conséquence d'un fort sentiment de lassitude dans l'opinion publique d'Outre-Rhin et reflétait l'état d'esprit d'une très grande majorité des Allemands souhaitant le départ de Helmut Kohl. Refusant d'admettre l'évidence, car désireux d'être le

premier chancelier de la «République de Berlin» et de battre le record de longévité gouvernementale d'Otto von Bismarck (chancelier entre 1870 et 1890), Helmut Kohl n'a pas su, ni voulu, passer la main à temps à son successeur déclaré, Wolfgang Schäuble. Or, à partir du milieu des années 90, le «chancelier de l'unité» était non seulement perçu comme un chef de gouvernement en fin de règne, y compris par les électeurs traditionnels de la CDU, mais aussi comme un homme d'Etat en déphasage avec les réalités de son pays. Si ce jugement était certes sans doute excessif, le bilan politique et économique du gouvernement Kohl des quatre dernières années était quoi qu'il en soit largement négatif. Depuis les élections législatives de 1994, aucun des grands objectifs gouvernementaux n'a pu être réalisé, en partie, il est vrai, à cause du blocage des projets de lois par une chambre des *Länder* (*Bundesrat*) alors majoritairement à gauche.

Par contraste avec l'aspect «usé» du chancelier sortant, Gerhard Schröder a cherché à refléter la «nouvelle Allemagne». En voyant entrer dans un gouvernement «rouge-vert» des figures de proue du mouvement 68 comme Joschka Fischer, leader des Verts et ministre des Affaires étrangères, et Jürgen Trittin, ministre de l'Environnement et partisan farouchement hostile à l'énergie nucléaire, l'Allemagne de Schröder a non seulement changé de style, mais aussi de génération. Aussi la promesse faite durant la campagne électorale d'un changement à la fois profond et indolore a-t-elle porté ses fruits : alors que les chrétiens-démocrates ont réalisé leur plus mauvais score depuis 1949 en reculant de 6,2 points à 35,2 % des voix - un véritable vote-sanction -, le SPD en recueillant 40,9 % des suffrages, retrouve presque les niveaux qui étaient les siens sous Willy Brandt et Helmut Schmidt au début des années 70.

Outre le SPD et la CDU-CSU, trois petits partis seront représentés au Parlement allemand : les Verts, qui obtiennent 6,7 % des suffrages (et forment le gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates) ; les libéraux (FDP), anciens partenaires de la CDU, qui ont recueilli 6,2 % des voix ; et, enfin, les post-communistes (PDS) de l'ex-RDA, qui, avec 5,1 % des suffrages, se maintiennent plutôt honorablement

sur la scène politique allemande. Composée de trois partis différents, l'extrême droite allemande, très divisée, n'a rassemblé, dans son ensemble, que 3,3 % des voix. Sur les 669 sièges du nouveau Bundestag, 298 reviennent au SPD, 245 à la CDU-CSU, 47 aux Verts, 44 au FDP et 35 au PDS.

La coalition SPD-Verts dispose d'une majorité absolue de 21 sièges au *Bundestag*, après avoir eu brièvement, jusqu'aux élections de Hesse, la majorité absolue dans l'autre Chambre, celle des *Länder* (*Bundesrat*). Aussi, des plus petites communes rurales jusqu'à la chancellerie, la gauche contrôle-t-elle à l'heure actuelle 75 % des mandats politiques, auxquels il faut ajouter celui de la présidence du «perchoir» et, avec l'élection très probable de Johannes Rau en 1999, celui de la présidence fédérale. En donnant la victoire à celui qui a promis non pas «une autre politique, mais une politique meilleure» - à savoir Gerhard Schröder -, les Allemands ont eu la double satisfaction non seulement d'avoir repoussé le spectre d'une cure d'austérité monétariste et d'une dérégulation de leur système économique et social, mais surtout d'avoir fait preuve de «normalité», d'avoir agi comme un peuple «normal», c'est-à-dire démocratique. C'est en effet la première fois depuis 1949 - date de la création de la RFA - qu'un chancelier et son gouvernement ont perdu le pouvoir à la suite d'une défaite électorale. Les prédécesseurs de Helmut Kohl (Konrad Adenauer, Ludwig Erhard, Kurt Kiesinger, Willy Brandt et Helmut Schmidt) sont tous «tombés» à la suite de manœuvres internes aux appareils des partis dirigeants. De ce point de vue, le vote du 27 septembre 1998 constitue à la fois une défaite personnelle pour Helmut Kohl et une remise en question de la toute puissance de l'Etat des partis (*Parteienstaat*).

Quant à Gerhard Schröder, il peut se réjouir d'avoir une solide majorité de presque 40 sièges par rapport à la coalition sortante. Mais surtout, et c'est un fait capital, le SPD n'est pas l'otage des Verts. Etant donné la répartition des voix, il disposerait même, le cas échéant, d'alliances de rechange, puisqu'il pourrait former aussi des majorités avec les libéraux, les ex-communistes (ce qui est peu probable) et, bien sûr, les chré-

tiens-démocrates. L'éclatement de la coalition «rouge-verte» ne verrait donc pas la fin du gouvernement Schröder. Seule une coalition hétéroclite et, par conséquent, parfaitement artificielle, composée de chrétiens-démocrates, de libéraux et de Verts pourrait renverser le chancelier Schröder et, pour valider cet acte, procéder à l'élection d'un nouveau chancelier. Tout porte donc à croire que Gerhard Schröder ira jusqu'au bout de son mandat de quatre ans et il semble peu vraisemblable que l'actuelle coalition «rouge-verte» échoue avant terme - les divergences entre les sociaux-démocrates et les Verts sont en effet moins importantes que celles qui existent entre le SPD, d'un côté, et les néo-communistes, les libéraux et la droite de l'autre.

Les incohérences des 100 premiers jours de Gerhard Schröder

Cette stabilité dissimule néanmoins quelques fissures. En réalité, le nouveau gouvernement est beaucoup plus ancré à gauche que le chancelier Schröder ne l'avait souhaité. En effet, alors que les partis socialistes européens font traditionnellement campagne à gauche pour gouverner ensuite au centre, c'est l'inverse qui s'est produit en Allemagne. Celui que l'on a surnommé «l'ami des patrons» voulait en fait mener une politique dite de «troisième voie», une politique néo-libérale de gauche, inspirée du modèle social-libéral de la coalition SPD-FDP des années 70. D'où le slogan électoral *Die neue Mitte* choisi par le SPD. Ce parti voulait en effet incarner «le nouveau centre», à l'aide notamment de Jost Stollmann, un entrepreneur très médiatique mais sans carte de parti, qui devait devenir ministre de l'Economie sous Gerhard Schröder. Pour réaliser ce nouveau centre, ce dernier se montrait, durant la campagne électorale, en faveur non pas d'une coalition avec les Verts, mais d'une grande coalition avec les chrétiens-démocrates, au sein de laquelle le SPD aurait assumé le leadership - et la chancellerie. De fait, Gerhard Schröder a mené campagne contre Helmut Kohl tout en louant les qualités, en particulier dans le domaine économique, des dirigeants chrétiens-démocrates.

Si elle séduisait une grande partie de l'électo-

rat allemand, traditionnellement centriste, cette stratégie s'est révélée néfaste pour au moins deux raisons. D'abord, en épargnant les chrétiens-démocrates et en concentrant toutes ses critiques sur la personne de Helmut Kohl, Gerhard Schröder était en partie responsable de la spectaculaire remontée dans les sondages de la CDU dans les jours qui précédaient l'élection. Or, cette remontée a dû effrayer de nombreux électeurs centristes, qui, craignant de voir Helmut Kohl rester au pouvoir, ont voté pour le SPD en espérant que celui-ci opte pour une grande coalition avec la CDU. Cette réaction n'a pas eu l'effet escompté. Elle a renforcé la gauche au détriment de la droite et, alors que tout le monde s'attendait à l'arrivée d'une grande coalition, l'Allemagne (y compris Gerhard Schröder) s'est réveillée, le lendemain, avec une gauche largement majoritaire dans le pays.

De plus, s'il était sûr de l'emporter, Gerhard Schröder ne savait évidemment pas avec exactitude avec quel parti il allait finalement gouverner. Aussi a-t-il refusé d'élaborer un programme trop contraignant, préférant des promesses vagues et peu explicites à des engagements clairs et précis. Cette absence de programme pouvait apparaître, durant la campagne électorale, comme le signe du pragmatisme du candidat Schröder, voire comme une ruse politique. Puisqu'il ne promettait rien, il ne pouvait pas décevoir et puisqu'il ne s'engageait vis-à-vis de personne, il restait ouvert à l'égard de tous. Or, trois mois après son arrivée au pouvoir, les tergiversations et les tiraillements du gouvernement Schröder, notamment en matière économique, semblent indiquer que l'absence de programme durant la campagne n'était pas l'expression d'une tactique délibérément choisie, mais la conséquence d'un manque de préparation et d'une incapacité à assurer la gestion politique et économique du pays.

Mais surtout, si les rapports de force au sein de la nouvelle «gauche plurielle» sont stables, l'équilibre paraît plus incertain entre les ténors du parti majoritaire. Gerhard Schröder est certes le chef de l'exécutif, mais Oskar Lafontaine, le très puissant ministre des Finances du nouveau gouvernement, joue un rôle politique crucial dans les coulisses, en tant que président du SPD. Le premier est plus proche du néolibéralisme de

Tony Blair, alors que le second s'inspire des thèses néo-keynésiennes. C'est donc la philosophie économique et financière de l'Allemagne qui pourrait être à l'origine d'une instabilité politique, dont la responsabilité incomberait alors essentiellement aux leaders sociaux-démocrates eux-mêmes. De plus, les Verts n'ont jamais été un partenaire commode, ni docile. En témoignent les difficultés que les sociaux-démocrates et les écologistes ont connues quand ils étaient obligés de gouverner ensemble, comme ce fut le cas dans un certain nombre de *Länder*, où les coalitions rouges-vertes avaient échoué en raison d'insurmontables divergences internes.

Le nouveau gouvernement n'a pas encore trouvé son équilibre sur le plan du pouvoir interne. S'il est incontestable que Gerhard Schröder commence à concentrer l'essentiel du pouvoir entre ses mains et à faire de la chancellerie le véritable poste de commande de l'exécutif, force est de constater que le contrat de coalition - mis au point après les élections - porte non pas la marque du chancelier (qui n'a pas eu de programme à proposer !), mais celles des Verts et du président des sociaux-démocrates, Oskar Lafontaine. D'où le virage à gauche du gouvernement Schröder et d'où, surtout, la cacophonie politique de l'équipe Schröder, au sein de laquelle les ministres de l'Economie, des Finances, de la Justice, de l'Environnement et de la Défense n'ont cessé de s'affronter, par médias interposés, en annonçant tout et son contraire, accumulant faux-pas, débandades et reculades.

Le chancelier Schröder a non seulement promis de moderniser l'Allemagne, mais également de revenir sur les réformes économiques du dernier gouvernement Kohl, qualifiées de socialement injustes par les sociaux-démocrates et, sans doute, par la majorité de la population allemande. Si la modernisation se fait toujours attendre, en tout cas sur le plan économique, l'abandon des réformes a été net et rapide. La révision, timide, du système a été stoppée, les employés des PME de moins de 10 salariés bénéficient à nouveau de la loi sur la protection contre le licenciement, le gouvernement a rétabli le remboursement intégral des congés maladie et les frais de participation pour l'achat de

médicaments ont été réduits. A cela s'ajoutent l'augmentation de 13 % des allocations familiales et la mise en route d'un programme d'apprentissage pour des jeunes sans emploi.

Mais l'abandon de réformes ne constitue pas encore une réforme. Sur ce point, le gouvernement Schröder a connu des difficultés considérables. La politique du «nouveau centre» n'a jamais pu être mise en œuvre, l'architecte de celle-ci, Jost Stollmann, ayant décidé de jeter l'éponge en raison des agissements d'Oskar Lafontaine, le très néokeynésien ministre des Finances et maître du SPD. Ce dernier s'est en effet taillé un super-ministère, empiétant très largement sur les compétences du ministère de l'Economie - notamment en matière de construction européenne - dont Jost Stollmann devait prendre la responsabilité. La réforme fiscale, proposée par le gouvernement Schröder, porte donc la signature d'Oskar Lafontaine et reste, au regard des baisses des taux d'imposition et des allègements d'impôts qu'elle annonce, très en retrait par rapport à ce que les milieux d'affaires avaient attendu. Les critiques à l'égard de ce projet ne se sont pas fait attendre, en particulier en ce qui concerne son caractère «redistributif» qui, s'il apporte en 1999 13 milliards de marks aux ménages, devrait coûter 6,5 milliards de marks aux entreprises. Ainsi, les six instituts économiques allemands qui, deux fois par an, publient des analyses sur la conjoncture du pays ont exigé une réforme fiscale plus audacieuse, comprenant entre 15 et 20 milliards d'allègements nets d'impôts. Or, cette suggestion risque de rester lettre morte étant donné la volonté du gouvernement fédéral de ne pas creuser les déficits publics et la marge de manœuvre très limitée dont il dispose en raison de l'arrêt récent de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui vient de lui ordonner une baisse considérable des impôts des familles ayant deux enfants ou plus - un arrêt qui va créer un manque à gagner estimé à 10 milliards de marks. Pas plus qu'aux niches fiscales dont profitent les agriculteurs, les PME et les détenteurs de très grands revenus, le gouvernement Schröder ne s'est attaqué aux gros consommateurs d'énergie, bien qu'une taxe écologico-fiscale ait été au programme des sociaux-démocrates et des Verts durant la campagne électorale. Il a de même renoncé à taxer les fameux

«petits boulots» à 600 marks qui avaient apporté une bouffée d'oxygène non négligeable au marché du travail allemand. Enfin, le pacte pour l'emploi, qui réunit dans la bonne tradition allemande dirigeants, patrons et syndicats, risque d'échouer, lui aussi, en raison des revendications salariales du puissant syndicat de la métallurgie qui est proche de l'aile gauche du SPD. Si les syndicats se réclament des promesses électorales d'Oskar Lafontaine, qui n'a cessé de plaider pour une augmentation des rémunérations afin de relancer la consommation, le patronat met le gouvernement en garde contre les effets pernicieux d'une hausse des salaires, qui obligerait les industriels à compenser le coût du facteur travail en augmentant la productivité - ce qui passe la plupart du temps par des licenciements. Pour le patronat - à la différence des syndicats et de l'aile gauche du SPD -, la lutte contre le chômage (la tâche prioritaire du nouveau gouvernement) impose la modération salariale. Dans les milieux des affaires, dont Gerhard Schröder se dit proche, on estime qu'une relance de la consommation par la demande (grâce à des augmentations salariales), loin de créer des emplois, risquerait au contraire d'aggraver le chômage (qui est reparti à la hausse depuis novembre 1998) et d'entraver la croissance économique (qui, de 2,7 % en 1998, sera sans doute bien inférieure à 2 % en 1999).

Mais la reculade la plus spectaculaire concerne sans aucun doute le dossier nucléaire. Après avoir annoncé la sortie du nucléaire d'ici l'an 2020 - un projet cher aux écologistes et aux sociaux-démocrates allemands - et, surtout, l'interdiction du retraitement des déchets nucléaires allemands dans les centrales française et britannique de La Hague et de Sellafield, Gerhard Schröder a fait marche arrière en prenant en compte, in extremis, la légitimité juridique des demandes de compensation financière française et britannique, ainsi que les problèmes de transport et de stockage que l'interdiction du retraitement aurait provoqués. La sortie, à terme, du nucléaire reste certes à l'ordre du jour (sinon la coalition rouge-verte n'aurait pas survécu) mais aucun délai pour la suppression de l'énergie nucléaire n'a encore été fixé - ce qui constitue un revers sérieux pour le partenaire vert et une victoire inespérée pour les industriels nucléaires allemands.

De tous les grands projets de réformes rouges-verts, seul celui du code de la nationalité reste encore d'actualité. L'Allemagne se veut un pays moderne et «décomplexé». En témoigne non seulement l'attitude vis-à-vis des drogués, des jeunes délinquants et des couples homosexuels (le gouvernement Schröder a annoncé son intention de proposer un «PACS allemand»), mais aussi les changements dans la Chambre fédérale avec l'arrivée dans l'hémicycle de représentants des minorités sociales, ethniques, sexuelles et religieuses. Mais c'est surtout la réforme du code de la nationalité - qui va substituer le droit du sol au droit du sang - qui bouleverse les mœurs socio-politiques allemandes et constitue une véritable révolution. La coalition rouge-verte a pour objectif non pas de faciliter l'immigration, mais de renforcer l'intégration des populations étrangères vivant sur le sol allemand en leur accordant la double nationalité. Il s'agit d'une initiative qui concerne les étrangers vivant en Allemagne depuis au moins huit ans, ayant un travail régulier, un casier judiciaire vierge et parlant suffisamment bien l'allemand. Cette mesure, qui mettrait fin au «droit du sang» datant de 1913 et accorderait la nationalité allemande à près de 4 millions d'étrangers (sur 7,3 millions vivant en Allemagne), se heurte à l'opposition des chrétiens-démocrates qui y sont farouchement hostiles et organisent une campagne de signatures pour la combattre. Mais ce projet ne fait finalement que prendre en compte la nouvelle réalité socio-ethnique en Allemagne, différente de celle d'avant la chute du mur de Berlin et qui s'inscrit dans la logique de l'ouverture des frontières en Europe, consécutive à la chute du communisme - dont l'Allemagne fut l'un des principaux bénéficiaires.

Si l'Allemagne veut se montrer décomplexée face au présent, elle le veut également face à son passé, dont elle semble en train de tourner la page. L'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération de dirigeants qui n'ont pas connu la guerre paraît aller de pair avec une culture nouvelle de la mémoire. Si les jeunes Allemands sont loin d'être indifférents à l'égard de la Shoah - les sondages le montrent -, ils ne veulent pas pour autant se sentir coupables des crimes de leurs grands-pères (ou du moins d'une grande partie d'entre eux). D'où le débat sur le projet

de mémorial de l'Holocauste et la controverse entre Martin Walser et Ignatz Bubis, qui ont enflammé l'Allemagne au moment même où Gerhard Schröder a pris la place de Helmut Kohl. Pour le nouveau chancelier, l'arrivée au pouvoir de la coalition rouge-verte doit marquer le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'Allemagne, la fin définitive de l'après-guerre et la fin aussi, par conséquent, de «l'autoflagellation». La normalité à laquelle il aspire se traduit, selon lui, également par le déménagement du gouvernement allemand de Bonn à Berlin et donc par l'avènement de la «République de Berlin», qui met un terme à l'histoire de la «République de Bonn».

Sur le plan international, et notamment de l'intégration européenne, toute porte à croire que la future «République de Berlin», parce qu'elle est plus décomplexée, se montrera moins généreuse que la «République de Bonn», qu'il s'agisse de la réforme de la politique agricole commune (PAC), de la question épineuse de la contribution allemande au budget européen (que la RFA juge excessive) ou de l'attitude vis-à-vis des pays de l'Est. Ainsi, lors de sa première visite à Moscou, le chancelier Schröder n'a pas hésité à déclarer que l'Allemagne avait épuisé ses possibilités d'aide financière à la Russie. Les voisins centre-européens, quant à eux, candidats à l'adhésion à l'Union européenne, sont priés d'attendre la réalisation des objectifs de l'agenda 2000 et, sans doute, l'achèvement de la réforme des institutions européennes.

Mais, en fait, l'image que donne la politique étrangère de l'Allemagne sous Schröder est tout aussi complexe et contradictoire que celle de sa politique intérieure. Le slogan principal des nouveaux dirigeants est celui de la continuité. Comme en matière de politique intérieure, Gerhard Schröder promet de ne rien changer, ou presque, et d'inscrire la diplomatie de la «République de Berlin» dans celle de la «République de Bonn». Joschka Fischer, le ministre, vert, des Affaires étrangères, ne cesse de rassurer les principaux partenaires quant aux intentions de l'Allemagne sur le plan international. Qu'il s'agisse de l'OTAN ou de l'Union européenne, la volonté d'ancrage du nouveau gouvernement serait tout aussi forte que celle

des équipes précédentes. Aussi l'Allemagne s'est-elle montrée solidaire de ses alliés, et notamment des Etats-Unis, que ce soit pour la crise irakienne ou les tensions au Kosovo. En revanche, en prônant le non emploi en premier de l'arme nucléaire, et donc la remise en question de la doctrine nucléaire de l'OTAN, Joschka Fischer a irrité les responsables de Washington, tout comme la volonté des Allemands de retarder l'élargissement vers l'Est de l'Union européenne provoque des remous chez leurs voisins centre-européens (en particulier la Pologne, la République tchèque et la Hongrie). Enfin, les pays membres de l'UE - et notamment la France - déplorent les contradictions et les incohérences de la politique européenne du gouvernement Schröder, surtout en ce qui concerne la négociation sur l'Agenda 2000, la réforme de la PAC et des fonds structurels, ainsi que la correction des déséquilibres

budgétaires - des domaines où l'Allemagne prend des positions assez différentes de celles de ses partenaires européens.

Qu'il s'agisse de la politique intérieure ou extérieure, les débuts du gouvernement Schröder ont été dans l'ensemble assez chaotiques et décevants. Mais on oublie parfois que les premiers mois de Helmut Kohl, le «chancelier de l'unité», n'avaient pas non plus été très satisfaisants. Ce dernier a connu le même nombre de «pannes» et de «couacs» que le gouvernement actuel, qui revendique d'ailleurs haut et fort le droit à l'erreur. Reste à savoir pendant combien de temps encore les Allemands et les partenaires européens et américains de Bonn sont prêts à le lui accorder.

Hans STARK

Les livres de nos collaborateurs et amis

Joseph ROVAN

«Bismarck, l'Allemagne et l'Europe unie»

1898-1998-2098

Ed. Odile Jacob

Alain MARCIANO

«Ethiques de l'économie»

Introduction à l'étude des Idées économiques

Ed. De Boeck Université

Jean-François AMADIEU

«Les syndicats en miettes»

Ed. du Seuil

Pierre BAUCHET

«Comprendre l'économie française»

Ed. Economica

Europe : un demi-siècle de cheminement malaisé vers l'union politique

par Pierre GERBET

Les prochaines élections au Parlement européen ramènent au premier plan de l'actualité les problèmes institutionnels de l'Union européenne. René FOCH, dans son article «Des institutions renforcées pour une Europe en expansion» publié dans notre précédent numéro (4^e trimestre 1998 - n° 322) présentait quelques suggestions de solution. Pierre GERBET, professeur émérite des Universités, auteur de La construction de l'Europe, dont la 3^e édition (imprimerie nationale éditions) prévue pour mars 1999, nous rappelle aujourd'hui les controverses incessantes qui ont accompagné, durant presque un demi-siècle, chacune des étapes de cette construction, lente et complexe.

Le contraste est frappant entre les progrès de l'Union économique et monétaire, concrétisés par la mise en œuvre du marché unique et de la monnaie unique, et les incertitudes de l'Union politique, l'Union européenne ne disposant ni d'un véritable gouvernement, ni d'une représentation diplomatique propre, ni de forces armées. Ce décalage doit être réduit pour plusieurs raisons. Le succès de l'intégration économique exige des progrès dans le domaine politique afin que soit assurée la nécessaire convergence des politiques économiques et sociales et la solidarité entre pays membres inégalement développés. Le prochain élargissement vers l'Europe centrale et orientale exige que les structures politiques de l'Union européenne soient renforcées afin que le passage progressif de 15 Etats membres à 20 et 25 n'aboutisse pas à une dilution et à la simple ouverture d'une grande zone de libre-échange. Enfin si l'Union européenne, grâce à la politique commerciale commune et à l'euro, joue un rôle important dans les relations économiques internationales, elle n'a pratiquement pas de poids politique, ainsi que le montre son absence dans le traitement des grandes crises internationales, à commencer par celles se déroulant à ses frontières, dans l'ex-Yougoslavie.

La nécessité d'une Union politique a cependant été reconnue depuis longtemps. Mais les divergences sur la nature même de cette Union ne permettaient pas d'aboutir : serait-elle à

vocation fédérale ou limitée à la coopération intergouvernementale ? La notion d'Europe politique comporte deux dimensions qui ont souvent été abordées séparément : la dimension interne (les structures institutionnelles, la légitimité européenne par rapport aux légitimités nationales) et la dimension externe (la personnalité de l'Europe dans les relations internationales). Certains, tel de Gaulle, privilégiaient celle-ci, estimant que l'identité européenne se définissait d'abord vis-à-vis du monde extérieur alors que d'autres, comme Jean Monnet, étaient convaincus que l'Europe devait préalablement se structurer pour exister.

La priorité du politique par rapport à l'économique était affirmée dès le début de la construction européenne. Pour les fédéralistes, l'institution d'un gouvernement fédéral devait précéder et rendre possible l'intégration économique. Mais ils étaient minoritaires par rapport aux unionistes se contentant de la coopération intergouvernementale. Ils réussirent toutefois à faire voter par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe l'amendement selon lequel «*le but du Conseil de l'Europe est la création d'une autorité politique européenne ayant des fonctions limitées mais des pouvoirs réels*» (5 septembre 1949). Mais ce texte resta lettre morte, les unionistes étant majoritaires à l'Assemblée, et les gouvernements nationaux n'étaient pas prêts à accepter une solution fédérale.

D'où la nécessité de commencer l'intégration européenne par l'économie, celle-ci devant préparer et rendre nécessaire l'intégration politique. La *Déclaration du 9 mai 1950* faite par Robert Schuman sous l'inspiration de Jean Monnet, proposant une *Communauté européenne du charbon et de l'acier* dirigée par une autorité supranationale, précisait la finalité politique de l'initiative française : «Par la mise en commun de productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix».

Ce qui devait être une évolution progressive se trouva brusquement accéléré par l'élaboration de la *Communauté européenne de Défense*, destinée à résoudre le problème du réarmement allemand dans le cadre européen. L'armée européenne appelait naturellement un pouvoir politique européen dont elle dépendrait. D'où le projet de «*Communauté politique européenne*», qui engloberait la CECA et la CED, coordonnerait les politiques étrangères des Etats membres et ouvrirait entre eux un marché commun général. Il s'agissait là d'une constitution fédérale avec Parlement de deux Chambres votant les lois, un Conseil exécutif, une Cour de Justice, un Conseil économique et social, mais avec le contrepoids d'un Conseil des ministres nationaux donnant son avis conforme à l'unanimité sur les décisions essentielles. Le rejet du traité d'armée européenne par l'Assemblée Nationale le 30 août 1954 entraîna l'abandon du projet de Communauté politique, auquel la France et la Belgique s'étaient d'ailleurs opposées.

La «relance européenne» se fit sur le terrain économique avec la création par les *traités de Rome du 25 mars 1957* de la *Communauté Economique Européenne* et de la *Communauté Européenne de l'Energie Atomique*, de caractère moins supranational que la CECA. Les trois Communautés disposaient dès 1958 de la même Assemblée parlementaire et de la même Cour de Justice ; le *traité de fusion des exécutifs mis en œuvre le 1er juillet 1967*, instituera un Conseil des ministres unique et une Commission unique. Cet ensemble des trois Communautés -

appelé familièrement la *Communauté européenne* - quoique limité à des compétences économiques et techniques, n'en constituait pas moins un système politique cohérent et équilibré, la Commission indépendante faisant des propositions, le Conseil des ministres nationaux prenant les décisions et l'Assemblée parlementaire exerçant un contrôle démocratique. Il y avait là la matrice d'un système préfédéral qui pourrait s'affirmer avec le passage - prévu par les traités - au vote majoritaire au Conseil le 1er janvier 1966, ce qui renforcerait le rôle de la Commission, et avec l'élection au suffrage direct de l'Assemblée que réclamaient les parlementaires. La Commission apparaissait aux yeux de certains comme l'embryon d'un futur gouvernement de l'Europe.

Pour le général de Gaulle, revenu au pouvoir le 1er juin 1958, il n'en était pas question. L'Europe politique ne devait pas procéder de l'intégration économique, mais être construite par accord entre Etats souverains et fonctionner selon le principe de la coopération intergouvernementale. L'objectif serait la définition et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de défense commune. Quant aux communautés, elles seraient cantonnées dans les domaines économiques et techniques, sous l'autorité de l'Union politique. C'était une conception cohérente, mais qui rappelait trop celle du «Concert européen» du 19^e siècle. Les partenaires de la France, en particulier les petits pays, étaient attachés au système communautaire qui leur donnait des garanties en face des grands. Ils se méfiaient d'autre part d'un poids trop grand du couple franco-allemand au sein des Six. Ne pouvant faire accepter son projet d'«*Europe des Etats*», de Gaulle ne réussit pas moins à affaiblir le système communautaire par l'«*arrangement de Luxembourg*» qui instaurait pratiquement un droit de veto au Conseil des ministres et réduisait par conséquent le rôle d'impulsion de la Commission. Un coup d'arrêt était donné à une possible «politification» du système communautaire.

Le président Pompidou poursuivit sur la même ligne la politique européenne de la France. La Communauté économique fut renforcée et l'objectif d'une *Union économique et monétaire fixé dès 1969*, mais le président fran-

çais refusait que celle-ci aboutisse à une monnaie commune. Le problème d'une Union politique continuait à diviser : l'Allemagne et le Bénélux étaient favorables, mais refusaient la formule d'Union d'Etats qui avait la préférence de la France, hostile au fédéralisme. Finalement le *rapport Davignon de 1970* constatait «C'est dans le domaine de la concertation des politiques étrangères qu'il convient de faire porter concrètement les premiers efforts pour manifester aux yeux de tous que l'Europe a une vocation politique». D'où l'instauration, en dehors du cadre communautaire, de la *Coopération politique européenne*, simple concertation entre les responsables des politiques étrangères nationales, sans structures propres, se traduisant surtout par des déclarations lorsque l'unanimité pouvait être réunie sur un problème de relations internationales.

La dualité entre le système communautaire - essentiellement économique - et la coopération intergouvernementale en politique étrangère, se maintint pendant les années 70 et 80. Une certaine liaison fut pourtant établie entre les deux domaines par *l'institution en 1974*, sous l'impulsion du président Giscard d'Estaing, du *Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement*, siégeant au titre du Conseil des Communautés et de la Coopération politique. Les institutions communautaires ont alors évolué de façon complexe : l'intervention du Conseil européen pour fixer les grandes orientations politiques et même trancher les questions difficiles accentua l'aspect intergouvernemental, alors même que s'élargissait la pratique du vote majoritaire au Conseil des ministres et que le *Parlement européen, élu au suffrage universel depuis 1979*, voyait s'accroître sa légitimité et son rôle.

La nécessité de «globaliser» les activités des Communautés et celles de la Coopération politique inspira la *résolution du sommet de Paris d'octobre 1972* entre les Neuf fixant «comme objectif majeur de transformer, avant la fin de l'actuelle décennie et dans le respect absolu des traités déjà souscrits, l'ensemble des relations des Etats membres en une Union européenne». Cette formule était vague à dessein, compromis entre le président Pompidou qui aurait préféré «confédération» et le chancelier Brandt qui

tenait à «fédération». Les finalités de l'Union européenne n'étaient pas précisées, ni ses structures futures. D'où les difficultés et la lenteur d'une concrétisation encore inachevée.

Le *Parlement européen* eut le mérite, sous l'impulsion d'Altiero Spinelli, de proposer en 1984, un *projet de traité d'Union européenne* cohérent, équilibré et démocratique, qui partait des institutions existantes (Communautés et Conseil européen) pour bâtir une Constitution de type fédéral avec partage des compétences entre l'Union et les Etats membres. Pour les compétences exclusives de l'Union, le pouvoir législatif serait partagé entre le Conseil (votant à la majorité) et le Parlement, le pouvoir exécutif étant confié à la Commission. La coopération en politique étrangère resterait, dans une phase initiale, de la compétence du Conseil européen. Il pourrait y avoir passage progressif du domaine de la coopération à celui de l'action commune par décision du Conseil et du Parlement. Ce projet ne fut pas repris par les gouvernements qui ne voulaient pas aller aussi loin mais se sentaient quand même obligés de progresser. *L'Acte unique européen de 1986* qui instituait le marché unique étendait à cet effet le champ du vote majoritaire au Conseil et créait une procédure de coopération de celui-ci avec le Parlement européen. Mais la Coopération en politique extérieure restait à part sous l'autorité du Conseil européen.

Le problème de l'Union politique se trouva véritablement posé à partir de 1989. En effet les compétences de la Communauté allaient s'élargir considérablement. Déjà l'Acte unique les avait étendues à l'environnement et à la recherche. L'Union économique et monétaire, dont la négociation était décidée, irait beaucoup plus loin. En attendant sa réalisation, une *Charte sociale* était adoptée en *décembre 1989* par onze Etats membres, la Grande-Bretagne restant à l'écart. Une contrepartie politique apparaissait indispensable. Le Parlement européen réclamait «la révision des traités afin de renforcer l'efficacité et le caractère démocratique du pouvoir de décision au sein de la Communauté», c'est-à-dire l'attribution de véritables pouvoirs législatifs au Parlement élu. Le chancelier Kohl voulait que la réunification de l'Allemagne se fasse dans le cadre de l'Europe

unie, donc que celle-ci soit renforcée politiquement. Ce serait aussi une contrepartie à l'abandon du deutschemark pour la future monnaie unique. D'autre part, l'écroulement du bloc soviétique instaurait une zone d'instabilité en Europe centrale et orientale. Pour y faire face, la Communauté avait besoin d'une politique extérieure active et cohérente, dépassant le stade de la coopération politique déclaratoire et assurant l'unité entre politique économique extérieure et action diplomatique. *C'est pourquoi le président Mitterrand et le chancelier Kohl proposaient, dans leur lettre du 19 avril 1990, d'ouvrir une négociation sur l'Union politique avec quatre objectifs : «renforcer la légitimité démocratique de l'Union», «rendre les institutions plus efficaces», en particulier par des décisions majoritaires au Conseil des ministres, «assurer l'unité et la cohérence de l'action de l'Union dans les domaines économique, monétaire et politique» pour rendre plus lisibles aux citoyens les multiples formes de coopération et d'intégration différentes selon les domaines, enfin «définir et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune».*

Dans quel cadre s'inscrirait cette Union politique ? Jacques Delors et la Commission qu'il présidait préconisaient l'intégration des nouvelles finalités dans une Communauté unique, avec des institutions unifiées comportant de la flexibilité selon les domaines, qui ne serait pas l'Union européenne définitive mais maintiendrait le cap vers une future organisation de type fédéral. Lors de la négociation du traité d'Union européenne, cette formule ne fut pas acceptée. La mention de «vocation fédérale» de l'Union, cependant demandée par la majorité des délégations, ne put être adoptée en raison de l'opposition de Margaret Thatcher, les Britanniques interprétant à tort le terme fédéral comme «centralisateur». Il fallut s'en tenir à la formule neutre d'«une Union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe», déjà utilisée par le traité de Rome et même par le Statut du Conseil de l'Europe ! Plus grave, la structure unique, souhaitée par la Belgique, les Pays-Bas, la Grèce, et qui aurait été acceptée par l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, fut rejetée par la Grande-Bretagne et le Danemark, ce qui n'était pas étonnant, mais aussi par la France et le Portugal. Ces pays tenaient à préserver leur

souveraineté nationale - cependant partagée pour la monnaie unique - dans les domaines de la politique étrangère, de la défense, de la police et de la justice. D'où la structure de l'Union européenne en trois «piliers», instaurée par le *traité de Maastricht (7 février 1992) légèrement modifié par celui d'Amsterdam (2 octobre 1997)*.

Le premier pilier constitue la «Communauté européenne», réunissant les trois Communautés préexistantes et l'Union économique et monétaire. Elle n'est pas uniquement économique, sa compétence s'étendant à d'autres domaines (environnement, santé, consommation, éducation...). Son caractère démocratique et sa légitimité ont été accrues par l'attribution au Parlement européen du droit de co-décision avec le Conseil sur une grande partie de la législation communautaire, par la participation du Parlement à la nomination de la Commission, par le développement de ses pouvoirs de contrôle. La citoyenneté européenne, complémentaire de la citoyenneté nationale, est affirmée : droits de l'Homme, droits de circulation dans l'espace Schengen et droits liés au grand marché intérieur, droits civiques (participation aux élections municipales et européennes dans l'Etat de résidence, droit de pétition au Parlement européen et de recours à son médiateur).

Les deux autres «piliers» sont de nature intergouvernementale. La Commission n'a pas le monopole des propositions comme dans la Communauté, le Parlement n'est qu'informé, la Cour de Justice tenue à l'écart. Les décisions sont prises par le Conseil à l'unanimité. D'où la minceur des résultats. Le troisième pilier «Affaires intérieures et Justice» n'a tout simplement pas fonctionné. Aussi a-t-il été partiellement communautarisé par le traité d'Amsterdam, la politique d'immigration et d'asile passant au premier pilier, et réduit à la coopération policière et judiciaire qui reste intergouvernementale. Quant au deuxième pilier «Politique étrangère et de sécurité commune», ses structures de coopération ont été améliorées par le traité d'Amsterdam (création d'une unité de planification et d'alerte rapide à la disposition du Conseil, institution d'un Monsieur Pesc qui sera le secrétaire général du Conseil) mais les décisions du Conseil restent difficiles à

prendre : si l'« abstention constructive » est admise pour éviter les blocages, le droit de veto est affirmé. Jusqu'à présent, une véritable *Pesc* n'a pu être définie, les différentes positions nationales ne s'étant que rarement accordées. La diplomatie de l'Union européenne s'est manifestée par des déclarations mais peu d'actions communes (envois d'observateurs, de représentants dans les régions en crise). Les possibilités militaires de l'Union de l'Europe occidentale ont été très peu utilisées. Une politique extérieure et de sécurité de l'Union européenne ne pourra d'ailleurs se définir que progressivement, au fur et à mesure que l'Europe acquerra sa spécificité en s'intégrant davantage économiquement et politiquement.

A cet égard, le renforcement des institutions est une condition essentielle. Il est primordial que *les mécanismes de décision* prévus pour les Six pays fondateurs et qui fonctionnent mal à Quinze, soient *améliorés*, surtout avant le nouvel élargissement. Un accord n'a pu se faire à ce sujet au sommet d'Amsterdam, mais dans une *déclaration conjointe la France, l'Italie et la Belgique* en ont fait un préalable. *L'Allemagne* a approuvé plus tard. Il s'agit d'une part de *limiter le nombre de commissaires*, qui s'enflerait avec l'arrivée de nouveaux Etats membres, afin de maintenir la cohésion et l'efficacité du collège européen. Il faut d'autre part *modifier la pondération des voix au Conseil*, pour éviter que des majorités occasionnelles de petits pays se constituent en face des grands pays beaucoup plus importants démographiquement, économiquement et politiquement. La repondération devrait fixer un seuil de majorité qualifiée correspondant aux deux tiers de la population de l'Union.

Ces indispensables ajustements ne seront pourtant pas suffisants. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer que l'Union européenne soit enfin dotée des attributs qui en feraient vraiment une entité politique, c'est-à-dire une Constitution et un gouvernement. Une Constitution car l'Union est le résultat de la superposition de traités aboutissant à des structures complexes et à des procédures multiples. Un effort de rationalisation est devenu indispensable pour préciser les compétences et simplifier les mécanismes. Le citoyen de

l'Union doit savoir qui fait quoi. Un gouvernement car la Commission, qui a l'avantage d'être permanente, ne peut que faire des propositions et que les Conseils qui prennent les décisions sont composés de chefs d'Etat ou de gouvernement et de ministres dont les responsabilités sont d'ordre national et qui ne remplissent leurs fonctions communautaires qu'à titre subsidiaire et de façon intermittente.

Comment pallier cet inconvénient majeur ? Remplacer la présidence tournante exercée chaque semestre par le chef de gouvernement d'un pays différent, par une personnalité n'ayant pas de responsabilité nationale et disposant d'un mandat de deux ou trois ans, mais qui risquerait de ne pas avoir de pouvoirs suffisants ? Instituer, selon la suggestion de Jacques Delors, dans chaque pays un ministre délégué du Premier ministre chargé d'assurer la coordination à Bruxelles et formant, avec ses collègues, une sorte de cabinet européen. *Le président Pompidou*, dans sa *conférence de presse du 21 janvier 1971*, évoquait déjà cette forme d'un gouvernement futur d'une Europe confédérale. En fait, des ministres chargés des Affaires européennes ont bien été nommés par la suite dans les différents pays mais avec une autorité limitée par rapport aux ministres des Affaires étrangères et sans former un cabinet permanent à Bruxelles. Une autre formule pourrait consister en une Présidence commune à la Commission et au Conseil européen, ce qui donnerait à la fonction la stabilité et l'autorité nécessaires. Le gouvernement de l'Europe serait alors le résultat d'une articulation plus étroite entre le Conseil européen, le Conseil des ministres et la Commission qui, responsable devant le Parlement, devrait l'être aussi devant le Conseil européen, selon les suggestions de Robert Toulemon (*Le débat*, n° 101, sept. - oct., 1998).

Les prochaines élections européennes devraient être l'occasion de sortir des discussions entre spécialistes et d'instaurer un débat public sur les réformes indispensables au développement et au renforcement de l'Union politique de l'Europe.

Pierre GERBET

La mondialisation économique vécue au jour le jour

par Xavier FONTANET

L'Académie d'Education et d'Etudes Sociales (A.E.S.) présidée par notre ami André AUMONIER, ancien président du Centre Français du Patronat Chrétien, a choisi pour thème de ses travaux et débats de 1998-1999 «Questions pour le XXI^e siècle». L'Académie assure la publication régulière de ces conférences et discussions, toutes d'un très grand intérêt.

Nous devons à l'obligeance d'André AUMONIER l'autorisation de reproduire l'une d'entre elles à laquelle France-Forum ne pouvait demeurer indifférent. Elle concerne en effet la mondialisation qui, tout en étant l'une des lignes de force du programme précité de l'Académie, a fait l'objet de nombreuses études dans notre revue. Mais celle-ci présente l'originalité, par rapport à tant d'autres émanant d'universitaires, d'économistes, de hauts-fonctionnaires français ou internationaux..., d'exposer les réflexions tirées de l'expérience quotidienne du président directeur général d'une entreprise leader à l'échelle mondiale, Essilor International, appartenant au groupe Saint-Gobain. Est-il besoin de préciser que la publication de ce texte, par son contenu (quelques passages s'inspirent de valeurs aisément reconnaissables) et du fait de son auteur, fils de Joseph Fontanet, témoigne de notre fidélité à la mémoire de celui qui fut l'un des fondateurs de notre revue.

Mon discours est assez guerrier, cela va peut-être vous surprendre, parce que la vie économique, on l'oublie beaucoup, surtout en France, est une véritable guerre concurrentielle. Je suis inquiet quand je suis en France parce que beaucoup de gens ne sont pas conscients de ce que ceux qui sont sur le front, comme les entreprises, concurrencent tous les jours des Japonais, des Américains,... Ce décalage entre des gens très exposés et des gens moins exposés à la concurrence n'est pas forcément sain.

Je vais aussi parler d'éthique parce que je crois que c'est l'éthique qui vient au bout de toutes les batailles. Car je suis convaincu qu'en définitive les valeurs les plus fondamentales sont les valeurs morales.

Je voudrais d'abord vous entretenir d'une personne, de Mme Hua et de son sourire. Mme Hua est une jeune femme que nous avons embauchée il y a trois ans à Shanghai où nous avons monté

une très grosse usine de verres. Nous y avons investi à peu près 100 millions de francs, embauché pour démarrer l'usine cinq agrégés de science, de chimie, des Chinois, dont M^{me} Hua, chimiste de très haut niveau.

Nous les avons invités à venir s'installer six mois en France, près de Dijon, dans un hall où, avec l'aide d'ingénieurs français, ils ont appris à maîtriser les techniques, très «pointues», de fonctionnement d'une usine de verres. Il existe en Chine une très forte demande de talents, donc les cadres ne sont pas très fidèles à leur entreprise. On les débauche par tous les moyens sur Shanghai et j'ai donc plusieurs fois dîné avec nos nouvelles recrues de façon à les connaître et à créer un début de lien entre elles et Essilor.

C'est ainsi que j'ai fait la connaissance de M^{me} Hua, femme de 35-40 ans, née dans le Yunnan de parents paysans. Enfant très douée, elle avait obtenu de brillants succès scolaires. Très vite ses professeurs l'avaient envoyée à

Shanghai. Elle a fini par passer l'agrégation, et la chance a voulu qu'un jour un des recruteurs d'Essilor tombe sur elle. On l'a amenée en France. En deux ou trois mois elle a parlé français, enfin, un mélange de français et d'anglais.

Nous avons inauguré l'usine de Shanghai il n'y a pas très longtemps et, selon la tradition essilorienne, avons invité ceux qui en avaient été les ouvriers à notre table. M^{me} Hua était très heureuse et m'a dit : «Essilor a changé ma vie». - «Mais pourquoi ?», lui demandai-je - «Ecoutez, je suis rentrée dans une espèce de monde tout nouveau pour moi et la première chose qu'Essilor m'a donnée, c'est un horizon-temps. Jusqu'ici la vie était assez dure et je n'aurais pas toujours ma nourriture ; j'ai un petit enfant... Maintenant j'ai une sécurité financière qui fait que je ne suis plus obsédée par ce que j'ai à donner à manger en fin de semaine, je commence à voir beaucoup plus loin».

Curieusement, j'avais entendu le même raisonnement en Allemagne de l'Est où nous avions, il y a six ans, racheté une grosse société. Passant du communisme à une société d'un capitalisme très ouvert, ses salariés nous avaient dit, eux aussi : «Quand on travaille dans une société libre et concurrentielle, on a un horizon-temps : c'est une énorme valeur que vous nous apportez».

Nos Chinois font un travail extraordinaire. Nous nous étions donné quatre à cinq ans pour parvenir au niveau de productivité de la France : or, à notre stupéfaction, en deux ans ils avaient atteint les meilleurs rendements de tout Essilor-mondial.

La vie de M^{me} Hua est tout à fait étonnante : c'est une femme qui a failli mourir de faim, elle a mangé des racines pendant pratiquement un an ; elle sait la valeur de la vie. Dès qu'on approche de tels êtres, on est complètement transformé.

Chaque fois que je rentre en France et que je vois une grève à Air-France, je me sens un peu plus proche de Mme Hua. J'en viens à me demander où est ma citoyenneté - j'ai une citoyenneté française bien sûr et ne la renie pas mais je vois des choses qui ne me plaisent pas du tout. J'ai une autre citoyenneté, la citoyenneté Essilor, qui me rapproche beaucoup de cette

femme chinoise.

L'usine marchant très bien, nous projetions d'y installer des machines plus puissantes, plus sophistiquées. Et j'ai demandé à Mme Hua : «Quel est votre rêve ?» Elle m'a répondu : «Vous savez, M. Fontanet, mon rêve ce serait d'aller aux Etats-Unis». Les Français, bizarrement, n'aiment pas beaucoup les Etats-Unis. C'est pourtant le pays de la liberté, un pays absolument extraordinaire... - «Madame, vous savez ce que l'on va faire. On va mettre de puissantes machines dans votre usine afin de l'emporter sur les Japonais qui sont les grands concurrents d'Essilor partout dans le monde. Et vous avez un tel talent de production que nous allons nous appuyer sur vous pour mener cette bataille. Il faut dire qu'autour de Shanghai, il y a des gens qui font de la couture, de la soie, d'une habileté manuelle extraordinaire. Toute la soie qu'on trouve en France vient de là. Quand on leur demande de faire des choses très précises comme des verres, ils font merveille. «Mme Hua, si nous l'emportons sur les Japonais, je vous promets, dans trois ans, j'irai voir le maire de votre ville et nous lui demanderons qu'il vous autorise à passer cinq ans aux Etats-Unis avec votre mari et votre enfant».

Une humanité se dessine à l'intérieur d'Essilor, société très internationale qui permet de rapprocher des gens. Le travail, le fait que cette femme partage la volonté de se battre et d'en découdre, ces projets partagés, sont l'origine de liens très profonds à travers l'entreprise.

Pour ne pas imposer trop de chiffres, mais afin de situer concrètement notre entreprise, je me limiterai à quelques données essentielles.

- L'entreprise capitalisait, il y a 25 ans, de l'ordre de 200 millions. Nous capitalisons 25 milliards de francs aujourd'hui ! On a donc multiplié par 125 la valeur de l'entreprise. L'argent pour nous est plus un moyen qu'une fin. Mais sans argent on ne fait rien. De tels résultats sont donc évidemment bienvenus, notamment parce qu'ils rendent possibles des investissements. Ils correspondent à un taux de croissance moyen de l'ordre de 10-12 % par an. Retenez ces points, cela va être important pour la suite.

- Deuxièmement, notre société est mondiale au plein sens du terme. Le monde est notre jar-

din. Notre chiffre d'affaires est actuellement ainsi réparti : 45 % en Europe, 45 % aux Etats-Unis (où nous sommes en train de devenir plus gros qu'en Europe), 5 % en Asie, 5 % en Amérique latine.

A Essilor, la concurrence est quotidienne : tous les jours il faut se battre avec des concurrents qui veulent notre peau, ou au moins nos clients. Il se trouve qu'actuellement nous avons de très beaux résultats et une forte croissance, et que cette lutte de tous les jours pour la vie nous a aguerris. Nous sommes les leaders, avec à peu près 10 milliards de francs de chiffre d'affaires. Seuls les trois premiers du marché - Sola, Hoya, Essilor - gagnent de l'argent, et donc arrivent à se développer. Les suivants perdent de l'argent, ne se développent plus et sont donc condamnés à disparaître. Nous pourrions les racheter un jour. Il ne faut pas être angélique. Nous faisons la guerre économique tous les jours.

Notre stratégie est très simple : évoluer toujours plus vite que nos concurrents. Notre façon de travailler, c'est d'accroître l'écart. Quand, dans un domaine nous allons moins vite que les Japonais, tout de suite les résultats descendent. Dès qu'on reprend de la vitesse par rapport à eux, nos résultats montent.

On dira que ce n'est pas un monde idéal, mais c'est la réalité. Observons d'ailleurs que nous payons des impôts qui permettent de financer beaucoup de choses, et cela grâce à l'argent conquis de haute lutte sur les marchés mondiaux. Ceux qui travaillent dans un secteur non exposé doivent le savoir.

Notre organisation est mondiale. Nous employons environ 9.000 personnes en Amérique, 8.000 en Europe et à peu près 2.500 en Asie. Dans nos organigrammes, la Chine est toujours placée au milieu, car le futur est en Chine et en Inde où, si nous réussissons, nous devrions avoir, dans cinq à neuf ans, probablement 10.000 personnes entre la Chine et l'Inde, 10.000 en Europe et 10.000 aux Etats-Unis. A ce moment-là, la société sera complètement équilibrée. Tel est notre objectif.

Je viens de parler de guerre, ce qui est un petit peu excessif. Il serait plus exact d'utiliser le langage du sport. Si on se fait très mal dans le business, on ne va pas en mourir. Le sport consiste

quotidiennement à mieux servir les clients. En chaque homme il y a un champion. A nous de le réveiller.

Tous ne sont pas doués pour faire la même chose. Certains le sont pour faire des managers ; d'autres, des spécialistes de pointe... L'important n'est pas de savoir si l'on est PDG ou balayeur. Ce qui compte, c'est de bien faire les choses. En fait il faut que chacun soit un champion, ou un vrai «pro» dans son domaine.

Dès qu'on raisonne en terme d'équipe sportive, on passe du droit au devoir et à la responsabilité. Dans une équipe de football qui rentre sur une pelouse pour la finale du championnat du monde, il n'y a pas quelqu'un qui dit : «J'ai le droit d'être avant-centre». Mais : «mon petit vieux, si on t'a permis d'être avant-centre, c'est pour te donner la chance de te défoncer pour que tout le monde gagne». Notre culture consiste à développer beaucoup plus le devoir que le droit.

La notion d'équipe est très importante. Certes il faut des individus forts et que chacun soit capable de se porter tout seul. Un bon coéquipier, c'est quelqu'un qui est capable d'être très bon tout seul. Il faut être capable de vivre avec les autres mais il faut être capable d'être costaud soi-même.

Il faut aussi accepter le risque. Nous vivons dans une société, surtout en France, où on passe son temps à nier les risques. Les bons investissements sont ceux qui sont risqués. Un investissement sans risque n'a aucune rentabilité. Dès qu'on veut la rentabilité, on prend forcément des risques et, pour un PDG, c'est très dur. Je pousse tous mes collaborateurs à accepter le risque en face, à condition qu'il s'agisse de risques réfléchis, pris par des professionnels conscients de la nécessité de prendre des paris pour réussir.

Le vrai risque c'est de perdre des clients. Quand un client est parti, c'est comme un oiseau qui a quitté la branche : pour le faire revenir... Nous sommes constamment confrontés au problème du client qui part. Nous sommes chaque mois confrontés au chiffre d'affaire mensuel, aux résultats mensuels.

Dernier point : c'est le caractère que nous

développons dans notre culture - le caractère plus que l'intelligence ou que l'instruction. L'instruction, c'est quelque chose qui s'achète. Si on veut avoir un diplôme, on va sur le marché et on l'achète. Ce qui est beaucoup plus difficile à trouver, c'est le caractère et l'intelligence, cela ne s'achète pas. Je crois que, dans une société, c'est très bien d'avoir des diplômés, il en faut, mais ce qu'on privilégiera dans une équipe de foot, c'est beaucoup plus la personne, et son caractère, que ce qu'elle a fait dans le passé.

Voilà les fondements culturels d'Essilor, voilà toutes les vertus que le leadership, au niveau mondial, exige des hommes de l'entreprise.

Pour nous la mondialisation, au jour le jour, arrive à une vitesse étonnante. Je trouve cela extraordinaire ! Certains s'en effarent, je trouve cette perspective fantastique - du moins pour l'instant.

Quelques faits : je parcours à peu près 400.000 km par an, j'ai dépensé quelque 450.000 F de billets d'avion depuis le début de 1998. Cela fait plus de 1.000 km par jour et il faut tenir ce rythme toute l'année.

Mon emploi du temps aujourd'hui ? 1/4 d'heure au téléphone avec Singapour ; 1 heure ce matin de discussion avec Tokyo : 3 heures 1/2 consacrées aux budgets 1999 avec les équipes européennes, et 2 heures 1/2 avec une vidéo aux Etats-Unis sur Dallas sur un nouveau projet... Une journée habituelle.

Nous utilisons beaucoup le système de vidéoconférence, qui permet de voir ses collègues. Et ceux que j'ai vus aujourd'hui en vidéo, je risque de les voir la semaine prochaine, à Tokyo, chez un fournisseur.

Nous perdons complètement la notion du lieu. On ne sait plus du tout si on est à Tokyo ou à Dallas. En fait, on est à Essilor, on reconnaît les bureaux. Le jardin mondial est à notre taille.

Avec la mondialisation, ce sont les vitesses d'exécution qui comptent. Naguère on gagnait beaucoup d'argent avec des brevets qui empêchaient les autres de fabriquer nos produits. Ce petit monde est en train d'évoluer : l'impératif aujourd'hui est d'aller plus vite que l'autre. Ainsi, il y a une trentaine d'années, Essilor

changeait de produits tous les vingt ans ; il y a une dizaine d'années, tous les dix ans. Maintenant, nous les changeons tous les cinq ans et nous sommes en train de réfléchir à les changer tous les trois ans. Nous allons sept fois plus vite qu'il y a trente ans ! Nous vivons un phénomène extraordinaire de contraction de l'espace et du temps.

On dit qu'Essilor est un grand groupe, mais au niveau mondial, ce n'est en fait qu'une grosse PME. La mondialisation est donnée à tout le monde. Vous trouvez aujourd'hui des PME de 500 millions de francs qui ont de vrais comportements de multinationales. La mondialisation n'est pas l'apanage des très gros groupes. Tous ceux qui sont dans les entreprises privées et concurrentielles, quelle que soit leur taille, sont en train de connaître ce phénomène de contraction du temps et de l'espace. Toutes les firmes vont se mondialiser beaucoup plus vite qu'on ne le croit. Quant aux grosses firmes, dans 25 ans elles pèseront plus que les Etats. Quelques chiffres vont peut-être vous affoler. Les deux plus grosses sociétés du monde actuellement sont «General Electric» (l'ex-Edison) et «Microsoft». Leur valeur sur le marché flirte aujourd'hui avec les 300 milliards de dollars (1.500 milliards de francs !), alors que l'Inde, par exemple, a un PIB de 2.000 milliards de francs. La capitalisation de «General Electric» n'en est plus très loin et, déjà, le PIB de la Russie est dépassé.

«General Electric» croît annuellement à la même vitesse qu'Essilor (+12 à 15 %). Si vous prolongez cette tendance elle aura, dans 25 ans, une valeur sur le marché plus grosse que le PIB de la France.

Je ne dis pas que cela se passera ; il y aura peut-être des ruptures. Mais il faut commencer à y réfléchir : le phénomène interpelle les politiques et les religieux. Ces sociétés gigantesques sont de vrais mondes ! qui, dans 50 ans, prendront la taille des Etats actuels.

Il y a eu des époques au XII^e ou au XV^e siècle, où une ville comme Venise (150.000 habitants) avait un PIB plus grand que celui de la France. Braudel a pu l'établir. Venise était une entreprise de commerce. Entre les XVI^e et XX^e siècles il y a eu la montée des Etats-nationaux. Je suis

convaincu qu'au XXI^e siècle, les entreprises vont être plus grosses que les Etats. Ce que je dis est choquant mais j'y crois très fort !

N'allez pas croire que les firmes vont effacer complètement les Etats, car elles en ont besoin. Les firmes ne peuvent se passer d'une éthique interne : les malhonnêtetés dans une entreprise génèrent des coûts très élevés, et compliquent la tâche du management. Par ailleurs le jeu de la concurrence externe cesse d'être bénéfique si les comportements commerciaux ne sont pas corrects. Les firmes ont besoin d'un Etat qui fasse la police.

Il y a des concurrents qui produisent des verres sans respecter les règles élémentaires de pollution : ils ont des prix plus bas, évidemment. Qui va dire : «Arrêtez ces usines, il y a des enfants qui trempent les mains dans des produits chimiques épouvantables !» ? Alors, bien sûr, les prix sont plus bas, mais c'est inacceptable ! On a besoin d'Etats qui fassent respecter les règles sociales, qui s'assurent qu'on n'émet pas de produits nocifs. On a besoin d'Etats qui imposent partout des lois sociales.

On a dit parfois : en Asie, le grand Essilor exploite les enfants... C'est absolument faux ! Il faut aller voir les usines ! Nous offrons à tous nos employés en Chine, en Inde, aux Philippines, en Malaisie, des paquets sociaux presque plus importants que ce qui existe en France. On leur prépare les retraites, nous doublons pratiquement les salaires. Nous avons besoin d'Etats qui veillent au respect des règles. L'économie noire est un véritable drame. Des sociétés comme Essilor ne peuvent travailler correctement dans des pays dont les Etats sont laxistes. Les Japonais ? Nous sommes prêts à les prendre sur tous les terrains, mais nous voulons jouer avec eux sur la base des mêmes règles du jeu.

Pour autant, les entreprises ont besoin de liberté et de flexibilité. Dès qu'un Etat rigidifie tout, dès que les fiscalités sont déraisonnables, les entreprises préfèrent rassembler leurs équipes dans un autre pays. L'entreprise a vraiment besoin d'un terrain dans lequel elle peut avoir «un jeu de jambes», pour prendre une comparaison sportive. Les pays qui veulent trop tout contrôler vont perdre les plus belles socié-

tés : ce qui est un autre facteur de mondialisation. Une entreprise peut déplacer ses centres de recherche vers les Etats où elle peut plus facilement attirer les gens. A terme, automatiquement, fléchissent dangereusement les capacités à lever l'impôt dans les pays ainsi privés de leurs cadres les plus performants. L'équilibre entre les grandes firmes et les Etats va être affecté et je suis personnellement assez convaincu que, sur cinquante ans, le taux de croissance des firmes va être beaucoup plus grand. Dans toutes les réflexions sur le futur il faut intégrer ce phénomène, à mon avis fondamental.

Et maintenant, effectuons, si vous le voulez, bien, un petit tour du monde.

L'Amérique - Vous avez dit, M. Aumonier : «le modèle américain, matérialiste, nous écrase...». Je crois le contraire. Il est bien vu en France de dénigrer l'Amérique. Il y a pourtant beaucoup de Français, en particulier des jeunes, en Amérique. Mais le Français, en moyenne, ne connaît pas bien l'Amérique.

L'Amérique est un pays extraordinaire. D'abord, c'est le pays par excellence où l'on entreprend. Nous y avons actuellement 50 % de notre chiffre d'affaires, plus de 50 % de nos effectifs. La semaine dernière, j'étais à Tampa, près de Miami, où Essilor copilote avec PPG (Trasition) - une grosse société américaine - une entreprise de verres photochromiques (qui changent de couleur avec le soleil). Cette société a une croissance extraordinaire : nous y avons mis les meilleurs de chez nous et les Américains les meilleurs de chez eux. Manager ces équipes de garçons et filles de 30-35 ans donne l'impression de piloter une voiture de course, qui réagit à toute vitesse. Là est la force de l'Amérique : une capacité de réalisation absolument unique. Pourquoi ? «Liberté, égalité, fraternité», tel est le fondement essentiel de la Constitution de la France. Pour l'Amérique, ce n'est pas exactement la même chose.

La Constitution américaine privilégie la liberté. L'esclavage a déchiré l'Amérique. Le concept de la liberté, pour l'Américain, s'est forgé lors de la guerre de Sécession. L'abolition de l'esclavage, ce n'est pas l'égalité qui en est la base, mais, fondamentalement, l'affirmation de

la liberté.

Quand les Américains parlent d'égalité, ce n'est pas du tout l'égalité au sens où nous l'entendons en France (Pierre Dac disait : *«Que le meilleur perde»*). Washington, en fondant la société américaine, écrivait : *«Aucune race ne peut prospérer si elle n'apprend qu'il y a autant de dignité à cultiver son champ qu'à composer un poème»*. Les différences de statut ne sont pas vécues aux Etats-Unis comme une vraie inégalité. Fondamentalement, pour l'Américain, l'égalité est celle des chances, non celle du niveau. Il y a des talents différents et on les reconnaît. Pour qu'une société marche bien - c'est vrai pour une société comme Essilor, c'est aussi vrai pour un Etat - il faut que chacun, là où il est, soit complètement respecté, quelle que soit son activité. C'est l'Histoire qui fait que vous êtes arrivé à tel ou tel endroit, ou la richesse de vos parents, mais les individus ont toujours la même valeur unique. Alors qu'en France, Alain Peyrefitte l'a noté : *«Sous prétexte que les gens sont égaux en droit, on a pensé qu'ils sont pareils en fait»*. Je suis sûr que le dynamisme américain vient de cette compréhension des rapports entre l'égalité et la liberté. Nous sommes tous égaux en droit mais pas pareils en fait.

Enfin, les Américains ne disent pas «fraternité», mais «bonheur... individuel». Relire à cet égard le beau texte de la Constitution américaine.

Bref, la liberté, c'est l'abolition de l'esclavage. L'égalité est celle des chances et le troisième pilier est le bonheur individuel, non la fraternité.

La Constitution est sous-jacente au dynamisme des gens. Quand je fais un discours aux équipes américaines, je parle toujours de Dieu. Ce qui est impensable en France. En Amérique, Dieu veille sur tout le monde.

La fille aînée de l'Église est devenue un Etat laïc et cet Etat américain qu'on accuse de matérialisme, en fait quand on le connaît bien, il est beaucoup plus spirituel qu'on ne le croit puisqu'on peut parler de Dieu dans un discours offi-

ciel sans faire sourire.

L'Asie - Essilor est venu à l'Asie par délocalisation. Les concurrents japonais, par exemple, avec lesquels nous nous battons très durement, ont délocalisé en Thaïlande pour attaquer l'Europe. Essilor s'est tout de suite installé en Thaïlande et aux Philippines. Ensuite, les choses ont évolué. Nous comptons au départ trouver des mains-d'œuvre bon marché (10 fois moins chères que les Français), et nous avons trouvé des gens extraordinaires comme M^{me} Hua, très volontaires, très fidèles.

Il se trouve qu'Essilor traite très bien ses salariés, beaucoup mieux que les autres, ce qui fait que certains ont maintenant 30 ans d'Essilor en Asie. Quand on va dans les usines, les fêtes qu'on vous fait sont absolument extraordinaires : drapeaux, feux d'artifice... Il y a une communauté extraordinaire ! Ils sont extrêmement travailleurs. Ils apprennent plus vite que nous. Ils sont beaucoup plus tournés vers le futur que nous. Vous savez que les grands-parents en Chine, quand ils sont devenus un poids pour la famille, partent mourir en haut de la montagne. C'est une société dans laquelle on mise tout sur l'enfant.

De petits exemples très simples : pour attaquer la Chine, nous voulons vendre des verres progressifs, parce que c'est une des forces d'Essilor. Et en fait, on se rend compte qu'on vend beaucoup de verres pour les enfants parce que les grands-parents préfèrent donner aux enfants l'argent qui devait leur servir à acheter pour eux-mêmes des verres progressifs.

En Thaïlande, on découvre que la civilisation est plus ancienne que la nôtre. On trouve partout des peuples extraordinaires. Notre usine des Philippines emploie maintenant 1.300 personnes, elle en fait vivre 5.000. Le village, à côté de l'usine, est devenu un très joli village. On se rend compte qu'on a distribué un pouvoir d'achat, qui a été un ascenseur mondial extraordinaire. Les enfants de nos ouvriers philippins peuvent aller faire des stages aux Etats-Unis. Une espèce de brassage fantastique se dessine. On a un sentiment aussi de générosité. Les pays développés font preuve d'une grande générosité en délocalisant... C'est ma vision.

Les choses évoluent encore : les gens pro-

gressent énormément. Par exemple : une usine tombe en panne au Brésil. Au début on envoie les grands spécialistes d'Essilor-France pour dépanner l'atelier. Ils n'y arrivent pas. Un Philippin dit : «Attendez, votre problème, je vous le règle !» On lui paye le billet d'avion et il remet l'atelier sur pied. On commence à voir les connaissances relatives aux processus de production se déplacer de France vers l'Asie. Où installer notre centre d'engineering : en France ? aux Etats-Unis ? aux Philippines ? Ne pas le mettre aux Philippines, c'est injuste... Pourquoi le mettre en France, sous prétexte que la maison Essilor est française ? Je ne dis pas que les Français ont démerité. Mais les Philippines ont fait de telles merveilles...

Autre exemple : il y a une machine automatique qu'on n'arrivait pas à faire marcher en France et, de toutes façons, avec les taxes professionnelles, l'usine automatique n'est même pas compétitive. Donc : pourquoi ne la mettrait-on pas aux Philippines ?

L'Europe - Vous m'avez demandé de parler de l'Europe. Je pourrais dire que, dès que je pense à l'Europe, je pense tout de suite à nos syndicats. Ils font du bon travail, on a un excellent dialogue avec eux. La culture essilorienne est celle d'une ex-coopérative. Donc, traditionnellement on y discute dans une bonne ambiance et on y a de la considération pour tous ces syndicalistes qui sont très généreux, et donnent leur vie au syndicalisme. Si certains d'entre eux n'avaient pas opté pour l'activité syndicale ils seraient devenus directeurs d'usine. On a des syndicalistes de très haut niveau qui commencent à se rendre compte que le monde est plus compliqué qu'ils ne le croient.

Une anecdote : le responsable d'un des syndicats de notre entreprise avait changé de voiture. Il avait une Citroën et il achète une Renault. En cours de discussion, il brandit l'argument classique concernant les avantages acquis. Alors, je lui dis : «C'est très bien, votre raisonnement, mais vous êtes un client infidèle à Citroën : on ne peut donc pas dire que Citroën a un client acquis. Or vous demandez le maintien d'un avantage acquis. C'est contradictoire...» Il me répond : «Mais M. Fontanet, la Citroën n'est pas

bonne». «Vous abondez plus encore dans mon sens. On ne peut pas garantir le maintien des avantages acquis quand les clients ne sont pas acquis. Il n'en irait différemment que si les clients étaient acquis». C'est la contradiction entre le fonctionnement de consommateur et le comportement de syndicaliste.

De même pour les fonds de pension. Beaucoup, notamment au sein des syndicats, les combattent ; la presse est trop contente de reprendre ces critiques et d'y trouver une nouvelle occasion d'instruire à ce propos le procès de l'Amérique. Je réponds : «Quand vous serez retraité et que votre retraite sera payée par un fonds de pension, vous changerez d'avis». On déplore la mondialisation, mais on achète ses Nike chez Carrefour.

On commence à comprendre, notamment parmi les syndicalistes, que le monde est beaucoup plus compliqué. Je passe beaucoup de temps à le leur expliquer. Sans doute trop parce que la France ne représente que 20 % de notre activité, et que je passe beaucoup plus de temps avec les syndicats français que je devrais, mais c'est mon devoir de Français et je crois qu'on est en train de les faire évoluer.

En Europe, on rencontre le meilleur comme le pire. Je ne sais pas de quel côté finalement penchera la balance. Il n'est pas certain que les choses évoluent bien. Mais il y a des pays - par exemple, les Pays-Bas - où elles se sont orientées favorablement.

Le travail de fond des sociétés concurrentielles

Les grandes sociétés croissent vite lorsqu'elles sont rentables. Si vous réinvestissez tous vos bénéfices, une rentabilité de, mettons, 15 % permet de se développer à 15 % par an à peu près. Si l'on distribue un petit dividende, à peu près 20 %, la capacité de croissance est de 12 % par an ! Une bonne firme peut donc croître de 10 à 12 % par an sur le long terme. Alors que les Etats ne s'accroissent que de 1 à 2 % - comme la population. Il est évident que les équilibres vont se déplacer vers les firmes.

Pour croître de façon soutenable, que faut-il faire ? Ecrire des constitutions car les groupes

sont demandeurs de règles de fonctionnement - qu'ils soient actionnaires, employés, fournisseurs, clients -.

Essilor n'est pas un très grand groupe : mais même pour lui le besoin de légiférer est capital. Le comité exécutif d'Essilor passe beaucoup de temps à réfléchir à la constitution. Le groupe a besoin d'audits, a besoin d'un peu de police, il lui faut aussi de bons financiers parce que s'il y a quelqu'un qui commence à faire des erreurs quelque part, il faut tout de suite le savoir.

Il y a des gens dont on doit se séparer. On le fait dans les cas graves, heureusement très rares (tricheries comptables, détournements,...). Mais surtout - et je voudrais y insister en terminant - il est indispensable de disposer de gens fondamentalement honnêtes, pour des raisons éthiques et d'efficacité. Bien piloter une entreprise aussi complexe qu'Essilor - sous peine de perdre énormément d'argent - nécessite des hommes honnêtes qui défendent votre argent. Gérer des gens honnêtes ne coûte rien alors qu'avec des gens malhonnêtes, on passe son temps avec des avocats, des contrôles...

Comment développe-t-on un groupe de gens honnêtes ? En créant une âme, des motivations. Un très beau livre a été écrit là-dessus. Il y a des entreprises qui ont une âme, d'autres qui n'en ont pas. Les entreprises qui ont une âme sont, en général, celles qui marchent bien.

Tout cela se crée dans le temps. C'est pourquoi on écrivait tous ces livres sur les histoires d'entreprise, dans le but d'en célébrer l'âme. Chacun doit comprendre qu'au sein de l'entreprise il partage une histoire. L'histoire d'une entreprise, c'est une grosse partie de son capital. Comme pour les nations, il faut aux entreprises un peu de rêve et de réalité. La réalité est dure, mais il faut toujours y mettre un peu de rêve. Important aussi tous les développements réalisés avec les clients. Les clients participent entièrement à la vie de l'entreprise.

En guise de conclusion

Je voudrais, à travers quelques citations, tenter de définir la culture d'Essilor.

Son «profil d'entreprise», une phrase d'Alain

- «*Ce sont les passions et non les intérêts qui mènent le monde*» - en donne assez bien l'image. La volonté de faire de l'argent dans les entreprises qui marchent bien, n'est jamais première. L'argent est arrivé parce qu'il y avait des idées splendides, des équipes qui y croyaient. Lorsque les financiers prennent trop de poids dans l'entreprise, l'argent rentre moins. Les grandes réussites ont toujours eu pour cause l'enthousiasme humain.

La motivation ? Lacouture dans son *De Gaulle* exprime exactement ce que nous cherchons à faire : «*Tirer le quotidien vers l'épique. Faire jaillir, les jours ordinaires, de la conjuration de la médiocrité, le trait qui donne à l'action des dimensions fabuleuses*». Il faut toujours mélanger le rêve et la réalité. De Gaulle ne disait-il pas : «*Les gens si lassants à voir dans les manœuvres de l'ambition, combien sont-ils attrayants dans l'action pour une grande cause*», et Churchill : «*Faire des choses extraordinaires avec des gens normaux*».

La stratégie ? C'est celle de Clausewitz : «*La surprise est la base de toute entreprise car sans elle la supériorité au point décisif n'est pas imaginable*».

La communication ? Il faut avoir, avant tout, le culte de la vérité. «*La vérité n'obéit pas*» (Alain). Il faut être humble devant les chiffres. Et, lorsqu'on est leader, comme Essilor, éviter arrogance et triomphalisme : «*Tout vainqueur insolent à sa perte travaille*» (La Fontaine). Et leur préférer une discrétion souriante.

Il faut savoir risquer, et ne pas reculer devant le changement. «*Risque ou chance*», c'est le même signe en Chine. De grands chefs d'entreprise, orfèvres en la matière, l'ont souligné : «*La réforme dans le respect des droits acquis est une plaisanterie*» (Collomb, PDG de Lafarge). «*Quand je m'arrête, je rouille*» (Krupp).

Ce n'est jamais facile. De Gaulle l'avait noté : «*On sacrifie toujours l'avenir au présent car on ne sait pas dire non*», comme les Américains : «*Il y a pire que l'échec, c'est de n'avoir pas essayé*».

Mais ce qui compte, en définitive, ce sont les hommes : «*L'arme est un facteur important*

mais non décisif dans la guerre. L'homme, dans l'armement est le facteur décisif» (Mao). «*Avec de bons soldats on gagne des batailles et on emporte le butin. Avec de l'argent on achète de mauvais mercenaires*» (Napoléon).

Et donc, pour la direction de l'entreprise, l'éthique doit être rigoureuse : «*Rien n'est plus habile qu'une conduite irréprochable*» (M^{me} de Maintenon). Il ne faut pas céder à la facilité : «*Toute aide inutile entrave le développement*» (Françoise Dolto). Tel est le défaut du «colbertisme». Comme aussi d'une politique à l'égard des cadres et du personnel, qui serait dé-responsabilisante : «*Les délinquants font moins de mal*

qu'un mauvais juge». Il faut se battre pour la justice. La justice est une des bases fondamentales du management.

Et ne pas oublier l'aphorisme d'Einstein : «*L'imagination est bien plus importante que la connaissance*». La connaissance peut toujours s'acheter, alors que l'imagination a une valeur infinie.

Enfin Essilor ne saurait ignorer que : «*Le personnage le plus important dans l'entreprise, c'est le client*». (François Michelin).

Xavier FONTANET

Les livres de nos collaborateurs et amis

Jean ONIMUS

«Jésus en direct»

Ed. Desclée de Brouwer

Charles DELAMARE

«La bataille de Normandie»

chez Réseau Lettres

Sous la direction de **Bertrand BADRÉ, Philippe CHALMIN, Nicolas TISSOT**

«La mondialisation a-t-elle une âme ?»

Morale, Spiritualités et Vie des Affaires

Ed. Economica

«1968 : le Printemps tchécoslovaque»

Le colloque international portant ce titre, placé notamment sous le haut patronage du Président de la République Française, Jacques CHIRAC, du Président du Sénat, René MONORY, et du Président de la République Tchèque, Vaclav HAVEL, a été organisé les 16 et 17 juin 1998 au Sénat par le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, l'Institut d'Etudes et d'Education Européennes, le Centre Tchèque de Paris, l'Institut Hongrois, l'Institut Polonais, l'Institut Autrichien.

France-Forum y a été associé : l'un de ses collaborateurs, Charles DELAMARE, a présidé l'une des séances ; deux autres : François FEJTÖ et Jean-Yves CHEVALLIER, en ont présenté respectivement l'introduction et les conclusions. Ces travaux, qui feront l'objet d'une publication, s'inscrivent dans la série des colloques de ces dernières années - dont nous avons rendu compte en leur temps - consacrés à quelques-uns des événements majeurs de notre histoire européenne - Traités de Westphalie, Traités de Versailles et autres d'après la guerre 1914-1918, soulèvement hongrois de 1956...

Nous remercions les organisateurs de nous avoir, une fois de plus, autorisés à publier dans notre revue le texte des trois interventions ci-après.

Questions sur le Printemps de Prague de 1968

par François FEJTÖ

Au nom du Comité d'organisation du colloque, je vous remercie d'être venus prendre part à nos travaux sur l'évènement qu'on appelle le Printemps de Prague et qu'il conviendrait d'appeler plutôt, comme le propose Pierre Grémion, le Printemps de 1968 à Prague et à Bratislava. Notre propos est d'en dresser l'histoire et de réfléchir ensemble à sa signification et à sa portée. Survenant 12 ans après l'insurrection hongroise, à laquelle nous avons consacré un colloque en octobre 1996, précédant de 21 ans la «révolution de velours»

par laquelle les Tchèques et les Slovaques, à l'instar de leurs voisins polonais et hongrois, ont repris la libre disposition de leur destin, le printemps tchécoslovaque de 1968 s'inscrit dans l'histoire de l'Europe centrale, voire de l'Europe tout court, comme une des grandes étapes qui ont conduit à l'extinction du deuxième totalitarisme, incarné par l'Empire soviétique, après un long mouvement cyclique de dégels et de regels, de détentes et de répressions.

A 30 années de distance, profitant de la pré-

sence de témoins actifs et d'observateurs compétents, il y a lieu - estimons-nous - de repenser l'évènement, de le placer dans la longue durée, de se réinterroger sur son sens, en tant qu'une des dernières tentatives de sauver le système communiste en le rénovant ou, éventuellement, de s'en débarrasser. Nous voulons tenir largement compte des résultats des nouvelles recherches qu'a rendues possible l'ouverture des archives occidentales, mais aussi de celles de l'Etat et du parti tchécoslovaques, de l'Etat et du parti soviétiques.

Coïncidant avec les vagues de mouvements étudiantins et sociaux qui, quasi simultanément, secouaient les démocraties occidentales - avec des motivations et une violence qui rendaient perplexes les jeunesses de l'Est frustrées de liberté et de biens matériels -, les mouvements de Prague et de Bratislava ont porté témoignage de l'attachement inextirpable de leurs élites, de leurs nations, aux valeurs fondatrices de la civilisation européenne.

Au nom du Comité d'organisation, je remercie MM. les Présidents des Républiques française et tchèque, ainsi que notre hôte, le Président du Sénat français, d'avoir accordé leur haut patronage à notre colloque et je salue avec une respectueuse amitié le Président du Sénat tchèque, Petr Pithart -acteur et penseur des événements de 1968- et mon ami de longue date, Pavel Tigrid qui, après 1948, avait continué comme exilé à Paris, avec son journal *Svedectvi*, le combat pour la liberté commencé à Prague, en les remerciant d'être venus apporter de vive voix leur témoignage. Je salue tous les autres intervenants, venus de Prague, de Bratislava, de Varsovie, de Vienne, de Budapest, de Rome et des Etats-Unis, et enfin, ceux de France qui ont accepté de s'associer à notre entreprise. Et, j'exprime notre gratitude sincère à toutes les institutions, les ministères français des affaires étrangères et de la culture, les Sénats français et tchèque, l'UNESCO, le Centre d'Etudes et de Recherches près l'Institut d'Etudes politiques, les Instituts culturels tchèque, slovaque, autrichien, polonais, hongrois, qui ont rendu possible l'organisation matérielle du colloque.

Et maintenant, permettez-moi de présenter quelques réflexions générales sur notre programme. Il nous a paru normal de commencer

nos travaux par des analyses de la spécificité des événements tchécoslovaques, contemporains des mouvements étudiantins et sociaux qui ont alors secoué la France et d'autres pays occidentaux. Nous sommes aujourd'hui en effet au coeur des commémorations du 68 français, dont les péripéties dramatiques avaient, à l'époque, quelque peu occulté celles du printemps de Prague. En réalité, l'opinion occidentale n'a commencé d'en découvrir la signification qu'après l'intervention soviétique qui y a mis fin de manière abrupte. Un premier élément de cette spécificité est le retard pris par Prague et Bratislava par rapport à d'autres capitales de l'Empire - Varsovie, Budapest - pour réagir à la crise du communisme ouverte par la mort de Staline et la lutte pour sa succession qui a durablement divisé le mouvement communiste international. Ce qui conduira nos intervenants à procéder à une rétrospective historique, à évoquer les dates de 1918, de 1938, de 1945, enfin de 1948, celle du coup de Prague, qui fit entrer les peuples tchèque et slovaque dans l'ère des *goulags* avec l'illusion enthousiasmante des lendemains qui chanteront. La Tchécoslovaquie atteindra, avec le procès Slansky de décembre 1952, le sommet du stalinisme, - ce mélange d'autocratie byzantine, de terrorisme bureaucratique et de «big lie» («gros mensonge») - dont Ilios Yanakakis, qui l'a vécu, fera l'analyse. Ensuite Jacques Rupnik et Marcel Blaive expliqueront les principales raisons de la réussite du très habile Novotny qui a réussi à escamoter pendant de longues années, au profit de sa dictature personnelle, les impulsions ambiguës à la déstalinisation venues de Khrouchtchev qui, pourtant, avait trouvé un certain écho dans l'intelligentsia de Prague et de Bratislava. Puis on entendra Antonin Liehm, qui en fut un des promoteurs les plus actifs, faire le récit de la longue marche vers 1968 dont, aux côtés des réhabilités tardivement libérés, des économistes réformateurs du parti et des autonomistes slovaques décriés comme nationalistes bourgeois, les écrivains, cinéastes et artistes de Prague - parmi eux le jeune Vaclav Havel - constituaient l'avant-garde.

Avec la deuxième séance, nous aborderons avec Petr Pithart, - président du Sénat, qui fut l'un des premiers dans la dissidence tchécoslovaque à renouveler la réflexion sur les événe-

ments, - l'examen compréhensif et critique des intentions qui ont présidé à la réforme à la fois économique, politique et culturelle initiée par les progressistes qui avaient conquis en janvier 1968 la majorité - une majorité ô combien fragile - à la direction du P.C. tchécoslovaque. Dès le début de l'expérience, déclenchée à l'arrivée au pouvoir d' Alexandre Dubcek, se poseront les questions fondamentales que les mouvements révisionnistes de Hongrie et de Pologne de 1956 n'avaient eu le temps que d'effleurer : pouvait-on préserver - comme on le souhaitait à Prague et ne serait-ce que par égard pour Moscou - le système du parti unique, tout en faisant passer, comme le dubcekiste Smrkovski le disait, «le principe de l'argumentation devant le principe d'autorité» ? Etait-il réaliste - et le père de la réforme économique, Ota Sik, voulait être réaliste - d'affirmer l'intention de réaliser un «modèle tchécoslovaque de l'économie» ? En soi ce modèle était-il viable ? La fédéralisation de l'Etat, telle que le préconisaient les progressistes de Bratislava, était-elle possible sans une préalable démocratisation ? Enfin, la suppression de la censure et la liberté presque parfaite d'association ne conduisaient-elles pas inexorablement au passage de la démocratisation contrôlée à la démocratie parlementaire, comme le préconisait un Ivan Svitak ? Et si tel est le cas, comme le pensaient les antagonistes orthodoxes de Dubcek et les coéquipiers de Brejnev, l'intervention soviétique ne peut-elle pas être considérée comme une action préventive contre une dissidence qui se serait accomplie - selon le modèle hongrois de 56, - malgré la volonté des initiateurs et des responsables de l'expérience ?

Ces réflexions nous conduiront au programme de la deuxième journée non moins riche en problématique, c'est-à-dire à l'étude de la dimension internationale du Printemps de Prague. Sur ce plan, nous attendons de nouveaux détails et des confirmations, notamment sur les délibérations et contacts qui ont précédé la décision finale du Kremlin.. Quels étaient les facteurs déterminants qui plaidaient pour l'intervention

militaire : était - ce le besoin de bien délimiter - dans le cadre de la politique de détente Est-Ouest - l'influence de l'Union Soviétique, considérée comme intouchable ? Etait-ce la volonté prioritaire de la consolidation et de la sécurité de la R.D.A. ? La peur de la contagion du virus de liberté pragoise ? Etait-ce la peur qu'avec le Congrès du parti convoqué pour septembre, le contrôle de la Tchécoslovaquie échapperait définitivement au Kremlin ? Nous attendrons aussi confirmation de la minimisation par les gouvernements occidentaux du Printemps de Prague en raison de la priorité qu'ils accordaient à l'époque à la stabilité et aux préparatifs d'une grande négociation sur la sécurité et la coopération. Ce n'est certainement pas un hasard si, dans l'ouvrage monumental de Kissinger, *Diplomatie*, on ne trouve pas dix lignes sur les événements de Prague. Enfin, ce qui retiendra le plus l'intérêt, ce sont les analyses et témoignages sur les répercussions du Printemps de Prague et de la défaite du socialisme à visage humain dans les autres pays communistes et chez les euro-communistes de Rome, de Paris et d'ailleurs. Leur seul espoir peut-être restait que le prochain Dubcek apparût au centre nerveux du système, à Moscou ? Ce qui arriva effectivement vingt ans plus tard.

En réalité, les taupes du révisionnisme et les forces centrifuges n'en finiront pas, avec la «normalisation» de la Tchécoslovaquie, de ronger les fondements idéologiques du communisme. Aux intervenants des dernières sessions incombera la tâche de vérifier deux thèses qui viennent à l'esprit en conclusion :

- l'expérience tchécoslovaque peut être considérée comme la préfiguration du *glaznost* et de la *perestroïka* de Gorbatchev,

- la révolution de velours de 1989 a été, dans sa substance, la reprise et l'achèvement de la réforme-révolution interrompue en 1968.

François FEJTÖ

1968 et les paradoxes du communisme tchécoslovaque

par Jacques RUPNIK

C'est devenu une figure imposée, presque une précaution rituelle pour ceux qui travaillent sur l'histoire de la Tchécoslovaquie et plus précisément du communisme dans ce pays, que d'invoquer ses spécificités par rapport aux autres pays de l'Europe du Centre-Est incorporés au lendemain de la guerre dans l'Empire soviétique.

Incontestablement le Parti Communiste de Tchécoslovaquie (PCT) se démarqua au cours de l'après-guerre à deux reprises de ses voisins : entre 1945 et 48 en poursuivant un interlude démocratique, certes étroitement surveillé, au moment même où d'autres, de la Bulgarie à la Pologne, subissaient déjà une soviétisation brutale ; en 1968 en poussant jusqu'au bout la logique de la déstalinisation par une tentative de réforme et de démocratisation du système communiste.

Pourtant, le communisme tchécoslovaque a aussi produit au lendemain de ces expériences éphémères (tant dans les années 1950 que dans les années 1970 et 1980) l'une des dictatures les plus répressives, rétrogrades et surtout durables en Europe du Centre-Est.

Ce paradoxe central du communisme tchécoslovaque de l'après-guerre est l'une des clefs pour comprendre le Printemps tchécoslovaque de 1968 et les débats contradictoires qu'il a suscités depuis. Il est souvent expliqué par référence à la vitalité de la tradition démocratique tchèque. Sans doute peut-on effectivement tenter de faire un lien entre les deux interludes démocratiques mentionnées (1945-48 et le Printemps de 1968), et la continuité d'une culture politique démocratique d'avant-guerre qui influença en profondeur la société et la vie politique tchèque, y compris sa composante socialiste, voire communiste. De même, l'ampleur exceptionnelle des phases de répression aurait été proportionnelle à la vitalité du courant démocratique qu'elles avaient pour ambition de soumettre. La force de la terreur des années cinquante ou de la «normalisation» d'après-1968 serait, en quelque

sorte, l'hommage du vice à la vertu.

Nous verrons que c'est une explication un peu courte concernant la nature même du PCT, tant dans ses liens avec la matrice soviétique du système communiste que dans les facteurs endogènes qui favorisèrent sa domination, essentiels pour rendre compte de l'expérience du communisme en aval comme en amont de 1968, dans la période stalinienne et dans les années dites de «normalisation».

I. La dualité du PCT pendant le printemps 1968

Par son ampleur le projet de la direction Dubcek du PCT représentait sans doute le «stade suprême du réformisme» dans le bloc soviétique. Mais dans ses rapports avec la société et ses aspirations au pluralisme le parti communiste a vite découvert les limites et les ambiguïtés de son projet. Mettre l'accent sur le premier ou le second aspect c'est renvoyer à deux lectures différentes du Printemps de 1968. Dans le premier cas c'est le parti, et la révision de son «rôle dirigeant», entre le 5 janvier et le 31 août 1968 qui est le sujet du printemps de Prague. Dans le second c'est le réveil de la société et l'émancipation de la sphère culturelle par rapport à l'idéologie officielle qui, dans l'interaction de celle-ci avec les élites réformistes du parti, ont amorcé un processus de changement qui traverse toutes les années soixante et culmine dans les premières semaines de résistance à l'invasion soviétique. Ces deux interprétations, celle qui met l'accent sur l'audace des conceptions réformistes ou celle qui montre leurs limites et leur échec, renvoient à la dualité caractéristique de toute l'histoire du communisme tchécoslovaque, écartelé entre la société et son allégeance au communisme soviétique.

Derrière l'arrivée de Dubcek à la tête du parti il y avait la convergence puis la coalition de trois forces hostiles au régime qu'incarnait Antonin

Novotny : une aile libérale tchèque qui s'appuyait sur la contestation des milieux intellectuels communistes réclamant une vraie rupture avec l'héritage stalinien, les partisans d'une réforme économique dont Ota Sik était le porte-parole le plus influent, les communistes slovaques, avec à leur tête A. Dubcek, contestant de plus de plus ouvertement le centralisme pragois. Leur dénominateur commun était la remise en cause d'un système de pouvoir qualifié, en 1968, de «centralisme bureaucratique».

La coalition de ces forces permit en décembre 1967 l'élection à la tête du PCT d'un apparatchik peu connu, Alexander Dubcek, que rien ne prédestinait à devenir le symbole du changement. Il avait passé l'entre-deux-guerres à Moscou et fait toute sa carrière dans l'appareil du parti. Il devait d'ailleurs son investiture à un coup de pouce de Brejnev qui avait décidé de lâcher Antonin Novotny auquel il n'avait visiblement pas pardonné ses tardives connivences avec Khrouchtchev. D'ailleurs, l'élection même de Dubcek s'était faite sous le signe d'un parfait «centrisme» dont il aura les plus grandes peines à se défaire en 1968, comme le révèle son réquisitoire contre Novotny à la réunion du Comité Central de décembre 1967 : «Le danger du conservatisme, du sectarisme dans le parti, surtout aujourd'hui alors que les conditions changent, est non moins dangereux que les tendances libérales» (1)

Le Printemps tchécoslovaque fut qualifié à la fin de l'année 1968 par le premier ministre Oldrich Cernik de «révolte sans théorie». Ce n'était pas tout à fait exact. Depuis le milieu des années soixante toute une série de groupes de réflexions, de «think tanks», s'étaient créés dans l'orbite du parti : celui des économistes dirigé par Ota Sik, membre du Comité Central, celui des juristes et des politologues réfléchissant à la réforme du système politique dirigé par Zdenek Mlynar (2), et celui des théoriciens autour de Radovan Richta (3), dont les travaux sur la «révolution scientifique et technique» devaient fournir un vernis idéologique et technocratique au projet réformiste. Le fruit de ces cogitations fut le Programme d'action du PCT, rédigé avec le concours d'une centaine de collaborateurs, publié le 5 avril 1968.

Le texte présente une explication peu originale (même pour cette époque) des causes des «déformations» du passé, la dégénérescence de la dicta-

ture révolutionnaire en «bureaucratisme». Le vrai test des intentions des réformateurs communistes concernait la nature du pluralisme dans les passages consacrés à la révision du «rôle dirigeant» du parti et du «centralisme démocratique». Sur le premier point on peut lire ceci : «Dans le passé, le rôle dirigeant du parti a été souvent interprété comme une concentration monopoliste du pouvoir dans les mains des organes du parti... Le parti ne doit pas se transformer en administrateur universel de la société, réglementer toutes les organisations par ses directives (4)». Comment, pour inverser la formule célèbre, passer de l'administration des choses au gouvernement des hommes ? L'autorité du parti ne peut plus être «imposée», dit le «Programme d'Action», mais doit se mériter. Il faut gagner «le soutien volontaire de la majorité à la ligne dirigeante du parti». Il n'est pas clairement établi ce que serait la sanction au cas où cette adhésion volontaire viendrait à manquer. On précise néanmoins qu'il est inacceptable «d'avoir recours à la répression contre la minorité, sous aucun prétexte».

Le prolongement de cet abandon de la coercition c'est le démantèlement de la fusion entre l'Etat et le Parti. Il convient, selon le Programme d'action, d'«éliminer de tous les rouages de l'Etat la centralisation exorbitante du pouvoir dans un seul appareil ou dans les mains d'une seule personne». La séparation du Parti et de l'Etat est sans doute le point névralgique du projet réformateur. Elle ne peut avoir un minimum de crédibilité dans la société qu'avec la séparation des deux par rapport à l'appareil de la Sécurité. C'est le sens de la précision, nullement superflue dans le Programme d'Action, indiquant que les services de sécurité «ne doivent pas être utilisés pour résoudre les questions de politique intérieure et les contradictions de la société socialiste».

Le second élément de cette redéfinition du rôle du PCT, c'était la version revue et corrigée du

(1) Vladimir KADLEC. *Dubcek-1968*. Rome, Listy, 1986, p 20

(2) Zdenek MLYNAR, devenu membre du bureau politique en 1968, est l'auteur du plus remarquable témoignage sorti des rangs de la direction du PCT. *Le froid vient de Moscou*. Paris, Gallimard, 1981

(3) Radovan RICHTA. *La civilisation au carrefour*. Paris, Anthropos, 1969

(4) Programme d'Action du PCT cité d'après *Akni Program KSC z5.dubna 1968* publié par Listy (Rome)1988 p. 6. Toutes les citations sont tirées de cette édition.

«centralisme démocratique», pilier, s'il en fut, du modèle léniniste. Le projet de nouveaux statuts du parti, publié le 10 août 1968 en vue de l'adoption par le XIX^e congrès du PCT, précisait que la minorité devait se soumettre à la majorité, mais qu'elle gardait le droit de rester sur ses positions et de les exprimer (même si l'activité fractionnelle restait interdite). La durée des mandats devait être limitée à trois fois deux ans ou deux fois quatre ans. L'élection des dirigeants devait se faire par un vote secret. Ainsi les délégués au XIX^e congrès du PCT qui devait se tenir au mois de septembre furent élus, pour la première fois, dans des élections secrètes et avec une pluralité des candidatures. Dans ces conditions le congrès annonçait un renouvellement considérable du personnel politique et du *modus operandi* du parti, ce qui a sans nul doute pesé dans la décision soviétique d'intervenir avant qu'il ne puisse se tenir.

Cette crainte éprouvée par Moscou semblait justifiée eu égard aux sondages d'opinion réalisés pendant le Printemps 1968. Ils révèlent en effet une double tendance. D'une part une confiance croissante de la population dans le projet réformiste : la moitié fait confiance au parti et près de 85% font confiance à Alexander Dubcek (5), ce qui semble conforter ce dernier dans son argument, à destination de Moscou, selon lequel il gardait le contrôle de la situation. Mais, d'autre part, l'écart se réduisait entre les communistes et non-communistes, quant aux attitudes envers le pluralisme politique. A la question, «est-il souhaitable d'instaurer un pluralisme de parti en Tchécoslovaquie ?», 68% des membres du PCT répondaient positivement, alors que le chiffre était de 86% pour les non-communistes. Autrement dit, le processus démocratique semblait renforcer le soutien à la direction réformiste, mais, dans le même temps, l'adhésion de sa base aux valeurs pluralistes et démocratiques dominantes dans la société révélait les limites politiques et les contradictions du projet réformateur.

En effet, l'ouverture démocratique favorisa le réveil de la société et, très vite, ses propres expressions du pluralisme allèrent bien au-delà du cadre envisagé par les communistes réformateurs. Au moment où paraît le fameux Programme d'Action il est déjà dépassé par rapport aux attentes de la population. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer ce programme et son langage à celui par

exemple du philosophe Ivan Svitak qui, la même semaine, publie dans le journal *Student* un autre «Programme d'Action» où l'on peut lire ceci à la rubrique «D'où venons-nous, où allons-nous?» : «De la dictature totalitaire vers la société ouverte, la liquidation du monopole du pouvoir et le contrôle effectif de l'élite du pouvoir par la presse libre et une opinion publique, de la gestion bureaucratique de la société et de la culture ... à l'application des droits de l'homme élémentaires» (6). Et d'ajouter : «A la question d'où venons-nous, où allons-nous ?», on peut répondre de façon concise : «de l'Asie vers l'Europe, seuls!» On est là à cent lieues de l'exercice d'équilibrisme précaire des réformateurs cherchant à réviser le «rôle dirigeant» du parti pour répondre aux attentes de la société et aux injonctions de Moscou dont les conservateurs au sein du parti ne manquaient pas de se faire l'écho.

Aussi audacieux que fussent les projets «d'institutionnaliser le pluralisme de la société» (Mlynar), le rôle dirigeant du parti, même amendé, devait être préservé. Le Programme d'Action dit clairement que le PCT considère les autres partis du Front National (le parti socialiste tchèque et le parti populaire) comme des partenaires, mais précise qu'il n'est pas question de laisser se créer des partis d'opposition. On reste donc dans une variante de la coalition bloquée, comme entre 1945 et 1948, où le PCT se réserve un «rôle dirigeant».

Le révélateur de toutes ces contradictions fut la tentative de reconstituer le parti social-démocrate qui avait été «fusionné» de force avec le PCT en 1948. La fin de non-recevoir adressée aux intéressés indiquait clairement qu'il n'était pas question de revenir à la «démocratie bourgeoise». C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les tirades de Dubcek sur les «nouvelles formes démocratiques» que «ne saurait atteindre la plus démocratique des sociétés bourgeoises»(7). En fait tous les discours de Dubcek en 1968 contenaient une double mise en garde : contre les forces

(5) cf. J. PIEKALKIEWICZ, «Public political opinion in Czechoslovakia during the Dubcek era» in E.J. Czerwinski et J. Piekalkiewicz, *The Soviet Invasion of Czechoslovakia : its effects on Eastern Europe*, New York, Praeger, 1972, p 3-42. L'étude fournit un panorama complet des sondages d'opinion effectués pendant le Printemps 1968.

(6) in *Student* 10. avril 1968

(7) Discours de Dubcek à la conférence régionale du PC slovaque à Bratislava en mai 1968, cité par V. KADLEC, *Dubcek-1968*, Rome, Listy, 1986

«conservatrices» et contre les excès de ceux qui «abusent» de la liberté. Il ne s'agit pas, dit-il au Comité Central en juin 1968, «d'ouvrir l'espace aux forces antisocialistes, voire même contre-révolutionnaires». (8)

À aucun moment Dubcek n'envisage des mesures fermes face au courant «conservateur» qu'il dénonce et qui représente une menace pour

les réformes qu'il défend. Bilak, Indra, Kolder, qui figurent parmi les signataires de la «lettre d'invitation» aux camarades soviétiques, prennent même du galon : Kolder se trouve chargé de la préparation du Programme d'Action, Bilak dirige le PC slovaque et Milos Jakes, un homme de confiance

(8) *Ibid.* p 63

des Soviétiques, est nommé par Dubcek à la tête de la commission de contrôle du parti, poste-clé s'il en fût. Certes, l'ancien ministre de l'intérieur fut remplacé par un rescapé des procès des années cinquante, J. Pavel, mais la direction de la Sécurité d'Etat fut confiée à V. Salgovic, un agent des services soviétiques qui se chargea en toute quiétude des préparatifs de l'invasion. Le renvoi du général Pchlik après sa conférence de presse du 15 juillet 1968 qui demandait une réforme du Pacte de Varsovie représentait l'ultime signal assurant que les partis frères que le PCT n'avait aucune intention de défendre, si nécessaire militairement, les réformes du Printemps. Dubcek a bien reçu Tito pendant l'été 1968, mais n'avait pas l'intention d'imiter l'exemple yougoslave.

La direction Dubcek ne s'est jamais donné les moyens de sa politique. Elle a repoussé les élections générales prévues pour le mois de mai et n'a pas convoqué, dès que la pression de Moscou se fit menaçante, un congrès extraordinaire du parti. Ainsi ce fut le même comité central qui avait élu Novotny en 1966 qui a élu Dubcek le 5 janvier 1968, puis, en avril 1969, un certain Gustav Husak. La capitulation à Moscou de la direction Dubcek alors que se tenait dans une usine de Prague occupée un congrès clandestin d'un PCT en rupture complète avec le communisme soviétique, mena à son terme les contradictions du communisme réformateur de 1968. Refuser de couper le cordon ombilical avec les partis frères, refuser de choisir entre la démocratie et la démocratisation, c'était laisser à Brejnev le soin de choisir à sa place. Le «suicide» de la direction réformatrice du PCT était, selon le mot de Petr Pithart, un acte d'autopréservation d'un appareil communiste en décomposition.(9)

Les communistes slovaques illustrent aussi, à leur façon, les ambiguïtés de la démocratisation. Composante distincte au sein du PCT, le parti communiste slovaque (qui n'avait pas d'homologue tchèque) était représenté par trois figures principales : Alexander Dubcek, devenu leader du PCT, Vasil Bilak, son successeur à la tête du PC slovaque, et Gustav Husak qui, en 1968, s'appuiera sur le premier pour combattre le second avant de faire l'inverse à partir de l'année suivante. Dubcek avait utilisé la carte slovaque pour faire pencher la balance en faveur des réformateurs à la veille de 1968. Bilak, son successeur à la tête du PC slo-

vague pendant le printemps, fut largement responsable du retard pris par la démocratisation en Slovaquie par rapport aux pays tchèques. L'autre explication tient à la priorité accordée par les communistes, et plus généralement l'opinion slovaque, au projet de fédéralisation de l'Etat sur celui de démocratisation de la vie politique. Husak, à l'inverse de Dubcek, allait utiliser la «carte slovaque» pour promouvoir la «normalisation». En effet, la revendication slovaque de fédéralisation pouvait s'accommoder des deux options. Pour comprendre le passage de l'une à l'autre il convient de rappeler le cas de Husak.

Issu d'une intelligentsia communiste slovaque, pour laquelle, dès les années trente, l'allégeance à l'Union Soviétique se combinait avec une sensibilité nationale prononcée, Gustav Husak est un représentant du «national-communisme».(10) Vers la fin de la guerre, Husak préconisait même le rattachement de la Slovaquie comme république soviétique à l'URSS, plutôt qu'à une Tchécoslovaquie reconstituée dirigée de Prague. Stalinien de choc dans les années quarante, il passera les années cinquante en prison pour «nationalisme bourgeois». Dans les années soixante il revient sur le devant de la scène grâce aux libéraux pragois, et le Printemps de Prague, on l'oublie souvent, fut son véritable tremplin politique. En mars 1968 Husak déclare à la tribune d'un des innombrables meetings : «La tâche principale aujourd'hui est de démocratiser l'appareil d'Etat, les syndicats, toutes les institutions... de sorte qu'une personne ou un groupe ne puisse faire de nous des moutons». Ainsi parlait l'homme qui allait persécuter sans relâche ses voisins de tribune, sans parler des militants de la Charte 77. La veille de l'invasion, Husak déclarait dans une usine de Slovaquie : «Je suis fermement persuadé que le nouveau cours, représenté chez nous par le camarade Dubcek, est tellement puissant parmi les peuples tchèque et slovaque qu'il n'existe aucune force capable de nous ramener en arrière». A l'exception, évidemment, d'une intervention militaire soviétique, déclenchée à peine quelques heures plus tard et qui

(9) Petr PITHART, *Osmadesaty*, Prague, 1990 (première ed. 1980)

(10) cf Jacques RUPNIK, *Histoire du PCT*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1981, p 159 et J. RUPNIK, «Husak, le président de l'oubli» in *L'Express* (28.12.1984 - 3.1.1985) ; cf aussi J. RUPNIK, notice biographique de G. Husak in *Encyclopedia Universalis*.

permet à Husak d'amorcer son irrésistible ascension vers le pouvoir.

Husak profita de l'invasion pour écarter Vasil Bilak de la direction du PC slovaque. Ce dernier s'étant discrédité par la tentative avortée de créer un gouvernement «ouvrier et partisan» sous les auspices de l'Ambassade soviétique, Husak fit même voter par le PC slovaque une résolution condamnant l'intervention militaire. Ce qui ne l'empêcha pas, trois jours plus tard à Moscou (où il retrouvait, fraîchement sortis de détention, Dubcek et les autres dirigeants du PCT), d'être le premier à se prononcer pour la signature du diktat de Brejnev. De retour à Bratislava, il affirma encore devant le congrès du PC slovaque que les huit mois de l'ère Dubcek «constituent pour notre parti une grande et lumineuse période». Et d'ajouter : «Pour ma part, je soutiens la conception du camarade Dubcek, j'ai participé à sa formation, je le soutiendrai pleinement ; soit je reste avec lui, soit je m'en irai».

Husak bien entendu, n'est pas parti. C'est même lui qui s'est chargé de faire partir Dubcek et de mener à bien la «normalisation». Pour arriver à ses fins il se chargea de faire invalider le XIV^e Congrès du PCT, qui s'était tenu clandestinement dans une usine de Prague, en arguant de la sous-représentation slovaque. On peut dater de là l'utilisation par Moscou de la carte slovaque pour mettre un terme à l'hérésie tchèque et la confiance retrouvée des responsables du Kremlin en Gustav Husak. Ils trouvaient en lui un ancien «réformateur» pour rétablir l'orthodoxie. Et aussi un nationaliste slovaque pour oeuvrer à la soviétisation de son pays.

Dubcek et Husak, deux facettes, deux destins croisés du communisme réformateur tchéco-slovaque en 1968 : Dubcek, l'apparatchik formé à Moscou devenu en 1968 un symbole des aspirations à la démocratie ; Husak, le communiste «national», victime des procès staliniens, qui, pendant vingt ans, tenta de s'imposer, et d'imposer à un peuple entier l'amnésie d'un Printemps.

II. Entre socialisme démocratique et stalinisme endogène

Il y a deux interprétations de ce que l'on peut appeler le paradoxe du communisme tchèque. La

première, celle qui avait les faveurs des historiens tchèques et slovaques pendant le Printemps de 1968, privilégie la thèse de la continuité de la composante démocratique de la culture politique dominante de la société, et présente même au sein du parti communiste. Ce dernier, après un détour d'une quarantaine d'années, serait enfin revenu à ses sources social-démocrates.

La seconde thèse, nourrie en particulier des réflexions de la dissidence au cours des vingt années qui suivirent, considère cette proposition comme une simplification qui frôle la mystification. Elle s'attache plutôt à analyser une autre continuité, celle de la matrice totalitaire qui façonna le parti, puis le pays. Elle explore aussi les vulnérabilités d'une société démocratique du centre de l'Europe à la formation de ce que nous appelons un «stalinisme endogène».

1. La continuité d'une tradition démocratique

La thèse de la continuité démocratique et du «détour» s'appuie sur trois arguments principaux, résumés sommairement ici, qui renvoient tous à une spécificité tchécoslovaque par rapport à ses voisins. D'abord l'existence d'une tradition pluraliste et démocratique qui remonte à la deuxième moitié du XIX^e siècle et dont était fortement imprégnée la social-démocratie tchèque, fondée en 1878 et forte de 40% des voix aux élections de 1907. Sa figure la plus prestigieuse était Bohumir Smeral, pur produit de la social-démocratie autrichienne, au point de s'identifier avec elle sous l'empire et de rater le train de l'indépendance en 1918. Il sera, pour ainsi dire malgré lui, l'un des fondateurs du PCT en 1921.

D'autre part, le PCT n'était pas, comme dans la plupart des pays d'Europe du Centre et de l'Est, un groupuscule marginal se recrutant principalement dans les minorités nationales, mais le résultat (comme en France) d'une scission majoritaire dans la social-démocratie. Enfin, à la différence de ses voisins, le PCT n'était ni clandestin ni pourchassé (on sait que la direction des PC hongrois ou polonais se trouvait pour moitié en prison et pour moitié en exil à Moscou), mais opérait dans le cadre d'une démocratie parlementaire à laquelle il devait en quelque sorte adapter sa stratégie et son comportement. Son assise électorale au lendemain de la guerre était impressionnante : dans des élec-

tions relativement libres en 1946 le PCT obtint 40% des voix en Bohême et 30% en Slovaquie.

Vingt ans plus tard la génération communiste de 1945-1948, déçue des résultats d'une révolution par le haut qu'elle aida à mettre en place, contribua à restaurer un pluralisme démocratique qui sapait les fondements mêmes du système. 1968 semblait annoncer le triomphe provisoire d'une culture politique démocratique sur la structure du pouvoir communiste mise en place en 1948.

C'est ce qui amena certains historiens, particulièrement actifs pendant le Printemps de Prague, à suggérer l'hypothèse selon laquelle, en 1968, le PCT renouait enfin avec ses origines social-démocrates dont il avait été coupé par la bolchévisation de 1928-1929 (le V^e congrès du PCT). Selon l'historien slovaque Jan Mlynarik la bolchévisation fut «le début d'un détour de 40 ans» par rapport au cours incarné par Smeral dans les années vingt (11). Un historien tchèque, Zdenek Karnik, écrivait à la même époque que Smeral et le «communisme démocratique» étaient condamnés à l'échec dans les années vingt, mais que «ses traditions ne pouvaient disparaître car elles représentent l'un des axes autour desquels s'articule le développement d'une société moderne» (12). C'est donc naturellement que «notre société les a redécouvertes pendant son intense période de déstalinisation et de renouveau socialiste». Pour Mlynarik, Antonin Novotny était non seulement le successeur, mais le continuateur de Gottwald. Pour Karnik, Dubcek renouait à sa façon avec l'oeuvre de Smeral.

L'interlude démocratique de 1945-48 et la génération des communistes de l'immédiat après-guerre représentaient le maillon indispensable pour accréditer la thèse de la continuité retrouvée ou du «détour» du socialisme démocratique. C'est cette génération qui permettait en 68 de faire la jonction entre le parti et les aspirations de la société. La culture politique démocratique de cette dernière semblait, pour un temps, triompher de la structure communiste.

Cette thèse de la continuité, séduisante par son optimisme, caractéristique du printemps 1968, ne résiste cependant ni à l'analyse de la nature du PCT, ni à celle des ruptures profondes dans la continuité démocratique du pays. L'une et l'autre révèlent les origines (et la solidité) d'un «stalinis-

me endogène».

2. Les sources d'un stalinisme endogène

La thèse de la continuité peut, en effet, difficilement rendre compte de l'extrême brutalité de la répression après 1948 et, de nouveau, après 1968. Selon l'historien Karel Kaplan, les grands procès de la période stalinienne, culminant lors du procès du secrétaire général du PCT Rudolf Slansky, auraient fait plus de victimes en Tchécoslovaquie que les procès dans les autres démocraties populaires.(13)

Mais surtout, la thèse de la continuité ne permet pas d'expliquer pourquoi le stalinisme tchécoslovaque est resté en place pendant la déstalinisation khrouchtchevienne entre le XX^e (1956) et le XXII^e (1961) Congrès du PC soviétique. Cinq ans après la répression de la révolution hongroise, Kadar déclarait en Hongrie : «qui n'est pas avec nous est contre nous», proclamait une amnistie et amorçait un compromis entre le parti et la société. Pendant vingt ans la «normalisation» husakienne après 1968 continua sans relâche après une purge de toutes les institutions - à commencer par le PCT - qui n'a pas d'équivalent dans le monde communiste d'après guerre, à l'exception, sans doute, de la révolution culturelle en Chine. Dans les deux cas, après 1956 ou pour l'interminable «normalisation» d'après 1968, il est impossible de renvoyer l'explication à des facteurs extérieurs (la politique de Moscou). Il faut donc bien se pencher sur les facteurs intérieurs susceptibles d'expliquer cette spécificité du communisme tchécoslovaque.

Parmi tous les «huit» qui jalonnent l'histoire tchécoslovaque (1918, 1938, 1948, 1968, la «révolution de velours» de 1989 est arrivée avec un léger retard sur le «cycle» historique) il en est un qui ne mérite pas de commémoration, mais qui est essentiel pour l'intelligence de notre sujet : 1928, l'année de la «bolchévisation» du PCT.

(11) J. MLYNARIK, «Kdo ma pravdu ?» in *Literarni Listy*, 15.8.1968

(12) Z. KARNIK, in *Revue de la vie socialiste* 1969/n 2

(13) Karel KAPLAN, *Dans les archives du Comité Central*, Paris Albin Michel, 1979. Cette observation ne vaut que pour les grands procès des dirigeants politiques d'après 1948; elle ne saurait être généralisée et s'appliquer à l'ensemble de la répression de l'époque stalinienne, d'ampleur inégale.

Sa double ambition était, d'une part, de subordonner complètement le PCT aux injonctions du Komintern et de la politique soviétique, d'autre part, de rompre définitivement avec l'héritage social-démocrate par une épuration de la direction Smeral comme de la base du parti (le parti perdit alors les 4/5 de ses adhérents). L'homme qui fut chargé de cette besogne, Klement Gottwald, s'est entouré d'un groupe de jeunes *apparatchiks* ambitieux d'origine prolétarienne, sans assise parmi les adhérents et sans états d'âme. On ne comprend rigoureusement rien à la prise du pouvoir d'Etat par Gottwald et son appareil en 1948 sans remonter à sa prise du pouvoir dans le parti en 1928. «Nous sommes, avait-il déclaré dans son premier discours au Parlement en 1929, le parti du prolétariat tchécoslovaque et notre quartier général se trouve à Moscou. Nous allons à Moscou pour apprendre des bolcheviks russes comment vous tordre le cou. Et, comme vous le savez, les bolcheviks russes sont des maîtres en la matière» (14). Le but de la bolchévisation du parti était de construire un appareil bureaucratique aux ordres de Moscou. Ce fut la précondition de la soviétisation du pays après 1948.

La différence essentielle entre la bolchévisation de 1928-29 et la stalinisation d'après 48 ou la normalisation était que la première ne s'appliquait qu'au parti alors que les deux opérations suivantes concernaient l'Etat et la société toute entière. Mais la logique à l'oeuvre était rigoureusement la même.

Le PCT, comme tous les P.C., appartenait depuis les années vingt à deux ensembles politiques distincts : le mouvement communiste international avec son centre à Moscou et le système politique tchécoslovaque. Il s'insérait dans ce dernier, à des degrés divers, en fonction de l'orientation de la politique soviétique. Il conjugua avec beaucoup d'habileté les deux aspects, surtout à partir de 1935. Mais il sut aussi, une fois au pouvoir, aller au-delà de ce qu'attendaient ou exigeaient les camarades soviétiques.

L'explication renvoie à la formation d'un stalinisme endogène à nul autre pareil en Europe du Centre-Est, mais qui s'éclaire par un parallèle avec le vrai jumeau du PCT, à savoir le P.C. français (15). Dans les deux cas, il s'agit de partis communistes de masse issus d'une scission majoritaire dans le mouvement socialiste et opérant dans des

démocraties parlementaires. Dans les deux cas, précisément pour résister à la récurrente tentation social-démocrate, les P.C. se construisirent une carapace stalinienne à toute épreuve. Gottwald et Thorez, les «fils du peuple» propulsés à la tête du parti par la bolchévisation, incarnent bien ce phénomène. A. Zapotocky et B. Frachon représentent une certaine continuité de l'appareil communiste avec ses antécédents dans le syndicalisme de leur pays. L'«ouvriérisme» des deux partis ne s'est jamais démenti.

Nezval et Aragon sont de brillants poètes surréalistes passés avec armes et bagages du côté des gardiens du «réalisme socialiste», c'est-à-dire de l'idéologie du parti dans les arts et les lettres. Dans les deux cas les communistes exercent une influence idéologique prépondérante sur la vie culturelle au lendemain de la guerre. 1956, puis 1968 y mettront définitivement un terme. Les hésitations et tergiversations de Waldeck Rochet, face aux événements de 1968 à Prague (comme à Paris), sont aussi l'écho de celles d'Alexander Dubcek.

Le passé présent

Trois remarques en guise de conclusion sur les spécificités du P.C. tchécoslovaque.

D'abord, le *Printemps 1968 à la lumière de ce que l'on pourrait appeler la «théorie du retard» propre aux grands tournants dans l'histoire du PCT*. Celui-ci malgré les injonctions de l'Internationale, est créé tardivement, en 1921 seulement. Il est le dernier à entreprendre la soviétisation que représente le «coup de Prague» de février 1948, alors que la guerre froide bat son plein depuis un an et que, partout ailleurs à l'Est, le monopole du pouvoir des P.C. est déjà clairement établi. Retard en 1968 enfin, si l'on veut bien la considérer comme l'année de l'aboutissement d'un processus lié à la déstalinisation inaugurée par le XX^e Congrès et les événements de Varsovie et de Budapest en 1956. Le «rendez-vous manqué de 1956», dont nous avons analysé les raisons ailleurs(16), est en quelque sorte surcompensé en

(14) Discours du 21.12.1929 in K. GOTTWALD, *Spisy*, (Oeuvres) I, Prague, Svoboda, 1951, p 311 et st.

(15) C'est François FEJTŐ qui attirera mon attention sur ce parallèle dans son étude (jamais publiée en France). *The French CP and the crisis of international communism*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1967, p 86-90.

(16) J. RUPNIK, «Un rendez-vous manqué : l'année 1956 vue de Prague» in *L'Autre Europe* (1986/n 11-12) p 12-16

1968. Même l'effondrement du communisme, en 1989, fut tardif en Tchécoslovaquie par rapport aux pays voisins.

Deuxièmement, il convient de *revisiter 1968 à travers une sociologie du PCT comme «parti-passeoire»*. A côté de l'histoire du PCT avec son appareil et ses congrès, ses élans idéologiques et ses crimes, il y a aussi l'histoire des «anciens» du PCT, des exclus ou de «ceux qui n'ont fait que passer». Car le parti des «ex» est incontestablement numériquement le plus important dans le pays. Si l'on ajoute aux exclus des purges de 1947-1950 (environ 600 000 membres) ceux qui furent expulsés du PCT dans les années cinquante et le demi-million de communistes exclus du PCT après 1968, on constate qu'une partie non négligeable de la population adulte de l'après-guerre est passée par le PCT. On retrouve aujourd'hui ces anciens du parti communiste dans tous les partis politiques tchèques d'aujourd'hui, même si sans doute le parti social-démocrate est celui qui abrite le plus grand nombre de ceux que l'on appelle, non sans un brin de condescendance, les «soixante-huitards».

Enfin l'exception tchèque est confirmée, après 1989, par le fait que le PCT reste le seul en Europe du Centre-Est à garder fièrement son étiquette communiste à l'heure où ses homologues polonais et hongrois changeaient de peau et se reconvertissaient à la social-démocratie. L'échec de sa rénovation et, en conséquence, l'isolement, voire l'ostracisme du PCT sur la scène politique tchèque, distinguent, une fois de plus, les communistes tchèques des anciens partis frères. 1968 est incon-

testablement la clé pour comprendre la persistance de cet archéo-communisme tchèque d'après 1989 (17). Un demi-million de communistes réformateurs ont été exclus et chassés de leur emploi pour leur participation aux réformes du Printemps de Prague. Il fallait normaliser le parti pour normaliser la société. Résultat : au moment où les communistes polonais ou hongrois s'initiaient à la gestion d'un compromis avec la société et d'une réforme de l'économie, où Gorbatchev à Moscou reprenait le programme de Dubcek, il n'y avait plus au sein du PCT de réformateurs, même timides, pour préparer la reconversion dans un contexte nouveau. Le «splendide isolement» du PC tchèque après 1989, c'était aussi le prix à payer pour la politique de la terre brûlée qu'il infligea à la société (et qu'il s'infligea par là même) après 1968. Quant aux anciens de 1968 qui ont connu, pendant vingt ans, «une traversée du désert» propice à la sortie des schémas idéologiques périmés, ils trouvèrent le plus souvent, du moins ceux qui souhaitaient reprendre du service dans la vie politique, le chemin de la social-démocratie. Pour le reste de la société, 1968 fut un espoir déçu, un traumatisme et un échec payés au prix fort, discréditant définitivement le communisme, même dans sa variante réformiste (puisque'elle avait échoué). Ce qui explique qu'en 1989, Vaclav Havel et non Dubcek incarne l'espoir du changement démocratique.

Jacques RUPNIK

(17) cf J. RUPNIK et C. PERRON, «Les singularités du Parti communiste tchèque» in G. Hermet et L. Marcou (eds.), *Des partis comme les autres ? Les anciens communistes en Europe de l'Est*, Bruxelles, Complexe, 1998, p 77-94.

Retour en Europe des peuples tchèque et slovaque, mais dans quelle Europe ?

par Jean-Yves CHEVALLIER

Depuis que le peuple tchèque et le peuple slovaque se sont libérés ensemble du régime communiste au cours de la révolution dite de «velours» en novembre-décembre 1989, ce que l'on appelle leur «retour en Europe», s'est effectué et s'effectue encore aux conditions requises pour l'entrée dans l'Union Européenne et qui sont, en deux mots, l'Etat de droit et l'économie de marché.

Ces conditions d'entrée dans l'Union Européenne seront vraisemblablement sur le point d'être remplies par les Républiques tchèque et slovaque, comme par les autres Etats d'Europe centrale et orientale candidats à l'union Européenne, dans les premières années du siècle prochain *en ce qui concerne l'économie*. Quant aux conditions ou exigences *politiques*, on peut dire qu'elles sont déjà remplies et que la démocratie ne fonctionne pas plus mal à Prague ou Bratislava, à Budapest ou Varsovie.... qu'en Europe occidentale.

Mais, en vérité, le retour en Europe est-ce cela seulement? Ces conditions, ces exigences d'ordre politique et économique, si elles paraissent nécessaires, sont-elles encore suffisantes? Qui pourrait l'assurer? Et l'appartenance pleine et entière à l'Union Européenne, est-ce cela seulement que dans l'histoire du siècle qui va finir on appellera *le retour en Europe*?

Le retour en Europe de la République tchèque, pour ne parler que d'elle, ne s'est pas effectué une seule, mais plusieurs fois dans son histoire millénaire, comparable par ses grandeurs, ses abaissements et ses épreuves à celle d'autres peuples et nations de l'Europe. Notre

propos n'est donc pas de rappeler en quoi le Royaume de Bohême a contribué superbement, aux XIII^e et XIV^e siècles, à l'instauration de cette civilisation européenne que nous voulons désormais maintenir indéfectiblement dans la paix et l'unité. Nous ne rappellerons pas non plus comment cette histoire est encore celle d'une longue confrontation, en même temps que d'une étroite et efficace collaboration, avec les Allemands de l'Allemagne et de l'Autriche des Habsbourg. Nous rappellerons tout de même pour mémoire que la Bohême-Moravie fut absente pendant trois siècles, en tant qu'Etat, de l'histoire de l'Europe où elle reparait en 1918 sous la forme d'une République tchécoslovaque, effectuant ainsi son premier retour en Europe.

L'histoire de l'Europe, disons-nous...Eh bien ! notre propos est justement, en évoquant la période de cette histoire qui va des Traités de Vienne de 1814 et 1815 à nos jours, de rappeler à travers quelles crises et vicissitudes vont émerger en Europe les nations, devenues Etats-nations, de la Tchéquie et de la Slovaquie.

Ces traités de Vienne ouvraient une nouvelle période de l'histoire de l'Europe (alors amputée de la Grèce et des Balkans, encore sous la domination ottomane) que caractérisait - facteur très positif- la recherche d'un authentique «équilibre européen» excluant, d'une part, l'abaissement de la puissance vaincue - qui était alors la France - et, d'autre part, la domination sur les autres de l'une ou l'autre des grandes puissances signataires, Metternich se méfiant désormais de la Russie, et Talleyrand de la Prusse.

Les révolutions de 1848 en Europe, survenant trente ans plus tard, ne mirent pas en cause l'équilibre européen en tant que rapport entre les puissances. Elles révélèrent cependant que les souverains de 1815 était loin d'avoir tout prévu et que la paix entre les princes ne suffisait pas au bonheur des peuples, d'autant que l'apparition de l'industrie manufacturière donnait naissance à un prolétariat qui n'avait pas sa place dans la société et la revendiquait bruyamment. Précisément, le printemps 1848 fut appelé *le printemps des peuples* qui, en Europe, se soulevaient pour réaliser leurs aspirations nationales, obtenir des constitutions libérales, abroger le régime féodal etc.

Les Tchèques ne furent pas absents de ce printemps des peuples. Entamant ainsi leur retour en Europe, ils firent reconnaître les «droits d'Etat» des pays de l'ancien Royaume de Bohême. Mais les uns avec Frantisek Palacky regardaient vers l'Autriche pour satisfaire leurs revendications, tandis que d'autres, les Allemands de Bohême, se tournaient vers le Parlement de Francfort.

Favorisée par Napoléon III, la politique des nationalités, si elle ne remettait pas en cause le principe de l'équilibre européen, allait contribuer à laisser l'Allemagne unifiée par Bismarck devenir, dans la deuxième partie du XIX^e siècle et jusqu'à la guerre de 1914, la puissance dominante de l'Europe continentale. L'exaspération des nationalismes devenus imperialismes, les rivalités des grandes puissances dans l'Est européen et les Balkans, eurent pour résultat de plonger l'Europe tout entière, pendant quatre ans, dans une Grande Guerre d'où sortit, par surcroît, la Révolution bolchevique d'Octobre 1917. La paix des Traités de Versailles, Trianon, Saint-Germain, Sèvres... mélangeait tout : la politique et l'économie, l'équilibre et les nationalités, le droit des peuples et la rivalité des races. Dans la restauration de la Tchécoslovaquie, et plus encore dans la création de la Yougoslavie, il y avait le dessein de constituer en Europe centrale un bloc slave face au bloc germanique. «En 1919, expliquait Jacques Bainville dans son livre, *Les conséquences politiques de la paix*, publié l'année suivante, on est parti de ce principe que les nations slaves, disposées en cercle autour des

pays allemands, formeraient une barrière et un rempart. On n'abandonnait pas l'espoir de voir ces nations se rassembler, se fédérer autour du *grand conglomérat moscovite*. Ainsi, l'équilibre au lieu d'être celui des Etats aurait été celui des races». Et il ajoutait : «Du jour où l'idée de race a été jetée dans la circulation européenne datent les plus atroces convulsions de notre humanité. Il n'y a pas de raison pour qu'elles produisent de meilleurs effets à l'avenir». Le même J. Bainville, qui devait mourir en 1937, n'ayant pas encore tout vu de ce qu'il avait en partie prévu, entrevoyait un avenir problématique pour la Tchécoslovaquie, comme pour la Pologne, issues des Traités de Versailles, Saint-Germain et Trianon. «Regardez toujours cette carte étrange, écrivait-il. Mettez-vous un instant à la place et dans la tête des hommes qui habitent ces Etats nouveaux. Pour eux, l'Allemagne ne peut être que menace ou attraction. Entre la soumission et la lutte, il n'y a pas de milieu. Pour la Pologne, aucun choix : c'est la lutte et à mort. Mais l'Etat tchécoslovaque ? Loin d'entourer le germanisme, c'est le germanisme qui l'entoure, qui l'empêche, s'il veut, de respirer, qui tient à sa discrétion son commerce et ses industries. Et puis (...) il y a trois millions d'Allemands en Bohême». Etc.

Démembrée à Munich en Septembre 1938, annexée au III^e Reich en tant que « protectorat de Bohême-Moravie » en mars 1939, la Tchécoslovaquie fit un nouveau retour en Europe au lendemain de la défaite allemande, l'Armée rouge ayant, avec l'aide des partisans, en Slovaquie surtout, libéré le pays et Prague, sa capitale, sans toutefois que la division du général américain Patton ait eu le droit de les y précéder...

C'était donc le deuxième retour dans une Europe qui allait être bientôt divisée par le rideau de fer, l'Europe de l'*Occident kidnappé*, si bien évoqué par Milan Kundera. L'avenir de la République Tchécoslovaque allait-il être celui d'une République socialiste soviétique ? Non ! Notre colloque a rappelé comment «l'Occident kidnappé» en la personne, si l'on peut dire, des nations tchèque et slovaque, parmi d'autres, a résisté pendant quarante ans, comme il le pouvait et selon les circonstances, mais de toute son âme, à la domination étrangère du communisme

soviétique - et comment les autres peuples de l'Europe centrale ont fait retour dans la grande famille des nations de l'Europe libre, à la fin de la grande année 1989, -celle du bicentenaire de la Révolution française qui ne pouvait être plus justement commémorée.

En conclusion, après ce rapide coup d'oeil sur à peu près *deux siècles d'histoire de l'Europe*, nous devons nous demander en conscience : *dans quelle Europe la nation tchèque et la nation slovaque ont-elles fait retour ?*

Est-ce dans une Europe qui ne remettra pas en question leur existence - millénaire rappelons-le ? Est-ce dans une Europe qui ne risquera pas de les engloutir une nouvelle fois dans ses convulsions répétées ou de les asservir encore à je ne sais quelle puissance tyrannique ?

Est-ce dans une Europe voulant instaurer une paix définitive entre ses Etats et ses populations et résolue à y établir l'union nécessaire ?

Est-ce dans une Europe où l'équilibre sera instauré, non plus seulement entre les grandes nations, mais entre les grandes et les petites nations, les unes et les autres avec leurs minorités, qui contribuent à la richesse humaine de notre Europe, mais peuvent être aussi comme autant de barils de poudre dispersés sur toute la surface de cette Europe de plus de cinquante Etats ?

Est-ce dans une Europe qui saura éviter «le retour aux sphères d'influence» redouté expressément par le Président Vaclav Havel, lors de son voyage aux U.S.A. en 1997 ?

Nous répondrons que, malgré tout cela, malgré toutes ces craintes et appréhensions provenant d'un passé tumultueux, l'espoir est raisonnable aujourd'hui de voir le retour des nations naguère captives s'effectuer dans une Europe décidée à faire exister ses peuples, nations, Etats, dans la paix et l'unité. Une Europe ayant fait l'expérience du malheur et du Mal, une Europe ayant renoncé à ses illusions : les

grandes et les monstrueuses. Mais aussi une Europe qui, depuis 1950, s'efforce de réaliser des *politiques communes* «dans le respect de l'identité de ses Etats membres», selon les termes mêmes du Traité d'Union Européenne.

Vouloir rejoindre, sans y être contraint, cette Union Européenne, ainsi que l'OTAN, atteste fortement en faveur de la Communauté européenne et de l'Alliance Atlantique. Mais à présent, c'est tous ensemble, pays de l'Europe libre, qu'il nous faut franchir une nouvelle étape de l'organisation européenne et tous ensemble, avec les mêmes responsabilités, qu'il nous faut la préparer.

*
**

Nous aimerions conclure sur cette note d'espoir, mais nous ne pouvons garder pour nous une remarque faisant suite à la séparation de la Slovaquie d'avec la nation tchèque, survenue en 1993. Observons, en effet, les changements apparus dans la carte politique de l'Europe au XX^e siècle :

- en 1914, il y avait vingt Etats Européens.

- en 1919, trente deux.

- en 1975, pour la signature des accords d'Helsinki, trente-neuf, moins l'Albanie, mais les Etats-Unis et le Canada en plus, pour la circonstance.

Aujourd'hui on compte en Europe plus de cinquante Etats.

S'agit-il de la réalisation légitime de la diversité naturelle à l'Europe, ou bien d'une tendance centrifuge qui multiplierait en Europe les Etats, suivant les nationalités et autres minorités.

Ce que nous pouvons dire, c'est qu'une telle tendance ne contribuerait pas à instaurer la paix qui, en Europe, est inséparable de son unité.

Jean-Yves CHEVALLIER

Jacques Maritain et Mai 68

par Sylvain GUÉNA

« La jeunesse contemporaine a été systématiquement privée de toute raison de vivre » (1).

Ces propos terribles ont été écrits dans quelques pages consacrées à mai 68, peu après les événements, et ajoutées à l'ouvrage sur l'éducation écrit par Maritain dès 1943, (2) puis complété plusieurs fois sous le titre final de *Pour une philosophie de l'éducation*. Symboliquement, elles ont été placées entre «La grande épreuve de l'éducation d'aujourd'hui» et «Démocratie et technocratie» ! Elles expriment toute l'inquiétude du philosophe thomiste devant cette explosion sociale de la jeunesse, et surtout devant son désarroi moral et spirituel.

Il est reconnu maintenant que cette crise fut bien plus qu'un simple soubresaut social, même de longue durée, et en cela comparable aux grandes grèves de 1936 qui accompagnèrent la victoire du Front Populaire et la nomination de Léon Blum à la présidence du conseil en mai-juin 1936. De nombreux témoins de ces grèves, comme Simone Weil alors ouvrière en usine ou Bertrand de Jouvenel, parlent d'une atmosphère de fête, de joie populaire, comparable à un «*certain esprit de mai*». Mais les grèves de 1936 furent directement ouvrières, celles de 1968 ne le devinrent pas tout de suite. La radicalité des idées du «*printemps*» fut aussi une notoire différence. Il ne s'agissait en aucun cas uniquement d'une lutte pour un avenir prometteur et sympathique - les violences des affrontements en témoignent, poussées chez certains «*enragés*» jusqu'au culte : ce que Maritain nomme «*la fécondité du pur chaos*» (3).

Il s'agissait davantage d'une crise de civilisation : idée présente chez beaucoup d'intellec-

tuels très différents comme Marcuse - très en vogue après 68, presque totalement oublié maintenant -, Sartre ou Raymond Aron, mais encore dans les diverses chapelles néomarxistes ; chez les anarchistes, les partisans d'une révolution sexuelle à la Wilhelm Reich (aujourd'hui totalement torpillée par le SIDA), chez Guy Debord et les situationnistes. Peu de choses en commun chez tous ces penseurs, sinon la conviction d'être à une borne-frontière de l'histoire, à une crise de croissance de la civilisation. Révolte d'une jeunesse confrontée à une société injuste, génératrice d'injustices et de mensonges, prête à tout pour vendre et pousser à la consommation, à exploiter jusqu'à l'agonie le tiers-monde : la belle «*fleur carnivore*» dénoncée par un des célèbres slogans situationnistes. Et cette conviction, Jacques Maritain l'a lui aussi partagée : «*La grande masse des étudiants était généreuse, et se sentait soulevée par une indignation justifiée, car c'est d'un immense désordre humain, social et politique, aussi bien qu'intellectuel, qu'ils prenaient tout à coup conscience*» (4). Et plus loin, la certitude «*que la société dans laquelle ils se préparaient à vivre était leur implacable ennemie*» (5).

Tout cela demeure à la fois exact, malheureusement très actuel, et cependant fondamentale-

(1) *Oeuvres complètes*, Vol VII, Editions Universitaires Fribourg Suisse et Editions Saint-Paul Paris, 1988, pp. 893 à 897.

(2) *Education at the Crossroads*, New Haven : Yale University Press ; et Londres, Humphrey Milford : Oxford University Press.

(3) *oeuvres complètes* p. 874

(4) *Ibid.*,

(5) *Ibid.*, pp. 894 et 895.

ment insuffisant. Là est sans doute l'aspect original des quelques pages consacrées par Maritain à «*Mai*». La crise était à son avis, dans son origine même, métaphysique. Le mal, dont souffrait, et souffre toujours, la société est métaphysique : l'absence totale de sens à donner à sa vie, l'absurdité existentielle, le mensonge, «*le vide, le néant complet de toute valeur absolue et de toute foi en la vérité*» (6).

Mais on aura beau «*vivre sans temps mort*» et «*jouir sans entraves*», restera toujours la lancinante question, jamais démodée quoi qu'en pensent les tenants du pouvoir intellectuel moderne : où est ma véritable place dans cet univers si déroutant ? Pourquoi suis-je là, condamné à vivre et à mourir, entouré de gens qui n'en savent souvent guère plus ?

Nul doute que Maritain a senti revivre

Une crise d'origine métaphysique ? Une révolution avortée ?

Le problème peut être tourné dans tous les sens, l'angle d'approche transformé, le cœur d'une civilisation est toujours dans l'idée que l'on se fait de l'homme. Et l'homme contemporain n'était devenu aux yeux de la jeunesse révolutionnaire étudiante - cette définition a-t-elle vraiment été modifiée depuis ? - qu'un produit, futur cadre producteur et pourtant victime du «*spectacle et de la marchandise*», mourant de solitude et seul au monde : «*Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images*» (7). Peut-être, sans doute même...

quelque part en lui la blessure baptisée, mais tout de même jamais oubliée, du jeune Jacques arpentant désespérément le Jardin des Plantes avec sa douce Raïssa, dans l'espoir de comprendre quelque chose à tout ceci... Antoinette Grunelius a raconté dans les *Cahiers J. Maritain* quel mal elle avait eu à dissuader Jacques, vieillard alors bien éprouvé par un long voyage.

(6) *Ibid.*, p. 895.

(7) Guy DEBORD : «La séparation achevée», *Internationale situationniste* 11, octobre 1967, in Librairie Arthème Fayard, 1997, p. 539

de rejoindre les étudiants en pleine émeute ! (8). Quelque chose du jeune anarchiste qu'il avait été au temps de l'Affaire Dreyfus restait encore au fond de lui ! (9).

Mais une jeunesse ne peut vivre longtemps sans croire ou aimer. A-t-on le droit de la laisser ainsi sans aucun cadre ? Absence de repères moraux entend-on souvent ! Il est significatif qu'au-delà «*du navrant nihilisme moral*» dénoncé par Jacques Maritain, la question du vide métaphysique soit posée en profondeur. C'est la vie dans sa source, dans ses «*certitudes difficiles*», dans l'appétit inépuisable qu'a l'esprit humain à vouloir comprendre que résidait véritablement le malaise. Inonder la jeunesse de biens matériels, d'objectifs matériels était la condamner au désespoir.

La part des intellectuels de ce temps est très lourde et Maritain n'était pas dupe de la part de manipulation dont était victime la jeunesse. Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet, qui déborde largement ces quelques pages, mais, s'il existe «*une pensée unique*», elle agit à plein rendement dans ce domaine de la transmission du savoir par les intellectuels, les maîtres du moment. Qu'ils changent, en détruisant ce que le précédent avait élaboré, ils demeurent tout de même intouchables et partagent à peu près tous les mêmes préjugés. Jacques Maritain a souffert du mépris de cette intelligentsia française qui ne le lisait pas, ou peu. Il a fini par s'en accommoder et à l'occasion leur offrir quelques bonnes «*flèches*». Bien-sûr, il y a toujours «*les vérités captives*» qu'une saine recherche philosophique doit s'efforcer d'aller chercher. Mais on est troublé, voire effaré, de savoir que c'est dans les universités françaises des années cinquante, préparant la révolte de mai 68, dans cette atmosphère de révolution culturelle, que les dirigeants khmers rouges furent formés : futurs responsables du génocide cambodgien ! (10).

On a beaucoup entendu les temps derniers que Mai 68 avait politiquement échoué, et culturellement et socialement marqué une étape. Nous laisserons à chacun le soin de méditer ces propos... Ce qui est sûr, c'est que les artisans du soulèvement de la jeunesse ont eu des trajets variés : certains ont allègrement rejoint les rangs des cadres dirigeants de la société, voire les allées du pouvoir ; d'autres ont poursuivi une

recherche personnelle, non sans douleurs (11) ; d'autres enfin ont poussé la logique du néant jusqu'au suicide (12). De tout cela il reste une société libérale triomphante, engendrant maintenant la misère et le chômage chez elle, acceptant ou favorisant erreurs et chaos dans les pays pauvres. Soyons persuadés que cette flambée de colère méritée de mai 68 ne peut que donner raison à ceux qui, à l'image d'Emmanuel Mounier ou de Jacques Maritain, ont toujours cru que la définition de l'homme devrait être «*intégrale*» sous peine de le mutiler : être rationnel, mais ouvert au spirituel et lucide sur les apports de l'inconscient (13).

Ce sont les petits troupeaux d'aujourd'hui qui préparent, non pas «*des lendemains qui chantent*» mais une société digne de l'homme. C'est au quotidien, par la patience sans cesse renouvelée «*d'un peu de bonté vraie*» que le changement se fera s'il doit se faire, «*La révolution sera métaphysique ou elle ne sera pas*» (14).

Sylvain GUÉNA

(8) Antoinette GRUNELIUS : «*Jacques Maritain et Kolbshheim*», *Cahiers J. Maritain*, 4-5, le centenaire du philosophe, novembre 1982, p. 97.

(9) Voir l'article de Lucien MERCIER dans les *Cahiers J. Maritain* 13 : «*Jacques Maritain avant Jacques Maritain : un engagement dans le siècle*», juin 1986, pp. 7 à 26.

(10) Il faut lire à ce sujet l'édifiant ouvrage du chercheur australien Ben KIERNAN : *Le génocide au Cambodge 1975-1979 Race, idéologie et pouvoir* Gallimard 1998, pour l'édition française.

(11) On lira l'émouvant témoignage de Louis CHAMMING'S sur son itinéraire dans son texte : «*A la recherche de la sagesse*», in *Revue des deux mondes*, Dossier : Jacques Maritain, le philosophe dans la cité, préparé par Jean-Luc BARRÉ et publié en décembre 1993, pp. 75 à 87.

(12) Ainsi Guy DEBORD, le 30 novembre 1994, pour «*échapper*» à une incurable maladie. Dans un de ses derniers livres intitulé *Panegyrique*, Tome premier, Editions Gérard Lebovici, 1989, p. 92, il écrivait à la fin : «*ici l'auteur arrête son histoire véritable : pardonnez-lui ses fautes*».

(13) Pour rester plus fidèle à la conception de J. Maritain il faut signaler qu'il croyait en un inconscient irrationnel (siège des pulsions) et en un inconscient spirituel, véritable «*ciel de l'âme*», mystérieux lieu de naissance de la création intellectuelle et artistique : voir surtout *L'Intuition créatrice dans l'art et dans la poésie*, Desclée du Brouwer, 1966, in C, Vol X, 1985.

(14) Voir le travail si profond de Frère Heinz, R. SCHMITZ : *Progrès social et Révolution, L'illusion dialectique*, Editions Universitaires Fribourg Suisse, 1983. Ce livre était auparavant paru dans la *Revue Thomiste* sous forme d'article en 1974, n° 3.

Que reste-t-il de Mai 68 ?

par Christian SAVÈS

La question ne manque pas de paraître iconoclaste, voire provocante aux yeux de quelques-uns, en particulier ceux qui ont par trop tendance à voir dans Mai 68 un mythe fondateur devant susciter, chaque année, de pieuses pratiques de commémoration. Pourtant, à trente ans de distance, il est plus que nécessaire de poser la question, lancinante. Car évoquer ce qu'il peut bien rester de Mai 68 revient à poser le problème en termes de bilan, d'inventaire ou, plus exactement, de succession à accepter sous bénéfice d'inventaire.

Une mise en perspective socio-historique de l'événement, épreuve de vérité, conduit à confronter, à un moment donné, les attentes et les résultats. L'Histoire au long cours faisant rarement de cadeaux, le bilan risque fort d'être critique.

Inutile de revenir ici sur la chronologie des événements. Ce printemps-là est supposé connu de tous. Mais l'on ne peut qu'être surpris par le nombre des manifestations commémoratives organisées l'année dernière à trente ans de distance. Tout le monde a sacrifié, à gauche comme à droite, à ces rituels de célébration. La plupart des grands hebdomadaires nationaux ont consacré un dossier ou, sur plusieurs numéros, une série d'articles aux manifestations de ce mois de Mai. Les quotidiens ont fait de même, le journal «Le Monde» se distinguant plus particulièrement en consacrant, plusieurs jours de suite, une page entière à l'événement, apportant un éclairage particulier sur tel ou tel aspect du mois de Mai, faisant appel à des personnalités qui en furent acteurs ou témoins directs.

Le recul du temps nous a beaucoup édifiés quant aux motivations réelles, aux desseins de certains des principaux acteurs de ce mois de Mai. Il n'est qu'à voir ce qu'ils sont aujourd'hui devenus.

Mais, pour l'heure, essayons de dégager les principales caractéristiques, les lignes de force de l'événement, afin de mettre en relief (ou de tenter de le faire) sa signification profonde devant l'Histoire, en proposant quelques éléments d'interprétation, bien sûr assez personnels et donc éventuellement contestables.

Mai 68, ce fut d'abord le rejet du gaullisme, de l'image et des valeurs qu'il véhiculait, jugées, aux yeux d'une certaine jeunesse, surannées, passistes. Incontestablement, il y a eu chez elle une volonté de rupture avec le passé et le présent gaulliste. Le mois de Mai sonne l'heure de la libération : les jeunes parviennent à se soustraire au carcan que leur imposait la société, ils mettent à mal l'ordre social issu du gaullisme triomphant.

Les élections législatives des 23 et 30 juin 1968, véritable triomphe pour le pouvoir, n'y changeront rien : le gaullisme historique n'est plus en phase avec la société française. Dans son for intérieur, le général de Gaulle, qui est un fin politique, l'a parfaitement compris. Il mesure mieux que quiconque le décalage existant, désormais, entre ce qu'il représente et ce à quoi aspire la France ou, en tout cas, un nombre croissant de Français. Il saura du reste en tirer les conséquences avec la grandeur et la noblesse qui étaient siennes, quittant le pouvoir à la première occasion venue, quelques mois plus tard.

Mai 68, ce fut ensuite une sorte de grand défoulement collectif, à l'échelle de toute une société. Il y avait assurément quelque chose de ludique et de festif dans l'attitude de ces étudiants et de ces étudiantes qui découvraient, pour la première fois de leur vie, les manifestations de rue, les affrontements avec les forces de l'ordre (épreuve toujours un peu grisante...), les slogans mobilisateurs, les délices d'une fronde qu'ils réussirent à étendre à l'ensemble de la société. Un slogan me paraît incarner presque à la perfection cet état d'esprit : « Sous les pavés, la plage ».

Ceci étant, dans le mouvement de Mai, il y a aussi une pulsion libertaire, le traversant de part en part. Là encore, un slogan démeuré célèbre donne un raccourci fidèle de cet état d'esprit : « Il est interdit d'interdire ! ». Au-delà du rejet de toute forme d'interdit, une telle esthétique du paradoxe exprime à merveille cette culture libertaire qui travailla tout un pan de la jeunesse.

Mai 68, ce fut également un détonateur social : la déflagration et l'onde de choc qui en résultèrent permirent l'éveil à la conscience politique de toute une génération de jeunes hommes et de jeunes femmes. De fait, dès le début des années 70, de nouveaux visages font leur apparition en politique, soucieux d'occuper le terrain, de réformer les mœurs de la classe politique. Il est plutôt significatif de constater que le mouvement s'opère à droite comme à gauche.

Tandis que giscardiens puis chiraquiens s'emploieront à défaire, à neutraliser ou à marginaliser les gaullistes de pure souche, à gauche, les partisans de Guy Mollet et les mendésistes seront « ringardisés », victimes d'une image par trop conventionnelle, celle de « la gauche à papa ». Ils ne s'en remettront pas.

Le fait est que le personnel politique va se renouveler assez largement en l'espace de quelques années, cette tendance atteignant son point culminant après mai 1981.

Mai 68, ce fut, en outre, et pour la raison qui vient d'être évoquée, une illustration assez remarquable du schéma parétien de circulation des élites. Dans la sociologie de Vilfredo Pareto, la révolution est la réponse (ou réaction violen-

te) apportée par une société à un processus de reproduction sociale qui tend à se figer, n'autorisant plus, dès lors, la circulation des élites nécessaire à la capillarité sociale, à leur renouvellement sur des bases consensuelles, c'est-à-dire objectives, méritocratiques.

Au plan politique, au plan économique et syndical, de nouvelles têtes apparaissent, supposées mieux refléter les aspirations de la société civile. Il est permis de dire que la société, après les événements de Mai, tente de se réconcilier avec elle-même. Elle le fait en entreprenant de se donner un nouveau visage, dans tous les sens du terme.

Mai 68, pourtant, ne fut pas à proprement parler une révolution, au sens marxiste de l'expression. De fait, pour le marxisme orthodoxe, celui de Marx, la révolution reste un événement social majeur, dans l'avènement duquel l'infrastructure économique et sociale, ainsi que les superstructures (l'idéologie, la culture, la religion...), sont appelées à jouer un rôle de déterminant majeur. Ne perdons pas de vue que le matérialisme de Marx est dialectique et historique. Pour lui, le rôle des acteurs sociaux est largement surdéterminé par leur appartenance de classe. Les antagonismes sociaux préexistants se chargent d'accentuer les clivages, d'aviver les tensions, les conflits d'intérêts, entre classes sociales. Dans ce contexte, la révolution représente un bouleversement radical et violent de l'ordre ancien, dont il est fait table rase.

Parvenu à la maturité politique, le prolétariat, acteur décisif du processus révolutionnaire, met fin à la domination de classe (c'est-à-dire d'une classe sociale sur les autres). Les fondements de la domination capitaliste s'en trouvent sapés et l'ordre bourgeois, qui la soutenait, s'écroule à son tour. Accomplissant pleinement sa mission historique, le prolétariat participe à sa propre fin, consistant dans l'avènement d'une société sans classes au sein de laquelle il a vocation à se diluer.

Or, le moins que l'on puisse dire est que le mouvement de Mai n'a pas obéi à une telle épure. D'abord, il n'est pas parti de la classe ouvrière mais du milieu étudiant, plus précisément de l'université de Nanterre, la prestigieuse Sorbonne étant rapidement occupée. Ensuite,

lorsque la classe ouvrière a décidé de rallier le mouvement, elle l'a fait par pur opportunisme, mettant à profit cette occasion de faire aboutir des revendications salariales ou, plus largement, professionnelles. Les ouvriers sont demeurés très légalistes : à aucun moment ils n'ont entendu remettre en question, par leur actes, la société et son cadre capitaliste. Au contraire, la façon dont ils ont présenté leurs revendications et mené leur action laisse à penser qu'ils entendaient inscrire leurs revendications dans le cadre d'une société capitaliste maintenue, reconnaissant délibérément la légitimité de celle-ci, dès lors qu'elle était disposée à satisfaire toute ou partie de leurs doléances (ce qu'elle fit, en pratique). En d'autres termes, ils avaient cessé d'être révolutionnaires, préférant à la révolution les vertus pragmatiques du réformisme.

Pour leur part, les partis politiques et les syndicats furent surpris par le mois de Mai, ce qui explique qu'ils restèrent quelque peu à la traîne des événements, ayant du mal à reprendre l'initiative. En particulier, Mai 68 plaça le parti communiste français dans une position très inconfortable, celle de «l'arroseur arrosé». En proie à des débats internes, il eut des problèmes de positionnement par rapport aux événements. Il dénonça même les tentations et les dérives «gauchisantes» de certains groupuscules plus ou moins noyautés par les trotskistes et les maoïstes. Ainsi, il contribua à jouer, bien malgré lui, durant ce mois de mai, un rôle de modérateur. A dire vrai, il avait, dès cette époque, cessé d'être un parti révolutionnaire, étant devenu une formation institutionnelle, c'est-à-dire durablement inscrite dans le paysage politique français et participant au maintien, à la légitimation du système politique en place par l'exercice de cette «fonction tribunitienne» mise en évidence par le politologue Georges Lavau.

Mai 68, enfin, ce fut surtout une révolte contre les interdits et le carcan qu'ils faisaient peser sur la société française, contre les tabous, les conventions sociales jugées trop passéistes et contraignantes. La volonté d'introduire plus de permissivité, de tolérance, voire de laxisme était manifeste.

Elle s'est traduite par un net assouplissement des règles sociales dans des domaines aussi variés que les mœurs, l'éducation et la culture,

pour ne citer que ceux-là. C'est assurément à ce niveau que l'empreinte laissée par Mai 68 sur la société française reste la plus marquée, la plus durable. En effet, nombre d'acteurs du mois de Mai ont poursuivi leur ascension sociale dans les années 70, se hissant parfois à des postes de responsabilité à partir desquels ils purent faire rayonner leurs idées, leur message, leurs conduites sociales.

Pourtant, qu'il me soit permis de m'interroger à haute voix : à y regarder de plus près, l'esprit de Mai n'a-t-il pas, en fin de compte, été victime des avatars de la réussite sociale, lorsqu'on voit ce que sont aujourd'hui devenus certains des grands acteurs du mois de Mai ? Ayant accumulé tous les signes tangibles de la reconnaissance sociale, et même de ce que Pierre Bourdieu appelle la domination sociale, ils reproduisent un nouveau modèle de distinction, de différenciation sociale, postulant l'hégémonie socio-culturelle des valeurs qu'ils véhiculent en tant que nouvelle élite. Le système en est venu à sécréter une forme d'exclusion sociale qui n'a pas grand chose à envier à l'exclusion par l'économique qui caractérisa une certaine société de consommation, et qui ne cesse de s'étendre par cercles concentriques. Un tel constat ne signe-t-il pas l'échec majeur, et même rédhibitoire, de Mai 1968 ?

Il semblerait en définitive que ses acteurs aient, sur le long terme, administré la preuve de leur incapacité (politique, culturelle ?) à réinventer un modèle social alternatif, à réinventer mais aussi à réenchanter les rapports sociaux, interindividuels. Ce manque, cette lacune, nous continuons à les payer au prix fort, encore aujourd'hui.

Pour qui souhaite poursuivre la réflexion, cet échec irrémédiable expliquerait alors pourquoi nombre d'anciens soixante-huitards, ne pouvant assumer seuls une telle frustration, se soient réfugiés dans des rôles de gestionnaires purs, avançant l'alibi du réalisme pour dissimuler, en fait, des considérations carriéristes peu avouables au regard de leur passé. Les anciens révoltés sont à présent parfaitement intégrés, en leur âme et conscience, à un ordre capitaliste qu'ils avaient jadis voué aux gémonies. La société a pris là une très belle et très symbolique revanche sur l'individu. Ces personnages sont,

en quelque sorte, devenus les figures antithétiques d'eux-mêmes, de leur passé. Ils ont fini par développer et perpétuer, à titre individuel, cette schizophrénie que Gilles Deleuze et Félix Guattari (deux penseurs à la mode, en Mai 68) avaient identifiée au cœur de «l'être capitaliste», dans un ouvrage intitulé «Capitalisme et schizophrénie». (L'Anti-Oedipe).

L'Histoire se montre généralement impitoyable à l'égard de ceux qui ont eu l'insigne prétention de lui dicter leur loi, d'en changer le cours. En fin de compte, c'est elle qui a changé quelques-uns des personnages emblématiques de Mai 68, et de manière saisissante parfois, les métamorphosant en leur contraire.

Il ne servirait à rien de faire dans l'angélisme primaire : Mai 68 a suscité ou réveillé des vocations, des ambitions, dans la mesure où les événements offrirent des opportunités, élargirent des horizons qui paraissaient jusque-là plutôt limités. S'il ne faut pas enlever au mouvement de Mai sa part de sincérité, de spontanéité, il faut également admettre que plusieurs de ses acteurs (qu'ils aient joué un rôle de premier plan ou plus effacé) étaient animés par une réelle avidité de réussite sociale, voire de revanche sociale. Ils surent opportunément utiliser les événements de Mai comme un tremplin ou, plus exactement, un marche-pied qui leur permit, par la suite, à partir des années 70, de construire de belles carrières politiques, administratives, universitaires, voire syndicales. Constatant la permanence de ce genre de phénomène, Alexandre Yakovlev, qui fut un proche conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, avait dit un jour (certes à propos des révolutions, mais le discours est aisément transposable aux événements de Mai) : «Ce sont des romantiques qui les déclenchent, des idiots qui les poursuivent et des salauds qui en profitent».

Or, sur le long terme, Mai 68 et ses prolongements n'ont pu échapper à cette impitoyable logique. C'est bien là ce qui scelle définitivement l'échec du mouvement devant l'Histoire. Régis Debray, qui milita jadis à l'extrême gauche, ne s'y est d'ailleurs pas trompé, et le jugement qu'il porta sonne comme une condam-

nation sans appel : « Mai 68 est le berceau de la nouvelle société bourgeoise ». Emprisonné par les militaires boliviens, à ce moment là, la distance ne fit qu'acérer son regard et il se montra très critique, dix ans plus tard, lorsqu'il publiera sa « Modeste contribution aux discours et cérémonies du dixième anniversaire ».

En guise de conclusion, et pour élargir un peu le champ de la réflexion, je voudrais maintenant soumettre à votre jugement ces paroles éloquentes prononcées par Max Weber, le grand sociologue allemand, vers la fin de la conférence qu'il fit, en 1919, sur «Le métier et la vocation d'homme politique ». Commentant l'actualité politique de son temps et, notamment, les révolutions spartakiste et bolchevique, il eut des mots inoubliables :

« Mes chers auditeurs, dans dix ans d'ici nous aurons peut-être l'occasion de reparler de cette question. A ce moment-là, je crains fort, malheureusement, et pour de multiples raisons, que la Réaction n'ait depuis longtemps repris le dessus. Il est probable que très peu de choses parmi toutes celles que vous avez souhaitées et espérées, et je le confesse, que moi aussi j'avais espérées, se seront accomplies. Bien peu selon toute apparence - pour ne pas dire absolument rien. Je n'en serai pas brisé, mais je vous assure que cela pèse comme un fardeau sur celui qui en a conscience. Je voudrais bien voir dans dix ans ce que seront devenus ceux d'entre vous qui ont présentement le sentiment d'être de véritables *politiciens par conviction* et qui prennent part à la griserie de l'actuelle révolution, - je voudrais voir alors ce qu'ils seront intérieurement devenus ».

A fortiori, le propos est-il parfaitement transposable, trente ans après, aux événements de Mai 68, sans même qu'il soit besoin de changer une virgule...signe que les grandes prophéties ne prennent pas une ride.

Christian SAVÈS

NDLR - Cet article est le texte d'une conférence donnée par notre collaborateur, à Toulouse, le 3 décembre 1998, dans le cadre du «Café des citoyens et France-Forum».

La démocratie en Amérique du Sud

par Pierre de BOISDEFFRE

J'entends encore les vivats de la foule accueillant, à Buenos-Aires, le discours enflammé dans lequel le général Galtieri (1) annonçait la reconquête des Malouines «aujourd'hui et pour toujours». Le soir, je faillis être mis à la porte d'un dîner où j'avais suggéré que M^{rs} Thatcher ne renoncerait pas si facilement à une possession de la Couronne : la *Home Fleet* traverserait l'Atlantique. Qu'avais-je dit là ? On sabla, dans de grands rires, le champagne de la victoire. Le mot de la fin fut : «Eh bien ! Qu'ils viennent ! On les coulera tous !»

Un mois plus tard, je revenais à Buenos-Aires. Le Pape venait d'arriver : maigre consolation pour un peuple bercé d'illusions et traumatisé par la défaite. Les soldats de Sa Majesté avaient débarqué, nettoyant les îles une par une. Mais, à Buenos-Aires, on croyait encore au miracle. Nos *Exocets* avaient fait merveille. Encore un petit effort et les *rangers* de Sa Majesté seraient jetés à la mer ! On sait la suite.

Tout sourit aux généraux vainqueurs. Mais les généraux sud-américains savent parader, défiler, ils ne savent pas faire la guerre, n'ayant combattu que «l'ennemi de l'intérieur» (2).

Vingt ans ont passé. Les dictatures militaires se sont écroulées comme des châteaux de cartes. La défaite argentine aux Malouines a entraîné le départ de la junte (1983), des élections libres et l'expérience démocratique d'Alfonsín. Les militaires uruguayens, de moindre envergure et de moindre capacité de nuisance, ont suivi ; ils se sont effacés discrètement. (Nous y avons contribué. J'avais obtenu, aidé par mes collègues de la Communauté européenne, la libération du général Seregni, qui n'avait d'autre tort que d'avoir été le candidat du *Frente Amplio* à la

présidence. Sa première visite fut pour l'Ambassadeur de France).

A Santiago du Chili, le général Pinochet, fort de la réussite de son ministre des Finances - les *Chicago boys* étaient parvenus à juguler l'inflation et à rétablir la croissance - était plus coriace. Après la victoire du Non au référendum de 1988, il négocia de main de maître son départ, obtenant de la démocratie chrétienne soucieuse de paix civile son maintien à la tête des Armées puis sa nomination de Sénateur inamovible. Une amnistie générale effaçait les bavures de la dictature. Nous reviendrons sur ces péripéties.

L'Argentine, l'Uruguay, le Chili... avaient basculé. Au Paraguay, on disait le vieux Président Stroessner (encore un général) inamovible. Il régnait depuis près de trente ans, il avait donné son nom à des villes... Lui aussi a fini par partir.

*
* *

Avant d'analyser l'enracinement - progressif et lent, mais indubitable - de la démocratie dans le «Cône sud» de l'Amérique, il faut se demander *pourquoi* on a vu tant de coups d'Etat, pourquoi les dictateurs se sont emparés du sous-continent. On aurait pu penser que des pays indépendants depuis près de deux siècles, ethniquement homogènes (c'est-à-dire blancs, d'origine espagnole ou italienne, principalement), européens par la langue, la religion, la culture,

(1) C'était en décembre 1981. Le général avait forcé sur les boissons fortes mais toute l'Argentine était à ses côtés.

(2) L'Armée envoya aux Malouines des garçons du contingent de 18 à 20 ans, insuffisamment équipés, mal préparés, alors que les fils de famille se faisaient affecter à Buenos-Aires !

échapperaient à l'instabilité politique des républiques andines. Ce ne fut pas le cas. Il y a à cela plusieurs raisons.

D'abord, le «caudillisme» indéniable de l'Amérique latine a une origine historique : les *caudillos* locaux sont les héritiers des *caciques* de l'Empire aztèque et de l'Empire inca. Du Mexique à la Terre de Feu, le premier qui monte à cheval, tire des coups de pistolet et se fait suivre par de hardis cavaliers, est un grand homme ! Un aventurier courageux a plus de chances de se faire élire Président qu'un juriste ou qu'un diplomate. Le Mexicain Obregon (3) est resté célèbre pour avoir fait tenir sa campagne électorale en une seule phrase : «Je me proclame *par mes propres pistolets*, sans programme. Qui m'aime me suive !» Trente ans plus tard, Juan Peron dira, dans le même style : «Mon programme ?... *Moi et mes gens*. Nous allons créer un fascisme, mais sans les erreurs de Mussolini !» (4).

Dans ces conditions, l'étonnant n'est pas qu'il y ait eu tant de dictateurs difficiles à chasser (Rosas, gouverneur de Buenos-Aires puis Président, «le Louis XI de la Pampa», a duré trente ans), mais que la démocratie ait pu, chaque fois, revenir. Pourquoi a-t-elle eu tant de mal à s'enraciner ?

Tant qu'un pays est prospère, ses institutions ne sont pas menacées. Mais que la crise survienne et l'appel au sabre devient une tentation ! Au Brésil, la crise américaine de 1929 entraîna l'arrivée du «révolutionnaire» Getulio Vargas. Vargas, trois fois président, eut le mérite d'arracher le pétrole brésilien aux compagnies américaines et de protéger les industries naissantes. Il se suicidera en 1954, laissant la place à Kubitschek (le créateur de Brasilia), à Quadros, à Goulart, tous démocratiquement élus. Mais la récession des années 1960 jouera le rôle d'un détonateur et les militaires confisqueront le pouvoir pour vingt ans.

La monoculture (café et cacao au Brésil ; étain en Bolivie ; cuivre au Chili ; viande en Argentine et en Uruguay) rend ces pays vulnérables aux crises. En outre, les Américains du nord excellent à profiter de la faiblesse et, souvent, de la corruption des dirigeants démocratiques pour mettre ces pays en coupe réglée

(l'*United Fruit* en Amérique centrale ; les *trusts* pétroliers ailleurs). Quand l'inflation menace, on appelle le F.M.I. Mais les prêts internationaux s'accompagnent de conditions draconiennes.

Il y a toutefois autre chose. Là où le système représentatif existe, l'alternance au pouvoir de deux partis (libéraux et conservateurs) a pour effet de perpétuer la domination d'une même classe, qui détient à la fois le pouvoir économique et le pouvoir politique. J'ai observé cela en Colombie. La liberté du vote comme celle de la presse est totale. Mais le système électoral met le pouvoir entre les mains de deux millions de privilégiés. Deux millions de citoyens actifs gouvernent trente millions d'électeurs passifs. Aucun tiers parti n'a pu s'imposer. Ceux qui ont tenté (comme mon ami Luis Carlos Galan ou, auparavant, Eliezer Gaitan) d'ouvrir une troisième voie, se sont fait assassiner. (On n'a jamais retrouvé leurs assassins). Dans ces conditions, la guérilla devient un recours pour une opposition qui se radicalise parce qu'elle n'arrive pas à se faire entendre. Ce fut, à Buenos-Aires, le *Cordobazo* de 1969, puis, lorsque les militaires se furent débarrassés de Peron, les *Montaneros* (péronistes). En Uruguay, les *Tupamaros*, ces fils de famille qui ont commencé par enlever et rançonner de riches propriétaires, occuper des *estancias*, donner l'assaut à la prison (qui, par antiphrase, se nommait *Libertad*), finiront par amener les militaires au pouvoir, sous la présidence de Bordaberry (5).

Dans tous ces pays, il y avait pourtant une exception démocratique remarquable : c'était celle du Chili. La «Prusse de l'Amérique latine» s'était donné des institutions stables. Les dirigeants laissaient les compagnies américaines exploiter le cuivre chilien. Ici aussi, la crise de 1929 déstabilisa le pays, amenant une première fois (1938) le *Frente popular* au pouvoir. Les mineurs exploitaient, dans une insalubrité tota-

(3) Elu président des Etats-Unis du Mexique (1920-1924).

(4) Attaché militaire à Rome pendant la guerre, Peron y avait conçu une vive admiration pour un Mussolini «faiseur d'ordre».

(5) La guérilla urbaine menée par les *Tupamaros* de Raoul Sendic de 1963 à 1967 était pratiquement jugulée quand les militaires, qui craignaient l'arrivée au pouvoir du *Frente amplio*, s'emparèrent du «maintien de l'ordre» avec l'assentiment du Président Bordaberry, qu'ils finirent par déposer en 1976.

le, la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert du monde, celle de *Chuquichamata*, pour le compte du trust américain d'Anaconda. La nationalisation mettra fin à ce juteux trafic mais le cuivre deviendra invendable. Dix ans plus tard, le P.C. était interdit et tout rentra dans l'ordre.

La victoire électorale d'Eduardo Frei (sur Salvador Allende) en 1965 laissait augurer une nouvelle ère : entre marxisme et capitalisme, une «troisième voie», celle des réformes nécessaires. L'Eglise appuyait les efforts de la démocratie chrétienne mais la bourgeoisie d'affaires freinait le processus et les militaires manifestaient.

En 1970, Allende l'emporta - de justesse. Cet homme de bonne volonté, aux vues utopiques, promettait d'opérer une *révolution légale* : le socialisme triompherait en douceur. Il commença par nationaliser le cuivre (1971) : les cours s'effondrèrent. Aux nationalisations, les Américains répondirent par le blocus. La balance commerciale devint déficitaire. Allende sentit que l'appui des socialistes, des radicaux et des communistes ne suffisait pas. Il chercha l'appui de l'Eglise et de l'Armée - qui se dérobaient. L'inflation galopa ; elle devait atteindre 350 % en 1973.

L'année fut décisive. En juin, Allende obtenait encore 43 % des suffrages ; mais, déjà, de larges secteurs de l'opinion l'abandonnaient. Dockers, camionneurs, ouvriers dont le pouvoir d'achat diminuait tous les jours, manifestaient. Bientôt, le Président fut mis en minorité au Parlement. Les communistes avaient une solution : il fallait combattre de front le capitalisme, fermer les banques étrangères et faire appel, si l'Armée devenait menaçante, à des «volontaires» des pays frères, soviétiques ou cubains. Le chef d'Etat-major menaça d'intervenir. Son adjoint s'appelait Augusto Pinochet. Il se porta garant, auprès du Président, de la loyauté de l'*Ejército*. Allende le promut aussitôt. Pinochet prépara soigneusement, dans le silence, l'intervention de ses forces. Le 11 septembre ses avions de chasse prirent pour cible *la Moneda*. Il y eut treize cents victimes ; Allende trouva la mort dans son bureau. La répression des manifestations fut sanglante : les prisonniers s'entassèrent dans le *Stade national*. L'Ambassadeur de France, Pierre de Menthon, aujourd'hui décédé,

s'est grandi en ouvrant aux réfugiés politiques les portes de sa résidence. Il a accueilli, hébergé, logé plus d'un millier d'opposants, payant de sa poche et de sa personne, négociant opiniâtrement avec le nouveau pouvoir l'octroi de sauf-conduits et de places d'avion. La vérité oblige à dire qu'il n'en a pas été récompensé : il n'a pas retrouvé de poste (6). Les Etats sont des monstres froids qui ne veulent connaître que leur intérêt...

En dehors du Chili, la condamnation du coup d'Etat avait été - presque - générale. A une exception : celle des Etats-Unis, qui avaient appuyé à fond Pinochet. Au Chili, «l'opposition démocratique», décimée et écrasée, ne faisait pas le poids. La classe politique, les *managers*, la bourgeoisie dans son ensemble respiraient. Pinochet put, sans difficulté, transporter Parlement et gouvernement à Valparaiso (il voulait punir «Santiago la Rouge»), tandis qu'il s'intitulait (en 1974) «Chef suprême de la Nation». Après quelques hésitations, il laissa carte blanche à son ministre des Finances, un disciple de Milton Friedman qui appliqua au Chili la purge recommandée par l'Ecole de Chicago. Le pouvoir d'achat des travailleurs diminua mais l'inflation aussi et la production reprit, avec l'aide des cartels américains. Bientôt, on put parler d'un «miracle chilien», la progression du PNB atteignant plus de 8 %. La loi d'amnistie de 1978, la visite du Pape au Chili (1987) consacrèrent la victoire de Pinochet.

En Argentine, au contraire, les généraux, humiliés et déconsidérés par la défaite, ont cédé la place dès 1983 à un avocat radical, vivante antithèse du militarisme et du peronisme : Raoul Alfonsín fut l'homme de la situation, salué par un immense espoir populaire. Le nouvel Ambassadeur de France, l'enseignant socialiste Antoine Blanca (issu par son père des rangs de la gauche espagnole), lui donna un appui illimité. Alfonsín aurait pu se contenter de gérer le pays en bon père de famille et de panser les plaies d'un pays meurtri. Mais lui aussi avait une «certaine idée» de l'Argentine, qu'il voulait arracher à ses fatalités. Il tenta de faire ce que Kubitschek avait réussi au Brésil, c'est-à-dire de

(6) Le coup d'Etat de Pinochet se produisit le 11 septembre 1976. En décembre, Pierre de Menthon était remplacé. Il n'obtint jamais la dignité d'Ambassadeur de France.

décapitaliser Buenos-Aires en créant une nouvelle capitale huit cents kilomètres plus au sud. Ce qui pouvait se concevoir à Brasilia, à mille mètres d'altitude et dans un climat tempéré, était absurde à mi-chemin du Rio de la Plata et de la Patagonie, dans une pampa humide et froide. Alfonsín qui n'était pas parvenu à maîtriser la situation économique - caractérisée par la reprise de l'inflation (à 300 %), un chômage croissant et l'échec du «Plan austral» - restait confronté à une double opposition : celle de l'Armée et celle des peronistes. Sur ces derniers, il ne l'avait d'ailleurs emporté en 1983 que de justesse (7 millions 1/2 de voix contre 6 millions) à l'élection présidentielle. Six ans plus tard, les peronistes revenaient au pouvoir avec Carlos Menem.

Cette victoire stupéfia le «monde libre». C'était oublier que le *Justicialisme* de Juan Domingo Peron avait coïncidé avec une grande espérance. Cette espérance était encore vive pour les *Porteños* (7). Evita Peron avait conquis le cœur de ses sœurs argentines en s'écriant : «Est-ce que nous, les pauvres, nous n'aurions pas autant que les riches le droit de porter des manteaux de fourrure et des colliers de perles ?». De fait, sous Peron, le revenu du prolétariat augmenta de 40 % et son slogan - «une Argentine politiquement souveraine, économiquement libre et socialement juste» - devint celui du peuple des villes. Il fallut qu'après la mort d'Evita (1952) il accumulât les erreurs (la nationalisation des sociétés étrangères entraîna la fuite des capitaux), jusqu'à laisser ses partisans brûler les églises, pour que l'Armée se décide à le renverser (1955). Pourtant, son *aura* populaire restait si forte qu'il allait revenir au pouvoir près de vingt ans plus tard (8) et laisser une image que les généraux putschistes de 1976 ne parviendraient pas à effacer.

Carlos Menem se présentait comme l'héritier de Peron mais aussi comme un candidat qui voulait être démocratiquement élu (il le fut en 1989 et fut réélu en 1995). Il gracia les responsables de la dictature et il eut la bonne fortune de réussir la réforme monétaire, si bien que l'inflation, qui avait atteint le chiffre record de 1.350 %, descendit à 17 %. Avec lui, le parti justicialiste (qui, sous Peron, avait ruiné un pays encore, au lendemain de la seconde guerre mon-

diale, un des plus riches du monde) devenait un parti respectable, consacré démocratiquement. L'Argentine avait retrouvé des clients (les Etats-Unis, la Russie, les Pays-Bas) pour sa viande et son blé, tout en développant ses immenses ressources hydro-électriques et sa production de pétrole et de gaz (9). Buenos-Aires, que j'ai connue exsangue au moment de la guerre des Malouines, est redevenue l'une des plus belles villes du monde justifiant les vers lyriques de Jorge Luis Borges :

*Il me semble impossible que tu sois née,
Buenos-Aires*

*Pour moi, tu es éternelle comme l'eau et
comme l'air !*

Avec ses rouflaquettes, son goût des femmes et sa dégaine de *gaucho* mal dégrossi, Carlos Menem répond à l'idée qu'on se fait en Argentine d'un chef. On l'imaginerait volontiers à cheval, avec le pantalon bouffant et les éperons d'argent, accompagnant d'un Maté brûlant *l'asado con cuero*. Le miracle est qu'il se soit converti aux institutions démocratiques : il a fait son nid dans le système représentatif comme le *hornero* de la Pampa fait le sien. On compte sur lui pour faire repartir l'industrie nationale (où Renault se fait une place) et pour exporter une bonne part des 90 millions de vaches. Quant au passé, n'en parlons plus ! L'amnistie est intervenue.

Ce qui ne fait pas l'affaire des victimes ! (3.000 tués en mars 1976 ; 5 à 10.000 disparus depuis). Les «Mères de Mai» - celles que le dictateur appelait les *Folles de Mai* - recommencent à manifester devant la *Casa Rosada*.

Reste le problème du Chili, focalisé sur les déboires d'Augusto Pinochet et sur les demandes d'extradition, pendantes devant la Chambre des Lords. Il faut bien dire que, selon qu'on se place à l'intérieur ou en dehors du Chili, les points de vue sont diamétralement opposés. Pour nous, tout est simple : Pinochet

(7) *Porteño* : habitant du port - par extension, citoyen de Buenos-Aires (où vit le tiers du peuple argentin).

(8) Il avait alors soixante-dix-huit ans et mourut un an plus tard. Sa troisième épouse, María Estela Martínez, lui succéda (1974-1976).

(9) Nationalisés dans les *yacimientos Petrolíferos Argentinos*.

doit répondre de ses crimes, comme l'a fait Maurice Papon, dont la responsabilité était bien moindre. Sa comparution devant un tribunal international devrait faire date et servir d'exemple. Aucun dictateur ne doit croire qu'il peut commettre impunément des crimes.

Au Chili, tout est différent. Revenue au pouvoir dans des conditions délicates, la Démocratie chrétienne a besoin de temps pour asseoir la jeune démocratie chilienne. Elle a besoin de la neutralité bienveillante de l'Armée, dont les chefs font bloc autour de Pinochet. L'épiscopat argentin qui, sous la dictature, a pris clairement position contre les détentions et la torture, partage ce point de vue. Il a adopté le slogan «Pardon et réconciliation». Mais peut-on parler de pardon si le dictateur ne reconnaît pas ses fautes ?

D'autres arguments viennent à l'esprit. Comment poursuivre Pinochet et, dans le même temps, recevoir Laurent-Désiré Kabila ? Les chefs des Khmers rouges, hier Pol Pot, aujourd'hui Kieu Sampan, ont bien plus de morts sur la conscience que Pinochet et, cependant, on négocie avec eux et Boutros Boutros-Ghali demande qu'on renonce à les traduire devant un tribunal international. Autre argument : l'Espagne du juge Garçon est-elle vraiment bien placée pour réclamer l'extradition de Pinochet alors qu'elle a tiré un trait sur les exactions du franquisme, amnistié ses chefs et que le *Généralissimo* repose toujours glorieusement au milieu des siens dans l'impressionnant *Valle de los Caídos* ?

A vrai dire, si l'on veut que le procès de Pinochet coïncide avec une prise de conscience de ses partisans, il faudrait qu'il ait lieu *au Chili*. Mais tous les témoignages pourront-ils y être entendus ? Est-ce que ce sera possible ? Jugé en Europe, Pinochet - venu à Londres avec un sauf-conduit - ferait aussitôt figure au Chili de victime expiatoire et de bouc émissaire.

En Argentine, on a fini par chasser de l'Armée le trop fameux Capitaine Astiz, un maniaque de la torture à l'électricité. Le pieux général Videla, le pieux général Viola (qui allaient chaque matin à la messe et couvraient leurs subordonnés dans la recherche - et parfois l'enlèvement - des «terroristes») ont cessé d'être inviolables. Mais on

ne veut pas troubler le lent progrès de la démocratie en exhumant un passé que l'on aimerait mieux oublier.

Même chose en Uruguay, où le Président Julio Sanguinetti (élu en 1985), démocrate incontesté, a fait voter une amnistie, ratifiée par un référendum populaire (1989). La reprise économique, l'appui donné au *processus de Contadora* (10) et surtout la réalisation du *Mercosur* - qui n'est encore qu'une pâle imitation de notre Marché commun - comptent bien davantage que l'apurement du passé ! Il s'agit de lier dans les faits, les institutions démocratiques au *Desarollo* (11). Ce n'est que si le *Frente Amplio* venait au pouvoir (il est pour le moment dans l'opposition, mais il gagne du terrain, contre la coalition inédite des *Blancos* et des *Colorados*) que le passé risquerait de ressusciter.

*
**

Peut-on conclure ? Oui, on le peut (en dépit du mot de Flaubert, selon lequel «la bêtise consiste à conclure»), à condition de garder une certaine prudence. Car les événements vont vite, et la politique est instable par essence !

Des années 1970 aux années 1990, le progrès a été considérable : tous les pays d'Amérique latine, à commencer par ceux du «Cône sud», se sont débarrassés de leurs dictateurs. Tous ont rendu la parole au peuple et se sont dotés d'institutions représentatives. Cela s'est accompli - contrairement aux prédictions des *pajaros de malaguena*, les oiseaux de mauvais augure - sans drames, sans effusion de sang, sans effondrement des pays concernés. Au début des années 1980, j'entendais dire à Montevideo, à Buenos-Aires, à Santiago du Chili, que la «démocratisation» (qui paraissait déjà inévitable) comportait de grands risques : l'effondrement de la monnaie, l'irruption de la «pègre» dans les grandes villes (comme on le voyait en Colombie), un déficit accru de la balance commerciale, suivis de la prise du pouvoir par les communistes ou les guevaristes. A Punta del

(10) Contadora : Processus de stabilisation politique initié par le Mexique, la Colombie, le Venezuela et Panama.

(11) *Desarollo* : mot-sésame de la politique latino-américaine. Le «développement» (toujours à venir) prend la dimension d'un mythe.

Este, des Européens richissimes qui avaient placé leur fortune dans les banques de Montevideo faisaient leurs valises...

Aucune de ces prédictions inquiétantes ne s'est réalisée. Certes, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay ont connu des grèves et des mouvements sociaux qui, sous les militaires, ne pouvaient se manifester, mais les élections, législatives ou présidentielles, les référendums se sont déroulés dans le calme et la bonne humeur. L'économie a tenu bon ; l'inflation, sauf au Brésil et un moment en Argentine, a été contenue dans des limites acceptables. Les régimes fiscaux n'ont pas été bouleversés ; certaines capitales (Montevideo, Asuncion sont restées des paradis capitalistes : pas d'impôt sur le revenu ni de droits de succession, un impôt sur le capital très faible). Et le Mercosur est venu offrir à ces pays de nouveaux débouchés, sur le modèle de l'ALENA (12).

Les difficultés sont venues là où on ne les attendait pas, avec le retour d'un passé douloureux. L'exigence de justice à l'égard des victimes des coups d'Etat s'est manifestée par la voix de leurs héritiers. C'est le fameux *devoir de mémoire* que nous connaissons aussi en Europe, avec les retombées de la Shoah, la poursuite des crimes imprescriptibles (crimes contre l'humanité), l'indemnisation des biens juifs et le procès de Maurice Papon. Les nouveaux dirigeants avaient pourtant pris leurs précautions, comme on vient de le rappeler.

L'exercice de la démocratie nécessite un apprentissage qui n'est pas familier aux Latino-

Américains. Le libéralisme (qui s'est manifesté au Chili, sous Pinochet comme un *ultra-libéralisme*) a pour conséquence l'élimination des faibles au profit des forts, la mise en tutelle des économies locales par les trusts étrangers, américains surtout (on peut dire cela sans être marxiste, et sans avaliser toutes les thèses des théologiens de la Libération). La formation d'une classe moyenne - qui existe au Chili, à Buenos-Aires, et, dans une moindre mesure, dans le petit Uruguay -, son adhésion au processus démocratique sont la condition du succès, dans un continent où la dictature a été longtemps la règle et la démocratie, l'exception. Dans le passé, cette classe moyenne était inquiète, instable, et chaque crise économique la jetait dans les bras d'un sauveur. «L'Amérique latine, soupirait Porfirio Diaz (13), si loin de Dieu et si près des Etats-Unis.» L'appui de l'Europe ne devrait pas lui être mesuré. A mon avis, l'effort gigantesque que la France accomplit en Afrique (où nous remplissons un tonneau des Danaïdes) serait mieux employé en Amérique latine, là où l'on nous aime et où, hier encore, toutes les élites parlaient français (14).

Pierre de BOISDEFFRE

(12) Le modèle du Mercosur, plus que celui de l'Union européenne (longtemps ignoré), est l'ALENA, accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique auquel le Chili devait s'associer en 1992.

(13) Propos tenu en 1911 par le Président-dictateur du Mexique.

(14) Encore faudrait-il que les Français défendent leur langue ! En poste, alors que mes interlocuteurs attendaient un «beau français» de nos médecins et de nos ingénieurs, ceux-ci préféraient s'exprimer en public dans un anglais médiocre.

La Cour pénale internationale

par Gino NECCHI

Le 17 juillet 1998 à Rome la Cour Pénale internationale a été créée sous l'égide des Nations Unies.

Sur 160 pays représentés, 120 ont adopté le projet de statut. Cette nouvelle instance sera mise en place après ratification par au moins 60 Etats signataires.

*
**

La genèse d'une justice pénale est liée à l'élaboration d'un Droit international humanitaire. Des crimes atteignant un niveau certain dans l'horreur doivent être jugés par une instance internationale, distincte des juridictions des Etats constituant la communauté internationale.

C'est le Traité de Versailles qui pose pour la première fois le principe de la poursuite des criminels de guerre et qui prévoit que Guillaume II devrait être jugé par un Tribunal international (1919). Ces dispositions ne seront jamais mises en oeuvre.

L'accord de Londres du 8 août 1945 instaure la première juridiction pénale internationale de l'histoire : le Tribunal de Nüremberg, compétent pour juger les criminels de guerre des puissances de l'AXE. Un tribunal similaire sera créé à Tokyo en 1946 pour juger les criminels de guerre japonais.

Le 9 décembre 1948, une convention interna-

tionale définissant les crimes de génocide prévoit la création d'une Cour criminelle internationale compétente à l'égard des parties contractantes qui auront reconnu la juridiction ; une telle juridiction n'a pourtant jamais vu le jour.

Il faudra attendre les années 1993 et 1994 pour que deux tribunaux *ad hoc* soient créés :

- le 22 février 1993, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote l'instauration d'un tribunal compétent pour juger les auteurs d'infractions au droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis le 1^{er} janvier 1991 ;

- le 9 novembre 1994 est créé par la même procédure le Tribunal pénal international pour le Rwanda, compétent pour poursuivre et juger les auteurs du génocide rwandais commis à compter du 6 avril 1994.

L'institution de la Cour Pénale internationale se comprend donc à partir de cette évolution.

*
**

Celle-ci s'est caractérisée par une lenteur certaine qu'expliquent les nombreuses difficultés rencontrées sur le plan des principes :

- des Etats estiment que seul le Conseil de Sécurité, à l'unanimité de ses membres, peut saisir la juridiction ; d'autres au contraire soutiennent qu'un Procureur indépendant pourrait

déclencher une enquête et des poursuites. C'est tout le problème du droit des Etats à intervenir au début de la procédure.

- les organes de la juridiction doivent être capables d'accéder à la vérité et donc de disposer de magistrats, d'enquêteurs et des moyens d'obliger un Etat à présenter tous éléments de preuve, témoignages et documents appropriés.

- quels moyens de contrainte doit-on mettre à la disposition de la juridiction ? celle-ci doit-elle s'appuyer sur les forces des Etats de la Communauté internationale qui acceptent de collaborer ? ou peut-elle disposer de ses propres éléments ?

- l'institution doit faire preuve d'indépendance et devenir un outil insoupçonnable quant aux risques de manipulations politiques.

*
**

En l'état, la Cour Pénale internationale telle qu'elle est prévue par la résolution votée le 17 juillet 1998 :

- sera permanente

- siègera à La Haye

- réprimera les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, les crimes d'agression. La définition de ces infractions sera établie plus tard.

- le Procureur chargé de déclencher l'action publique et de mener des enquêtes, pourra :

* agir à l'initiative des Etats signataires du Traité

* ou être saisi par le Conseil de sécurité

* ou s'autosaisir sous le contrôle d'une Chambre préliminaire

- appliquera une échelle de peines n'incluant pas la peine de mort et dont le niveau supérieur est l'emprisonnement à perpétuité.

Il faut ajouter à ces dispositions que :

- un Etat partie au traité pourra déclarer qu'il n'accepte pas, pendant une période de 7 ans suivant l'entrée en vigueur du traité, la compétence de la Cour pour les crimes de guerre commis

par ses ressortissants ou sur son territoire.

- la compétence de la Cour sera effective lorsque l'un au moins des deux Etats suivants sera partie au Traité ou aura accepté par déclaration spéciale la compétence de la Cour : l'Etat sur le territoire duquel les crimes ont été commis, l'Etat dont le criminel présumé est un ressortissant.

- le Conseil de sécurité pourra imposer à la Cour de ne pas commencer ou continuer des enquêtes ou des poursuites pendant une période de 12 mois, renouvelable sans limitation.

*
**

Le droit pénal international évolue donc au carrefour de deux exigences susceptibles, le cas échéant, de se contredire :

- d'une part, les Etats veulent s'entourer de garanties afin qu'il ne soit pas porté atteinte à leur souveraineté et qu'ils ne soient pas engagés dans des procédures perçues par eux comme des interventions intempestives venant de l'extérieur ;

- d'autre part, il serait choquant de laisser impunis les coupables des crimes les plus graves. L'intérêt légitime des Etats ne doit pas pouvoir être invoqué par des criminels à leur profit au mépris de celui des victimes des infractions les plus condamnables.

L'évolution est loin d'être achevée. La vigilance est de rigueur pour que se développe une justice pénale internationale conforme aux intérêts fondamentaux de chacun d'entre nous et protectrice du droit le plus sacré de la personne.

*
**

L'étude de cette question ne manque pas de soulever un certain nombre de problèmes de principe et de susciter des réflexions. A chacun d'entre nous de méditer...

1 - Il ne faut pas confondre juridiction internationale pénale compétente territorialement sur

l'ensemble de la planète et juridiction nationale compétente pour des faits commis sur le territoire de l'Etat dont elle relève, en principe, avec des extensions de compétence pour lesquelles s'appliquent des règles particulières et qui justifient la saisine d'un tribunal national alors que les infractions n'ont pas été perpétrées sur son aire naturelle de compétence, mais que, par exemple :

- la nationalité de la victime ou
- une convention internationale visant actes de torture, terrorisme, capture illicite d'aéronefs, etc...

le permettent.

En ce cas, c'est la justice de l'Etat souverain qui s'applique, étendue, dans des hypothèses particulières, à des domaines qui, en l'absence de ces règles dérogatoires, ne relèveraient pas de sa compétence.

2 - Il faut savoir distinguer juridiction internationale et entraide répressive internationale - celle qui s'exerce lorsqu'un État souverain, saisi d'une demande d'arrestation provisoire dans un premier temps, puis d'une demande d'extradition dans un second, décide selon ses propres règles de remettre le délinquant recherché à l'Etat requérant. La justice du pays requis donne son avis sur cette demande en appliquant son propre droit mais la décision finale revient à l'autorité politique. En France, c'est la Chambre d'accusation de la Cour d'appel du ressort sur le territoire duquel le délinquant a été arrêté qui donne son avis mais c'est un décret signé du Premier Ministre qui fait la décision, même si celle-ci est soumise au contrôle juridictionnel éventuel du Conseil d'Etat, par la voie du recours pour excès de pouvoir.

3 - La création de la Cour pénale internationale permet de sortir de ces «schémas classiques» mais se pose alors la question du rapport entre la souveraineté de l'Etat considéré et le respect d'un droit international minimum qui s'applique à tous. C'est pour cette raison que des verrous ont été posés, car certains Etats n'admettent pas que, sans leur assentissement,

ou tout du moins sans un certain contrôle politique, leurs ressortissants soient attirés devant une juridiction internationale.

4 - La décision d'engagement des poursuites est fondamentale en la matière : laissera-t-on des parties civiles se constituer, ou les Etats garderont-ils la maîtrise de la procédure ? C'est le noeud du problème.

5 - Le droit pénal international doit-il se développer sur le fondement des seules infractions commises, ou doit-il tenir compte aussi d'autres facteurs extérieurs à la matière propre mais dont la prise en compte d'effets éventuels quant à la répercussion sur la vie intérieure des Etats (troubles entre ethnies, ferments de nouvelles divisions mettant en cause la paix publique péniblement retrouvée, mémoire qui du plan historique devient judiciaire...) ne peut être ignorée ?

6 - La «juridiction» excessive ne marque-t-elle pas le recul corrélatif des «solutions politiques» ? Cette épée de Damoclès ne conduit-elle pas à un durcissement des pouvoirs en place entraînés dans une fuite en avant irresponsable ?

7 - Certains actes atteignent un degré tel dans l'horreur que, de par leur nature, ils doivent échapper à l'impunité même si la raison d'Etat devait être invoquée : seule la communauté internationale, enfin réunie, pourra les réprimer, et donner alors l'image d'une civilisation mondiale arrivée à maturité, partageant un certain nombre de valeurs considérées comme absolues et punissant en conséquence ceux qui par leur comportement ont remis en cause les fondements mêmes sur lesquels repose la communauté internationale.

Gino NECCHI

A l'occasion du vingtième anniversaire du pontificat

Du pape en général et de Jean-Paul II en particulier

par Jean CHÉLINI

Je ne serai pas le premier à vouloir disserter du pape. Joseph de Maistre l'a fait avant moi et bien d'autres après lui. (1) Rarement le propos a été objectif. Depuis la raillerie blessante de Montesquieu, «le pape, cette vieille idole que l'on encense par habitude», jusqu'aux hyperboles de Louis Veillot, dans *L'Univers*, en hommage à Pie IX (2), ceux qui ont écrit sur le pape l'ont fait la plupart du temps en partisans. Comme au Moyen Âge en Italie, les essayistes face au pape sont guelfes ou gibelins (3), pour le pape ou contre. L'observateur impartial ne s'est guère trouvé. Est-ce possible ? Peut-on évoquer sans passion la longue histoire de la papauté, ses vicissitudes, ses fautes, ses succès, ses titulaires ? Dans la mesure où les papes ont été depuis près de deux millénaires au coeur de l'histoire, ils ont été au centre des affrontements, combattants et combattus, mais toujours présents. Rarement une institution a montré une telle permanence dans l'être, une telle résistance aux agressions, une telle pugnacité, malgré les mutations profondes qu'elle a connues. Du pêcheur galiléen au pontife polonais, qui est son deux cent cinquante-neuvième successeur, quelle continuité dans le changement (4) !

DU PAPE EN GÉNÉRAL.....

Certes la géographie politique a voulu limiter le rôle de la papauté à l'Occident. Léon III l'Isaurien, détachant l'Illyricum de la juridiction romaine entre 730 et 740, a tenté de rejeter le pape loin de l'Orient. (5). Mais qui ne mesure que Byzance, en se crispant dans son hostilité à Rome, a reconnu la force de la papauté et sa propre impuissance à l'amener à composer. En

combattant la primauté, ses adversaires au fil des temps ont contribué à en faire prendre conscience par le plus grand nombre et à la renforcer. L'ignorer eût été plus politique. Mais il est vrai que jamais les papes n'ont voulu se laisser ignorer et qu'il est bien difficile, quelle que soit la configuration sociopolitique du siècle, de faire comme si le pape n'existait pas.

(1) Joseph de MAISTRE, *Du pape*, J. B. Pelayaud, Lyon, 2ème édition 1821.

(2) Louis VEUILLOT dirigeait depuis 1843 *L'Univers*, quotidien catholique intransigeant qui combattait les idées démocratiques. Il fut l'adversaire résolu d'Ozanam et du catholicisme libéral de Montalembert. Très apprécié de Pie IX, il se retourna contre Napoléon lorsque la politique intérieure de l'Empereur parut menacer le pouvoir temporel du Pape. Son journal fut interdit de 1860 à 1867. Lorsqu'il fut autorisé à reparaitre, Veillot se fit l'apologiste de l'infaillibilité pontificale dans la polémique qui précéda sa proclamation par le concile Vatican I, dans la constitution *Pastor aeternus* du 18 juillet 1870.

(3) Dans l'affrontement entre le Pape et l'Empereur, entre Grégoire VII et Henri IV d'Allemagne, les princes et les villes italiennes se partagèrent entre Guelfes (des comtes Welf de Bavière), partisans du pape, et Gibelins (de Weiblingen, l'un des fiefs de la famille impériale des Hohenstaufen). La division perdura à travers le Moyen Âge. Guelfe est resté synonyme de partisan du pape, et dans le mouvement de libération de l'Italie, le *Risorgimento*, on qualifia de néoguelfes ceux qui parmi les nationalistes, à l'image de l'abbé Vincenzo Gioberti, souhaitaient voir se constituer entre les Etats de la péninsule une fédération italienne sous la direction du Pape.

(4) L'annuaire pontifical donne 264 papes en décomptant Léon VIII et Benoît V qu'il est difficile de considérer comme légitimes et compte trois fois Benoît IX, monté à trois reprises sur le trône pontifical mais qui ne put s'y maintenir. Nous en sommes donc à 260 papes, Jean-Paul II compris. En ce cas, Jean-Paul II serait donc bien le 259^e successeur de Pierre.

(5) Léon l'Isaurien arriva sur le trône impérial en 717 et fit preuve de qualités militaires et politiques incontestables. Il dégagna Constantinople et toute la partie occidentale de l'Asie Mineure de la menace arabe. Mais, sous des influences diverses, il décida de proscrire le culte des images saintes dont la vénération était extrême dans tout l'Empire. Il fit briser statues et crucifix et détruire les icônes. Son fils Constantin V accentua cette rage iconoclaste. Rome s'opposa à cette politique et c'est au cours de ce conflit que Léon III fit démembrer la juridiction du pape en transférant les pays qui composaient l'ancien Illyricum sous l'autorité du patriarche de Constantinople, soit les territoires actuels de la Croatie, de la Dalmatie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'Albanie, de la Macédoine, de la Roumanie, de la Grèce, de la Crète, etc.

Pourtant de vastes régions ou d'imposantes communautés humaines l'ont ignoré longtemps et l'ignorent encore. L'Extrême-Orient avec ses grands pays ne connaît pas le pape. Les responsables de la Chine d'aujourd'hui le refusent comme chef de l'Eglise catholique, tout en le considérant comme un acteur politique international de premier ordre. Mais, dans la Chine profonde, l'image du pape n'a pas pénétré encore. Les Japonais sont informés, mais tout aussi étrangers à la personne du pape.

L'immense continent indien, malgré la présence de communautés chrétiennes assez nombreuses, ignore le pape. Mère Thérèse y était sûrement plus populaire que Jean-Paul II. Il est certain que, dans toutes ces contrées où le message chrétien n'est pas passé, la papauté ne fait pas partie des institutions connues du grand nombre. Mais la télévision et les innombrables voyages de Jean-Paul II ont rendu familière sa figure au monde entier et de ce fait beaucoup de gens qui, avant, ne savaient pas qu'il y avait un pape identifient maintenant Jean-Paul II comme le chef des chrétiens. Pour les non-chrétiens les différences entre les confessions sont difficilement perceptibles et l'opinion créditée le pape d'une autorité générale d'autant plus que, chez les protestants comme chez les orthodoxes, aucune figure semblable ne s'est dégagée.

Grâce aux médias, et surtout à la télévision, le pape est désormais l'un des personnages les plus connus dans le monde, et ce durablement, parce que sa charge est viagère, et que sauf accident grave de santé comme celui qu'a connu Jean-Paul I^{er}, le titulaire du souverain pontificat reste en poste assez longtemps : 6 au XIX^e s. avec les très longs règnes de Pie X, trente-deux ans de 1846 à 1878, de Léon XIII, vingt-cinq ans de 1878 à 1903, et 8 au XX^e s., également avec de longs règnes comme l'actuel, mais avec deux règnes très courts, celui de Benoît XV de 1914 à 1922 et celui de Jean XXIII, de 1958 à 1963, et l'un, de quelques jours, celui de Jean-Paul I^{er}. Cette longévité ne s'est pas toujours rencontrée : aux XVII^e et XVIII^e siècles en particulier les règnes furent beaucoup plus courts, mais l'institution perdura malgré les changements nombreux de titulaires.

Le chef de l'Eglise

Ma réflexion d'aujourd'hui ne s'attardera pas sur la validité de l'investiture donnée par le Christ à Pierre et que contestent à la fois réformés et orthodoxes, mais partira de l'observation objective de l'exercice de cette autorité dans l'Eglise. Arbitrale dans les premiers siècles, progressivement juridictionnelle au Moyen Age, après l'éclipse du X^e s.. Après la crise du Grand Schisme au XV^e s., la papauté s'est affirmée depuis le concile de Trente (milieu du XVI^e siècle) à la tête et au cœur de l'Eglise, primauté renforcée par Vatican I (1870) (6), et non effectivement remise en cause par Vatican II (1962-1965), malgré la reconnaissance de la responsabilité éminente du collège des évêques dans l'Eglise. Jamais Rome n'a accepté une structure collégiale à la tête de l'Eglise, réduisant le pape au rôle de président du collège des évêques. Le Concile comme régulateur décennal de l'Eglise, décrété à Constance (1414-1417) (7), ne s'est pas imposé, et Martin V (1417-1431), pourtant l'élu du Concile, comme ses successeurs Eugène IV (1431-1447) et Nicolas V (1447-1455) ont repris patiemment les concessions accordées au conciliarisme, dont la dérive de la réunion de Bâle montra l'impuissance.

Là encore nous ne jugeons pas de la légitimité théologique de cette volonté du pontife romain d'exercer son autorité sur l'Eglise, nous constatons sa réalité. Le bon fonctionnement du Synode des évêques après Vatican II, la création des conférences épiscopales, n'ont pas entamé

(6) Voir note 2. Le XX^e concile oecuménique Vatican I avait été convoqué par Pie IX à la fin de l'année 1869. Il réunit 700 évêques et proclama le 18 juillet 1870 l'infailibilité pontificale, lorsque le pontife romain définit une vérité à croire en matière de foi ou de mœurs. La France en guerre avec la Prusse avait retiré sa garnison de Rome ; les Piémontais s'emparèrent de la ville éternelle. Pie IX ne sentant plus le Concile en sécurité l'ajourna le 20 octobre 1870, mais, pour la plupart, les Pères s'étaient déjà dispersés.

(7) L'une des mesures du concile de Constance avait été de réunir un concile tous les dix ans pour examiner la marche de l'Eglise. Martin V, afin de respecter cette décision, convoqua le Concile à Bâle, le 20 février 1431, peu avant de mourir. Mais l'assemblée où les évêques étaient beaucoup moins nombreux que les théologiens, s'émancipa de l'autorité du pape Eugène IV et les Pères se dressèrent contre lui. Ils élirent un autre pape, le duc Amédée de Savoie, Félix V. Mais celui-ci était un saint homme, il abdiqua en 1449, fut nommé cardinal par le pape Nicolas V et les Pères du concile de Bâle, qui s'était indéfiniment prolongé depuis 1437, furent rétablis dans leur dignité. La papauté était sortie victorieuse du conflit. C'est l'ancien secrétaire de Félix V qui devenait pape en 1458 sous le nom de Pie II, Aeneas Sylvius Piccolomini.

la prérogative pontificale dont certains au sein de l'Eglise même s'offusquent (8). Mais aucune tentative sérieuse de remise en cause du pouvoir juridictionnel du pape sur l'Eglise n'a pu aboutir depuis cinq siècles et ne semble sur le point de réussir dans un avenir proche.

Comment cela se pourrait-il pratiquement, alors que le pape nomme tous les évêques et confirme les patriarches orientaux et que le collège électoral du pontife demeure le conclave des cardinaux, nommés par le pape, sans aucune extension extérieure comme cela avait été suggéré plusieurs fois lors des débats du Concile Vatican II ou après ? Le pape *de jure* et *de facto* est le chef de l'Eglise. Même si la nature de son pouvoir d'ordre est exactement la même que celle des autres évêques, l'histoire, que les papes plus que d'autres ont contribué à faire, l'a placé au sommet d'une hiérarchie religieuse très organisée et fortement centralisée. Critiquée par certains nostalgiques de l'Eglise primitive perdue dans les brumes des origines, ou bien par les tenants d'une démocratie ecclésiale supposée évangélique, la papauté est secrètement enviée par d'autres Eglises, alors même qu'elles la dénoncent comme obstacle à l'unité, jalouée mais admirée par les gouvernements du monde. Plus ils en sont loin, plus ils la redoutent, lui supposant, au-delà des apparences, des sources d'information et des moyens d'action bien supérieurs à la réalité. Au-delà du chef de l'Eglise catholique, les gouvernements voient dans le souverain du minuscule Vatican un acteur majeur de la politique mondiale. Probablement ont-ils raison !

Un rôle politique majeur

La papauté s'est au fil des temps investie, soit par nécessité, soit par invitation, dans un rôle politique dont elle était dépourvue aux quatre premiers siècles. Lorsque Pépin eut besoin d'une caution pour légitimer l'élimination du dernier souverain mérovingien, et prendre le titre de roi, c'est au pape Zacharie qu'il s'adressa et non pas au Basileus, l'empereur byzantin. Sollicité pour savoir s'il valait mieux appeler roi celui qui en portait le titre ou celui qui exerçait le pouvoir, Zacharie, qui savait ne pas obliger un ingrat, répondit qu'il fallait appeler roi «celui qui gouvernait». Eginhard, l'auteur de la *Vie de Charlemagne*, écrivit près d'un siècle plus tard :

«sur l'ordre du pape, Pépin devint roi», raccourci inexact mais combien révélateur du crédit prêté par les Carolingiens à la papauté (9). De cette décision, éminemment politique, découlèrent le sacre de Pépin par Boniface, la création des Etats de l'Eglise, l'étroite alliance entre le roi des Francs et Rome qui allait durer un millénaire. A partir du milieu du VIII^e s., le pape, patriarche de l'Occident, dont la primauté universelle est déjà contestée par le patriarche oecuménique de Jérusalem, seconde Rome, est devenu chef d'Etat et le demeurera, malgré une brève éclipse de 1870 à 1929, jusqu'à nos jours.

Le principat politique du pape lui a valu mille conflits, des humiliations comme celle d'Anagni, des fuites éperdues, comme celle de Clément VII devant les reîtres du connétable de Bourbon en 1527, et des retours triomphants à Rome. Mais il contenait en germe l'indépendance absolue du pape par rapport à toute puissance politique. Aujourd'hui à la tête du plus petit Etat du monde, la Cité du Vatican, 44 hectares, le pape, pour le minimum de souveraineté, jouit du maximum d'indépendance politique. Il est le seul chef religieux bénéficiant d'un statut de chef d'Etat, entretenant près de 140 nonciatures dans le monde, traitant d'égal à égal avec les souverains et les présidents, dégagé de tout intérêt temporel immédiat. Ses diplomates sont les mieux informés du monde, avec des effectifs dix fois moins élevés que les ambassades ordinaires ; l'Académie Ecclésiastique de Rome forme des nonces rompus à la négociation et fins connaisseurs des pays où ils sont envoyés. Evêques, prêtres, religieux, laïcs de tous ordres constituent un immense réseau d'information et d'influence.

Certains pays très catholiques recherchent l'arbitrage pontifical pour résoudre leurs différends. Ainsi le Saint-Siège a résolu le contentieux qui opposait le Brésil et l'Argentine pour la possession du Détroit de Beagle. Plus directement, Pie XII a aidé Roosevelt à convaincre les

(8) Voir l'ouvrage récent de Pierre DENTIN, *Les privilèges des papes devant l'Ecriture et l'Histoire*, Cerf 1995. Quelques années avant, JMR TILLARD, avait ouvert la réflexion dans ce même sens, *L'Evêque de Rome*, Cerf, 1982, mais avec une démarche mieux fondée.

(9) Voir EGINHARD, *Vie de Charlemagne* éditée et traduite par Louis HALPHEN, «Les Belles Lettres», Paris 1947, pp. 9 et suiv.

catholiques américains d'accepter la guerre contre l'Axe et, plus difficile encore, l'alliance avec l'URSS. Mais longtemps l'opinion n'a pas pris la mesure de ce rôle politique de la papauté, en faveur de la paix, au-delà des engagements nationaux. Ainsi les efforts de Benoît XV en 1917, pour la conclusion d'une paix blanche, sans vainqueur ni vaincu, entre la France et ses alliés et l'Allemagne et les siens, furent rejetés avec mépris par les Français, catholiques compris. Mais, avec la progression foudroyante de l'information médiatique, le pape apparaît dans toute sa dimension politique, à travers ses interventions et ses voyages. Ce rôle n'est pas nouveau, mais la médiatisation rend visible une action dont l'écho jusque là parvenait assourdi aux extrémités du monde. Imaginez l'ouverture du premier Jubilé par Boniface VIII en 1300 ou la prédication de la croisade par Pie II en 1453, relayée aux quatre coins de l'Europe par l'image sonore ! Des foules immenses se seraient mises en marche, mobilisées par un pareil prodige !

De terribles épreuves

N'oublions pas que la papauté a paru sombrer à différentes reprises. Ballottée entre les grandes familles de la noblesse romaine du X^e s., elle fut le jouet de femmes de pouvoir, Théodora, veuve du comte Théophylacte, et la fille de celui-ci Marozie, la faiseuse de papes, la mère du très médiocre Jean XI. On a cru même qu'une femme avait occupé indûment le trône de Pierre, la papesse Jeanne, qui apparaît dans la chronique seulement au XIII^e s. et dont la légende servira d'arme pour les réformés dans la polémique du XVI^e ou dans les luttes anticléricales de la fin du XIX^e s. Henri d'Allemagne, malgré l'humiliation de Canossa, se parjura, reprit la guerre contre Grégoire VII et le poursuivit jusqu'à ce qu'il meure d'épuisement. Boniface VIII, souffleté et bousculé par les hommes de Philippe le Bel, Guillaume Nogaret et son complice italien Sciarra Colonna, succomba quelques jours après ces violences et ces insultes (10).

Louis XIV humilia gravement Alexandre VII dans l'affaire de la garde corse en 1655 (11). La Révolution et l'Empire malmenèrent impitoyablement le chef de l'Eglise, l'une pour l'éliminer, l'autre pour le plier à ses ordres. Le

Directoire fit arrêter Pie VI et le fit déporter à Valence où il mourut prisonnier (12). Les révolutionnaires parisiens célébrèrent avec son décès la fin de la papauté, le 29 août 1799. Neuf mois plus tard, après un conclave difficile de trois mois dans l'île de Saint-Georges, près de Venise, était élu Pie VII qui signa avec Napoléon le Concordat de 1801. A son tour l'Empereur le fit arrêter et interner à Fontainebleau, car le Pape refusait l'annexion de ses Etats et l'intrusion du prince dans les nominations épiscopales. Rentré triomphalement à Rome en 1814, il accueillit les Napoléonides, chassés de partout, dans sa ville et les protégea. Pie IX dût fuir plusieurs fois la Révolution grondant dans la Ville éternelle et finit par perdre ses Etats. Hitler aurait prévu de faire déporter Pie XII, mais n'eut ni le temps, ni les moyens de mettre son projet à exécution (13).

Jean-Paul II est l'héritier de cette longue lignée de pontifes, si différents les uns des autres, mais dont l'action s'est cumulée à travers le temps. Chacun a apporté sa pierre à l'édifice Eglise. Chaque brique des Palais du Vatican est marquée du nom d'un pape qui a ordonné la construction du bâtiment où elle est placée. Chaque pape laisse sa marque dans la pierre comme dans l'histoire. Bien sûr, chacun a son style, parfois contrasté. L'un des papes les plus conservateurs du XIX^e s., l'ermite camaldule installé sur le trône de Pierre, Grégoire XVI, qui condamna Lamennais et laissa écraser les Polonais par le tsar Nicolas I^{er}, fut un extraordinaire organisateur des missions catholiques.

Pie XII a été le dernier pape-roi, solennel, hiératique, jetant les foules à ses genoux, mais aussi bienveillant et novateur dans le domaine de la liturgie, de la recherche exégétique ou de

(10) Pour soutenir son maître Philippe le Bel en violent conflit avec Boniface VIII, le légiste Guillaume Nogaret monta une expédition en Italie, avec l'appui d'un condottiere dont la famille avait été spoliée par le pape, Sciarra Colonna. Rattrapé par la troupe dans sa ville d'Anagni, Boniface VIII fut souffleté et bousculé. Il mourut quelques jours après, le 11 octobre 1303.

(11) Une rixe avait opposé les gens de l'ambassadeur de France à Rome, le duc de Créqui, et la garde corse pontificale. Louis XIV exigea des excuses et l'érection d'une pyramide de «regret».

(12) Le Directoire lui donna des obsèques civiles. Pie VII obtint le retour du corps de son prédécesseur quelques années après.

(13) Jean CHÉLINI, *L'Eglise sous Pie XII*, t.1, *La tourmente*, Fayard, 1983, p.282.

la mission. Jean XXIII était tout rond mais sous sa bonhomie se cachait une volonté de fer qui lui a permis de mener à bien le lancement du concile et la publication de *Mater et magistra* et de *Pacem in terris* (1963), dont l'écho a dépassé largement le peuple chrétien.

... ET DE JEAN-PAUL II EN PARTICULIER

L'originalité de Karol Wojtyła, élu pape sous le nom de Jean-Paul II, s'inscrit dans cette continuité contradictoire. Il est le premier pape polonais de l'histoire et le premier non italien depuis Adrien VI, l'ancien précepteur de Charles Quint, un Hollandais qui régna deux ans en 1522 et 1523. Il est certainement l'un des premiers papes à avoir été ouvrier dans sa jeunesse ; il travailla à la carrière de Zadzisław Zadziszewski près de Cracovie, puis à l'usine Solway. Il est le premier à avoir fait du théâtre et avoir écrit pour le théâtre. Elu jeune -à 58 ans-

le 16 octobre 1978, Karol Wojtyła apporta sur le siège apostolique sa carrure d'athlète. Sportif, il avait fait du ski, du kayak, du football, avec les jeunes de ses premières paroisses puis ses étudiants, lorsqu'il enseigna à l'Université catholique de Lublin. Avant lui, les papes n'avaient pour ainsi dire, pas de corps, comme Pie XII ou Paul VI - une tête émancipée et des mains diaphanes sortaient de la soutane blanche. Il faut remonter à Pie IX élu en 1846, à 54 ans, pour trouver un pape d'allure juvénile et d'une réelle beauté physique. Jean Paul II a virilisé l'image du pape, et son allure résolument masculine lui a valu la sympathie des jeunes qui se retrouvaient en lui. C'était nouveau ! Le pape le plus populaire avant lui, Jean XXIII (1958-1963), était *pacciocone*, c'est-à-dire gros et débonnaire !

Ni juriste, ni diplomate, à la différence de ses prédécesseurs, Wojtyła était professeur -il enseignait la théologie morale et pastorale. Il avait été vicaire, curé puis évêque auxiliaire, archevêque

de Cracovie et enfin cardinal. Toute sa vie, il avait enseigné, prêché, baptisé, marié et, devenu évêque, il n'avait pas cessé de parcourir son diocèse, d'accueillir tous ceux qui avaient besoin de ses conseils (14). Wojtyła a toujours su renoncer à l'accessoire pour se concentrer sur l'essentiel. Devenu pape, il abandonna au Cardinal, Secrétaire d'État, toutes les tâches concernant la Cité du Vatican, pour se consacrer à l'essentiel à ses yeux : la prière, l'enseignement, les nominations, la rencontre des fidèles.

Jean-Paul II est une âme mystique. Il se ménage de longs espaces de prière dans sa chapelle, à genoux à même le sol, la tête dans les mains. Sa santé aujourd'hui limite ses mouvements sans restreindre ses temps de prière. Il nourrit une dévotion infinie pour la Vierge. Un M majuscule barre son blason et, dans tous ses voyages, il fait étape dans un haut lieu marial. Il a emporté avec lui ses dossiers universitaires et théologiques, il s'en sert depuis vingt ans pour rédiger lui-même ses textes, allocutions du mercredi ou encycliques - près d'une vingtaine -, ses lettres apostoliques. Il n'écrit pas sur un canevas préparé par ses collaborateurs, mais élabore lui-même son plan et rédige en polonais ! Le style de sa première encyclique *Redemptor hominis* a tout de suite souligné la différence d'avec celui de ses prédécesseurs. Son raisonnement n'est pas linéaire, mais cyclique, il avance non pas en divisant la difficulté pour la résoudre, selon la méthode cartésienne, mais il développe sa pensée selon une sorte de spirale globale qui enveloppe ses lecteurs (15). La voix sourde et lente, étonnamment grave, entraîne l'auditeur dans la pensée du pape qui tourne sur elle-même, jusqu'à la résolution finale.

S'il ne s'occupe plus guère des affaires du Vatican - ce dont beaucoup se plaignent dans ce petit monde romain -, il s'est réservé les nominations, en particulier celles des évêques. Les propositions remontent depuis les diocèses, à travers les nonciatures, et, pour chaque siège vacant, la Congrégation des évêques, la Propagande (actuellement Congrégation pour l'évangélisation des peuples), pour les terres de mission, ou directement la Secrétairerie d'État lui soumettent trois noms. Bien souvent Jean-Paul II n'en retient aucun et nomme un «imprévu», qu'il a choisi parce qu'il l'a remarqué lors

d'un voyage ou sur lequel il a eu un excellent rapport. Il aime les hommes de doctrine et, s'il n'en trouve pas dans le clergé ordinaire, il puise dans le vivier des ordres religieux ! La qualité des évêques à ses yeux importe le plus pour la vie du peuple chrétien. Jusqu'à hier, le cardinal béninois Gantin l'a bien aidé et son successeur le cardinal Neves Lucas Moreira, un dominicain brésilien, va dans le même sens. Jean-Paul II veut éviter la mise en place de prélats à risques, capables de dérives dogmatiques ou politiques comme le fut M^r Gaillot, jouant ainsi le rôle de prévention dans le champ de la rectitude théologique sur lequel veille jalousement le cardinal Ratzinger, le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (16).

Un pape en marche

Depuis plusieurs siècles, les papes gouvernaient assis derrière leur bureau ou sur leur trône. Ils ne se déplaçaient que rarement. Pie VI, sur un coup de tête, voulut rencontrer l'empereur d'Autriche, Joseph II, pour le convaincre de cesser sa politique de contrôle tatillon des activités de l'Eglise. Mal préparée, l'équipée de 1782 fût un échec. Le même Pie VI et son successeur Pie VII furent arrêtés et transférés en France. A cette occasion, les Français aperçurent la figure du pape qui pour eux était un personnage mythique ! Pie IX se promenait dans Rome et se dota d'un train ! Mais, de 1870 à 1929, le pape prisonnier volontaire au Vatican n'en sortit jamais ! Même après la création de l'Etat de la Cité du Vatican. Jean XXIII, avant le concile, se rendit en pèlerinage à Lorette et Paul VI, après son pèlerinage en Terre Sainte (1964), accomplit six grands voyages à travers le monde, rompant avec la tradition d'une papauté immobile au centre du monde (17).

(14) Jean CHÉLINI, *Jean-Paul II, pèlerin de la liberté*, Hachette Paris 1980, pp. 54 et suiv.

(15) *ibid.* pp. 121 et suiv.

(16) Joseph, cardinal RATZINGER, *Ma vie, souvenirs (1927-1977)*, Fayard, 144 p.

(17) Mais chacun de ses voyages a eu un but bien précis : Jérusalem, dans l'hiver 1964, pour rencontrer le patriarche Athenagoras sur la terre du Christ ; Bombay, le 2 décembre 1964, pour présider le 38^{ème} Congrès eucharistique international ; Fatima, le 13 mai 1967, comme pèlerin filial de Marie ; Bogota, en août 1968 ; en Afrique, en 1969, pour le Symposium des évêques africains ; et un ultime périple à la fin de novembre 1970, pour le Symposium des évêques d'Asie à Manille, la conférence épiscopale d'Océanie, et, au passage, l'Indonésie, Hong-Kong et Ceylan. Paul VI considéra ces voyages comme des gestes missionnaires, il n'en fit pas un moyen permanent de gouvernement et d'action pastorale.

Jean-Paul II a été le premier pape à considérer le pèlerinage apostolique comme une méthode de gouvernement pastoral. Il a renoué avec la mission des apôtres : « allez, évangélisez toutes les nations, vous les baptiserez au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit » (Matt 28,19). Les peuples doivent entendre la parole, or ceux, nombreux,... qui ne peuvent pas venir à Rome. Il a décidé d'aller à la rencontre des lointains et systématiquement, il parcourt le monde pour témoigner de la vérité de l'Évangile et de l'éminente dignité de l'homme, telle est la devise de son action. Charge épuisante s'il en est, d'autant qu'elle se combine avec la charge des diocèses d'Italie, dont le pape est le métropolitain.

La dimension politique de ces voyages ne saurait échapper à l'observateur ; non pas que Jean-Paul ait tenté de redévelopper une stratégie hégémonique à l'échelle du monde. Il n'a pas repris l'ambition de Grégoire VII dans les *Dictatus papae*, celle d'exercer la souveraineté du monde, la *dominium mundi*. Il n'en a pas pris non plus les risques. Sa vision est demeurée spirituelle et morale, mais, dans la mesure où il ne s'est plus contenté de méditer sur les fins dernières, d'ouvrir les voies du salut, mais où il a réclamé la liberté, la dignité, les droits fondamentaux des hommes, comme conditions premières à l'accomplissement humain et spirituel de la personne, sa prédication a dérangé tous les gouvernements qui opprimaient l'homme et les a ébranlés profondément. Ni les sandinistes, ni Bébé Doc, ni Pinochet n'ont résisté longtemps après sa prise de parole enflammée, déclinée sur place sans qu'on puisse l'étouffer. Il a puissamment contribué à la libération de son pays dont il avait fait un objectif prioritaire de son action. Parrain de *Solidarnosc*, conseiller écouté de Walesa, soutien inconditionnel des Polonais en lutte, il est apparu comme le libérateur de la Pologne et, par là, il a contribué puissamment à l'effondrement du communisme. Allié objectif de Gorbatchev, c'est en frère slave qu'il l'a reçu au Vatican en 1990, réalisant le plus extraordinaire rapprochement de l'histoire contemporaine ! Castro risque de mesurer bientôt, malgré ses dérobades, ce qu'il en coûte de recevoir le pèlerin de la liberté !

Vingt années bien remplies

Le bilan de vingt ans de règne est extraordinairement positif. Je ne pense pas que Jean-Paul II se retournant sur son action passée, se livre à quelques exercices d'autosatisfaction. Mais l'observateur extérieur peut considérer qu'il a pris une part décisive dans l'histoire des deux dernières décennies et qu'avec lui l'Église s'est avancée à la rencontre du monde comme l'avait souhaité Paul VI dès 1963 dans *Ecclesiam suam*, pour dialoguer avec lui et cheminer ensemble (18). Cette constatation ne désarmera pas les adversaires, les critiques nombreux, même parmi les catholiques ; mais il est rare qu'un pape fasse l'unanimité. Paul VI ressentait si fort les oppositions à la fin de sa vie, qu'il souhaitait mourir pour qu'un autre reprenne le fardeau. Jean XXIII n'a pas eu le temps dans son bref pontificat de mesurer les hostilités. Il a mangé le pain blanc des réformes. Eût-il régné plus longtemps, qu'immanquablement il aurait souffert la critique comme tous les autres.

La durée du règne de Jean-Paul II, la multiplicité des actions entreprises, fournissent déjà autant d'occasions d'opposition, de colère et de mécontentement. Dans ce peuple fidèle, les extrêmes proclament leur hostilité. Un noyau dur d'intégristes continue la guerre de Mgr Lefebvre, mort excommunié. Mais désormais ce courant se comporte davantage comme une secte que comme une fraction de l'Église catholique. Le gros des Lefebvristes a rejoint dans l'Église les courants traditionalistes. Les tenants de la théologie de la Libération ont quitté le devant de la scène en Amérique latine et les églises d'Afrique recherchent, avec Rome et non pas contre Rome, à mieux forger leur identité. A travers réunions et synodes régionaux, Jean-Paul II a fait avancer et mûrir les problèmes internes de l'Église, même s'il n'a pas réussi à tous les résoudre par le dialogue - célibat ecclésiastique et coordination des femmes.

Demeure la contestation sur les problèmes de société, l'avortement, la contraception, le maria-

(18) Encyclique programme de Paul VI dans laquelle il distingue les différentes étapes du dialogue de l'Église avec elle-même, avec les autres chrétiens, avec les autres religions, enfin avec le monde de l'incroyance, chaque interlocuteur étant considéré comme un cercle concentrique au noyau de l'Église, mais de plus en plus éloigné d'Elle.

ge des homosexuels et autres points chauds de la bataille menée par des groupes soucieux pour beaucoup d'entre eux de supprimer contraintes et barrières pour établir une société totalement permissive, qui aurait rompu avec tout l'héritage chrétien. Comment accuser le pape de combattre fermement ces tendances ? Renversons les rôles : que penserait-on d'un pape qui approuve l'avortement, la liberté sexuelle et les diverses formes d'homosexualité. Dans ce domaine, le pape mène un combat difficile à contre-courant de la mode, mais tout à fait conforme aux exigences de sa charge. Tous ceux qui se dressent contre lui, y compris dans le camp catholique, savent bien qu'il est cohérent avec lui même, avec la tradition de l'Eglise et l'héritage de l'histoire, mais soit par passion, soit par aveuglement, soit par conviction philosophique différente, ils l'accusent de passéisme pour disqualifier son enseignement. Jean-Paul II se situe dans la continuité romaine, de Léon XIII à Paul VI, en passant par Pie X, Pie XI et Pie XII, et Jean XXIII. Sur tous ces problèmes moraux, l'enseignement de la papauté est continu.

*

**

Que va être la fin de ce pontificat avec un pape physiquement diminué ? Qui succédera à Jean-Paul II ? Deux questions auxquelles il est à la fois facile et difficile de répondre. Certes la santé du pontife est bien mauvaise. Il est douloureux de voir ce pape qui, jusqu'en 1990, était à la fois solide et de belle prestance marcher

avec hésitation et souffrir d'un tremblement parkinsonien. A la séduction des débuts succède une sympathie chaleureuse pour cet homme qui subit la loi de l'âge et s'efforce dans la douleur de surmonter un handicap. On voit bien ainsi qu'il est un homme qui n'échappe pas à l'humaine condition : c'est une leçon pour tous les catholiques fidèles. Même si, un temps, j'ai pensé le contraire, il continuera jusqu'au bout, jusqu'à la convocation du Seigneur, sa lourde tâche. Et si Dieu permet qu'il arrive au jubilé de l'an 2000, ce ne sera pas le triomphe d'un pape glorieux au zénith de sa puissance mais l'affectueux adieu du peuple chrétien à son vieux guide qui va partir.

Spéculer sur le futur pape serait une vaine démarche. Le concours des pronostics est ouvert depuis dix ans et les meilleurs *papabili* ont vieilli à leur tour et ne sont plus dans la course. D'autres émergent, moins connus.

Certains voient dans le nouvel archevêque de Vienne, le cardinal Christophe Schönborn, un dominicain qui dépasse à peine la cinquantaine, le candidat idéal par son âge, ses compétences et sa vigueur. Mais peut-être les cardinaux hésiteraient-ils à nommer un pape jeune qui règnera longtemps ? La seule certitude est qu'ils n'élimineront pas un autre Polonais. Il est des expériences que l'on ne fait qu'une fois !

Jean CHÉLINI

Drames dans les tribus intellectuelles

(1898, 1949, 1998)

par René PUCHEU

Par un dimanche matin brouillissant de l'hiver dernier, *Henri Amouroux* surgit «dans le poste» - comme on disait jadis.

On était le 24 janvier. Que voulez-vous qu'il contât à *Brigitte*, sa comparse de *France Inter* ? Sinon les premières audiences du procès *Kravchenko* contre *Les Lettres françaises*, commencé, précisément, le 24 janvier 1949 ?

Ecoutant *Henri Amouroux*, voilà que je me mis à faire du «mauvais esprit». Quelque diable à l'oreille me glissa : «Hélas, pour les *intellos* (*de gauche*) les années se suivent et ne se ressemblent pas !»

De Dreyfus en Kravchenko

Ricanant sur son «*devoir de mémoire*», ce diabolotin me rappela que les *intellos* étaient entrés en l'an 1998, triomphants et flamboyants, brandissant haut et fort la gloire de *Zola* et de *l'Affaire*.

Orchestrant d'autant plus ce glorieux centenaire du «*J'accuse*» qu'il tombait à point ! Il permettait de neutraliser, plus ou moins, l'effet désastreux produit par la publication du *Livre noir du communisme* et de la polémique auquel il donna lieu, fin 97, début 98 (cf. *France-Forum*, 2^e trim. 98) ; polémique prolongée, par la suite, avec le livre de *Pierre Rigoulot* et *Ilios Yannakakis* : *Un pavé dans l'histoire*. (Ed. R. Laffont 1998) (1).

«Aussi souvent moqués qu'adulés, dénoncés comme des professionnels de l'indignation, pétitionnaires mécaniques, penseurs égarés, les *intellos* sont toujours là. Heureusement ! se vantèrent-ils dans *Libé* (12/01/98). Holà ! la bonne conscience ne serait-elle plus le privilège des bourgeois dits de Droite ?

Cependant, soyons juste ! *L'Affaire* relevant du consensus national, les «*intellectuels*» du *Figaro Littéraire* (08/01) ne furent pas en reste -

«*L'Affaire Dreyfus : quand la plume rend la justice*».

Diantre ! Tout de même, *E. Leroy-Ladurie* se laissait aller à ironiser : «*La France dénombrait cette année-là, en son subconscient, des dizaines de millions «d'antidreyfusards» ; elle compte aujourd'hui plus de cinquante millions de dreyfusards. On n'arrête pas le progrès*» (Fig. Lit. 06/01).

A l'évidence, le cinquantenaire évoqué par *Henri Amouroux* prête moins à la gloriole !

Le procès *Kravchenko* ? Un bien triste épisode ! En quel temps vit-on plus d'aveuglement fanatique ? Pour en remettre en mémoire le climat, limitons-nous à un seul épisode. On l'extrait de *Le siècle des intellectuels* par *Michel Winock* (*France-Forum* - 2^e trim. 98).

Le R.P. Riquet, jésuite fameux, ancien déporté, prédicateur du carême de Notre-Dame, ayant fait allusion aux «camps» soviétiques dans un de ses sermons à forte audience radio, *Pierre Daix* ne crut-il pas devoir prétendre : «*Je voudrais dire tranquillement qu'il existe, en effet, en URSS, des camps de rééducation. Que l'URSS ne les a jamais cachés. Qu'elle considère à juste raison qu'ils constituent, par leur réussite dans le relèvement des criminels, un des plus beaux titres de gloire du régime soviétique*» (*Lettres françaises* - 21 avril 1949).

Du clerc de rêve en intello tel quel

Epoustouflant ? Ahurissant ? Enorme ? que les *intellos*, héritiers des *dreyfusards*, soient «reconvertis», cinquante ans après *l'Affaire*, en défenseurs de *l'Inquisition* rouge !

Bof ! *L'Histoire* fourmille de retournements à

(1) Sur ce débat (interminable) ; cf. aussi : *François FURET-NOLTE* : *Fascisme et communisme* (Plon 1998) ; *Alain BESANÇON* : *Le malheur du siècle* (Ed. Fayard 1998) ; *Claude LEFORT* : *La complication. Retour sur le communisme* (Fayard 1999).

sensation !

Celui-ci est-il plus choquant que bien d'autres ? Une fois : *oui*. Deux fois : *non*.

Oui ! si l'on imagine le *clerc*, «*ange pur, ange radieux*» ! Si on le campe en héros et héraut de l'*Idée pure*, de la *Vérité*, de *Toute-la-Vérité*, de *Rien-que-la-Vérité* ; en champion de l'impavide et universelle *Raison*.

Or ce *clerc-là* est un mythe ! Le *clerc-idéologue*, entré dans l'Histoire au XVIII^e siècle, n'a jamais existé sur ce modèle. Ni quand on le nommait «philosophe». Ni quand il jouait les «prophètes», ni quand il avait des airs de «mage romantique» - pour reprendre les suggestives appellations de *Paul Bénichou*. Ni quand il s'est métamorphosé en «*intellectuel*», voilà quelque cent années.

Non ! Si l'on prend l'*intellectuel* tel qu'il est et ne peut pas ne pas être. Ni surhomme, ni, forcément, surdoué ! *Humain*, très humain.

Créature *fragile*, même. Dont les choix politiques, en faveur des *grands principes*, peuvent découler de *grands sentiments* ; mais, également, assouvir des *passions*, exprimer des *émotions*, provenir d'*ambitions*. Ou, tout simplement, être soumission conformiste à l'esprit de la tribu - car l'*intellectuel* est aussi soucieux que «l'homme quelconque» du qu'*en dira-t-on* en *Haute voire* en *Basse Intelligentsia*.

Les *Goncourt* prétendaient que «*tout homme de lettres est un individu biscornu...*». L'*intellectuel* ne fait pas exception. En tout cas, il est un personnage à forts paradoxes et à inextricable - ou presque - complexité.

A telle enseigne que ce «type» humain apparaîtrait de moins en moins limpide et transparent au fur et à mesure que se succèdent et s'accumulent les analyses, études, livres qui tentent de le radioscopier et de tirer au clair les règles de fonctionnement de ses tribus. Or, ces travaux ne cessent d'abonder.

Aussi bien, en a-t'on, fréquemment, rendu compte ici (2). Inutile, donc, d'aller plus à fond. Sauf à citer ce joli diagnostic, émis par *Jean Monnerot*, sociologue hétérodoxe et, par conséquent, peu cité :

«L'*intellectuel* ? est un affectif cérébral qui

poursuit les idées et les associations qui «l'*excitent*» (*La France intellectuelle* 1970).

Autrement dit, avant de descendre dans la rue, de pétitionner, de discourir, l'*intello* fait le tri dans ses idées et il privilégie celles qui correspondent à ses *passions*, qui lui permettent d'exorciser ses *peurs*, qui lui donnent la possibilité de «s'*éclater*».

Ce n'est pas une «nature» et un mode de «fonctionnement» qui incline à la stabilité des prises de position !

De désillusions en illusions

Non ! Encore *non* ! Si on observe que l'*intellectuel* est un humain *présomptueux*, impossible de s'étonner des mésaventures des tribus intellectuelles passant de la défense des *Droits de l'homme* à la justification du *Goulag*.

Il a abordé le siècle avec l'assurance que l'idée de l'homme et de la société qu'il avait dans sa tête était évidemment juste et vraie. En plus, entré dans la carrière en même temps que prenaient leur essor, sociologie, sciences sociales, sciences humaines et *tutti quanti*, il n'a pas douté un seul instant qu'il n'y avait qu'à vouloir pour non seulement *changer la société* mais, si nécessaire, *changer de société*.

Pas modeste l'*intello* ! Du *Prométhée* plein la tête et le cœur !

Oui mais... le Destin, les dieux, les diables, la «force des choses» - on ne sait comment écrire - n'aiment pas être violés. A suivre le cheminement des *intellectuels* et des *intellos* au fil du siècle, on éprouve l'impression qu'ils se sont plu à le piéger ! Une sorte de cycle infernal, à plusieurs temps !

Et cette dramatique commence dès l'*Affaire* ! Le Destin semble offrir à l'*intellectuel* une occasion d'entrée en scène tonitruante. Mais ne s'y est-il pas brûlé ses jeunes ailes ?

S'il est sévère - encore que... ? - de prétendre que «*la révolution dreyfusienne révéla que les intellectuels n'avaient pas de pensée politique*» (*J. Monnerot*, op. cit.), il est certain que l'*Affaire*

(2) Notamment : *France-Forum* janv-mars 1987 ; oct-déc 91 ; avril-juin 96 etc. cf. aussi : Rémy REIFEL. *Les intellectuels* sous la Ve République (1993 ; Pluriel 3 vol.) un quasi Who's Who de l'*Intelligentsia*.

passée, les *désillusions* suivirent en cascade. Nul ne fut épargné. Ni les socialistes, ni les pacifistes, ni même les nationalistes.

Si, comme l'imaginait *Albert Thibaudet*, les années 1890-1920 forment un tout, on pourrait oser les nommer «*l'âge des désillusions*» et les caractériser par le mot célèbre de Péguy : «*Tout commence en mystique et finit en politique*». Mot révélateur, mot significatif qui n'a cessé de hanter bien des *intellectuels* et de les empêcher de «*penser la politique*», si la politique est pensable.

En 1969, *Raymond Aron* publia un livre titré *Les désillusions du progrès*. Or, ces désillusions suscitaient, déjà, des états d'âme dans les années 1890-1920/30. En 1996, *Viviane Forrester* a lancé un livre qui fit un malheur, nommé *L'horreur économique* (Ed. Fayard). On n'aurait pas de peine à montrer que cette horreur sous-tend, aussi, ces années du «*premier âge*» des *intellos*.

Dans cette optique, il est tentant de supposer que, sous le coup des déceptions accumulées, l'*intello* en vint à imaginer que, puisque «*tout commence en mystique et finit en politique*», la seule issue sensée de sortir de ce cycle infernal serait de convertir la *politique* en *mystique*.

Et ce fut l'embarquement dans les «*religions séculières*». Ce fut le *deuxième âge*, celui des *messianismes*. Comme on peut soutenir qu'il prit son essor en 1917 et que ce fut *Pol-Pot* - si l'on en croit *B.H.L.* - qui l'acheva vers 1977, le procès *Kravchenko* vint juste à la mi-temps et à l'apogée de l'emprise du messianisme communiste sur les *intellectuels* français.

Inutile de s'attarder sur cette période. *François Furet* l'a intelligemment analysée dans *Le passé d'une illusion* (désormais en édition de poche) que l'on présenta ici (*France-Forum*, juillet-sept. 95).

De Prométhée en Saint Sébastien

Plutôt, venons-en, à l'*aujourd'hui* ; à ce *troisième âge* qui paraît vouer l'*intello* au *désenchantement*.

Ah ! vraiment ! les dieux ou démons qui commandent la «*force des choses*» sont impitoyables !

Il y eut, d'abord, une sorte de traversée du désert (77-89). Certains *intellectuels* en profitèrent pour revoir et corriger les fonctions de l'*intellectuel* - d'où la fondation de la revue *Commentaire* (1977) par *Raymond Aron* et *Jean-Claude Casanova*, ainsi que le lancement de la revue *Le Débat* (1980) par *Pierre Nora* et *Marcel Gauchet*.

Les *intellos* pur sang au contraire s'enfermèrent dans un silence boudeur à l'encontre de la Gauche au pouvoir.

Puis vint 1989 avec la retentissante *chute du mur* qui fit se lever une nouvelle *Grande Illusion*. Sinon celle de la *fin de l'Histoire* - encore que... - du moins celle du triomphe de la démocratie pour les siècles des siècles !

Et, encore une fois, patatras !

«*La fin de la démocratie ?*» titrait *Courrier International* en mars 1998 (04/03/98). Et d'explicitier, ainsi, sa question : «*En Asie, en Afrique, en Europe, le constat est partout le même : la démocratie promise à tous n'est pas à la hauteur des espérances. D'où la question que se posent nombre d'observateurs, politologues, journalistes et philosophes : la démocratie ne serait-elle qu'un moment passager de l'histoire de l'humanité ?*»

Concédez-le moi : impitoyable le Destin !

D'où cet aveu énorme, signé *François Furet* :

«*L'idée d'une autre société est devenue impossible à penser, et d'ailleurs personne n'avance sur le sujet, dans le monde d'aujourd'hui, même l'esquisse d'un concept neuf : nous sommes condamnés à vivre dans le monde où nous vivons...*»

Pour qui sonne le glas ? L'«*intellectuel*» croyait avoir pour raison d'être de refaire la société, selon les *grands principes* et les *grands sentiments*. Et c'est raté ! Ou presque !

L'*intello-Prométhée* finit en *intello-Saint Sébastien* !

Autant va-t-il les emporter à jamais, ces *intellos*, le vent de l'Histoire ?

Pas de précipitation ! Prudence ! D'autant que *intellectuels* et *intellos* adorent se donner des frissons, annoncer leur mort, prédisant, sur la

même lancée, la fin de la civilisation !

Le probable est qu'un jour ou l'autre à l'*intellectuel version XX^e* succèdera un *clerc nouveau genre*. Qui et comment sera le *clerc-internet* ? Laissons cela !

Aujourd'hui, quand commençait 1999, où en étaient-ils *intellectuels* et *intellos* ?

Comme d'habitude !... à tout penser, à imaginer, à discourir, à manifester, à pétitionner pour que le monde ne soit pas *prose, prosaïque et quotidien* ! Pour, au contraire, faire en sorte qu'il s'y passe quelque chose à tout moment (comme aux *Galleries Lafayette*) ou qu'il *paraisse* s'y passer quelque chose. Bref qu'il y ait du *drame* dans l'air.

Aussi bien, *François Furet* l'avait-il, justement, pronostiqué. Aussitôt après la confession que l'on vient de citer - «*Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons*» - il s'empressait d'ajouter :

«*C'est une condition trop austère et trop contraire à l'esprit des sociétés modernes pour qu'elle puisse durer*» (op. cit. p. 572).

Voilà qui explique qu'en 98, les *intellos* tentèrent de *réenchanter le monde*, soit en *positivant*, soit en criant à l'*horreur*, soit en revenant aux *grandes traditions* !

On peut, en effet, «lire», ainsi, deux des faits les plus marquants de 1998 : le grand assaut des *Bourdivins* contre les *Saint-Simoniens* et l'*appel* du 4 septembre.

Des Saint-Simoniens dominants et ré-enchanteurs

Or, donc, quand le printemps fut venu, les *Bourdivins* se mirent à s'en prendre avec rage et vigueur aux *Saint-Simoniens*.

Les Saint-Simoniens ? Chacune et chacun d'entre nous, nous en avons rencontrés.

Attention ! Ce disant, on ne fait pas allusion à ceux que nous présente *Balzac* qui avait de l'inclination pour eux... Ceux-ci étaient encore tout férus des leçons de leur fondateur et maître, le *Comte de Saint-Simon*, et ils se prenaient pour des élus de Dieu :

«*Dieu a donc commandé... que le premier degré de considération sociale finirait par appartenir aux savants, aux artistes et aux industriels ; que la direction de la société passerait entre leurs mains...*»

Ceux que l'on peut voir et toucher dans presque tous les centres de décision de la société française actuelle sont moins providentialistes et plus démocrates. D'autant qu'ils se rattachent plus immédiatement à ce «type» nouveau qui a émergé - de cette «famille d'idées» qu'*Albert Thibaudet* nommait l'*industrialisme*-, dans les années du *mendèsisme* (1954-1955) : l'*intellectuel-expert*.

Il reste que, comme l'affirmait pertinemment *François Perroux*, «*il y a une pensée saint-simonienne*» (*Industrie et Création collective*. PUF 1964) dont, selon lui, à travers «*la diversité luxuriante des esprits et des tempéraments*», l'idée fixe reste de «*chercher une organisation qui renouvelle les élites, en empêchant que l'industrie détruise la société, que la société ne détruise l'industrie et que l'une et l'autre ne détruisent l'homme*» (p. 23).

C'est, bel et bien, dans le sillage de cette idée qu'est née, au mois de décembre 1982, de la rencontre de *François Furet*, *Roger Fauroux*, *Pierre Rosanvallon*, *Emmanuel Leroy-Ladurie*, *Pierre et Simon Nora*, *Alain Minc*, notamment, la *Fondation Saint-Simon*.

Cette *Fondation* est, actuellement, l'institution centrale et dominante de la culture économico-sociale, voire politique, française, grâce à son prestige, aux documents qu'elle suscite ou produit et diffuse, surtout aux réseaux de responsables industriels, de l'économie, de journalistes, soit liés à elle, soit «branchés» sur elle, soit influencés par la force de «l'effet de halo» qui émane de l'institution et de son image.

Lui consacrant une enquête intéressante et circonstanciée son adversaire idéologique *Le Monde Diplomatique* (septembre 1998) croyait pouvoir qualifier le rôle et la philosophie de la *Fondation*, sous le titre «*Les architectes du social-libéralisme*». C'est trop sommairement écrire. Encore que cette caractérisation se puisse soutenir.

Cependant, le plus original de l'intellectuel

saint-simoniens est, probablement, dans son rapport au monde et à l'économie.

De celle-ci, il n'a pas horreur. Mélangeant *saint-simonisme* et *teillardisme*, il se laisserait aller à y voir «*la création continuée*». Cette vision positive de la chose économique a été la grande innovation de cet *intellectuel-expert* qui, d'ailleurs, se sent, surtout, «*ingénieur du social*».

Quant au monde, il ne le sent pas en noir. François Furet se sentait *condamné à vivre dans ce monde où nous vivons*. Le *Saint-Simonien* pur sang - en vérité, il faudrait affiner la radioscopie : il est des *saint-simoniens purs*, des *saint-simoniens aroniens*, des *saint-simoniens teillardiens* etc. - ne se sent pas *condamné*. Ce monde ? Il n'est pas malheureux d'y vivre.

Il éprouve même une certaine volupté à y exister. Parce qu'il excite sa curiosité, d'autant plus que sa passion est de le comprendre, d'en percer l'*opacité*. Parce qu'aussi, ce monde, il ne le perçoit pas comme figé.

Significatif est ce titre d'un ouvrage de la *Fondation (Calmann-Lévy 1998)*, présentant l'analyse d'une vingtaine de «révolutions», tant de la vie privée que de la vie sociale etc : «*France : les révolutions invisibles*».

En page 4 de couverture, on glane des petites phrases qui ont des accents de manifeste :

«*La France est engagée dans une mutation radicale mais nous la comprenons d'autant moins que la réalité est très en avance sur le langage idéologique... Nous sommes en train de vivre une rupture décisive... ; le douloureux travail d'accouchement d'une nouvelle France... Le malaise français ne vient pas d'une société bloquée... (mais) de la difficulté d'appréhender «la troisième révolution» dans laquelle nous fait entrer la convergence...»*

A coup d' «*utopie rationnelle*», prétendent-ils, les *Saint-Simoniens* réenchangent le mode sociétal !

Et Bourdieu créa les Bourdivins !

Attention ! Les *Saint-Simoniens* existent ! Vous en avez rencontrés. Moi aussi ! Ce «type» pullule !

Les Bourdivins ? Eux, en revanche, n'existent pas ! On rencontre des *bourdieusiens*, disciples, admirateurs du fameux sociologue *Pierre Bourdieu*.

En écrivant les *Bourddivins*, je prends quelque liberté avec la rigueur. A peine, toutefois. Car, c'est un fait qu'à plusieurs reprises, depuis 1995, *Pierre Bourdieu* a été la figure emblématique d'une mosaïque de forces politico-culturelles, idéologiquement et sociologiquement hétérogènes mais se reconnaissant en ses prises de position : cinéastes défendant les *sans-papiers*, militants d'*Act-Up*, de *SUD*, de *Droit au Logement*, écrivant dans *Le Monde Diplomatique*, *Alternatives*, *Télérama*, partie du public de *Marianne*, etc.

Bref, cette sorte de tourbillon instable que d'aucuns nomment la *Gauche rouge (Nouvel Obs 14-20/05/98)*, voilà les *Bourddivins*.

Aussi bien, est-ce, ainsi, qu'a été perçu le phénomène au printemps 98 :

«*Et Bourdieu créa la Gauche absolue*» trompait-on dans *Le Nouvel Obs (14-20/05/98)* - bien que *Bourdieu* n'y fasse pas l'unanimité - avant d'annoncer :

«*Maître à penser des nouveaux mouvements protestataires, professeur au Collège de France, il est de toutes les luttes. Ses idées portent. Ses livres s'arrachent. Un activisme qui agace beaucoup d'intellectuels...»*

Comme quoi, - et il est intéressant de le remarquer dans le cadre de ces propos, d'autant que ce fait module quelques-unes des interrogations ci-dessus - les *intellos* peuvent encore servir ! Il est des phases des mouvements sociaux au fil desquelles ils peuvent jouer le rôle de porte-parole ou d'attestateurs ou davantage.

Ces constatations faites, quelques questions viennent à l'esprit. Notamment celles-ci : comment et pourquoi *Pierre Bourdieu* ?

Ce fut en 1993 que les *Bourddivins* commencèrent à prendre corps : quand parut *La Misère du monde* (Ed Seuil 1993 ; 80.000 ex. depuis 1998, en Points-Seuil).

Ce livre de 1.300 pages (dans son format poche) publiait une cinquantaine d'interviews, réalisées par des chercheurs dirigés par *Pierre*

Bourdieu et destinées à faire «comprendre les conditions d'apparition des formes contemporaines de la misère en France, non seulement les «souffrances sociales» mais également les souffrances individuelles.

Ensuite, dans la logique de cette approche, vinrent les «actions directes» de décembre 95 :

- le 5 décembre, «l'appel des intellectuels en soutien aux grévistes» (signé par P.B. avec de nombreux militants des «gauches de la gauche») lancé en réplique à la pétition «Pour une réforme de fond de la Sécurité Sociale» d'*Esprit* et de *Saint-Simoniens*, en faveur du «plan Juppé», soutenu, aussi, par *Nicole Notat*.

- le 12 décembre suivant, la descente à la Gare de Lyon, pour proclamer : «Je suis ici pour dire notre soutien à tous ceux qui luttent depuis trois semaines contre la destruction de la civilisation».

Bourdieu monte en première ligne

Puis, sur la lancée - et très originalement -, en vagues serrées, surgirent les petits livres - à 30 Frs ! - de la collection *Liber-Raisons d'agir*, dirigée par P.B.

Parmi les titres : P.B., *Sur la télévision* (Ed. 96 : 100.000 ex.) ; *Serge Halimi, Les nouveaux chiens de garde* (1997 : 125.000 ex. - il s'agit d'une dénonciation virulente des connivences journalistiques) - ; *Keith Dixon, Les évangélistes du marché* (sept. 98), etc.

Enfin, au printemps (98), des tirs nourris. Publication de «*Contre-Feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*» (P.B. Coll. *Liber.*, avril 98).

En outre, à la «une» du *Monde* (08/04), prise de position vigoureuse, «*Pour une gauche de la gauche*», proclamant :

«*La gauche de base croit encore à la République sociale. Il est temps que le quatuor Jospin, Chevènement, Hue, Voynet se rappelle que les majorités de gauche ont conduit au désastre chaque fois que...*»

En plus, presque simultanément, nouveau petit *Liber* blanc : «*Le «décembre» des intellectuels français*» (J. Duval, F. Lebaron, C. Gaubert, D. Marchetti, F. Pavis), tir au canon

contre les *Saint-Simoniens*, par le biais d'une charge, sabre au clair, contre la revue *Esprit*. De manière regrettable, l'attaque n'en restait pas sur le plan des idées. Trop d'implications *ad hominem* dans ces pages !

Au bout de cet avril, *Le Monde* (08/05) commentait :

«*Pierre Bourdieu devient la référence intellectuelle du mouvement social. Le sociologue avait déjà nourri la révolte étudiante de 1968 avec «Les Héritiers». Alimentant, aujourd'hui la réflexion de ceux qui ne se reconnaissent pas dans la gauche gouvernante, il est au centre d'un mouvement qui déborde de l'université vers le militantisme...*»

Impossible que cette célébration dans le quotidien des *intellos*, que le petit *Liber*, hyper agressif, exhumant les passions antagonistes du décembre 95, ne provoquent pas de réplique.

De fait, elle ne se fit guère attendre. Dans la livraison de juillet d'*Esprit* - qui, voilà bien des années (voir n° de mars 1980) avait, déjà, émis de fortes critiques contre les théories sociologiques de P.B. - *Olivier Mongin*, directeur, et *Joël Roman*, l'un des rédacteurs en chef, dénonçaient : «*Le populisme, version Bourdieu, ou la tentation du mépris*». Or, pour la tribu *Esprit* accuser de *populisme* n'est-il pas l'équivalent de «*écrasons l'infâme !*» ?

Par ailleurs était publiée une descente en flammes - pour ainsi dire - contre l'ensemble de l'œuvre de P.B., signée par *Jeanine Verdès-Leroux* : «*Le savant et la politique. Essai sur le terrorisme sociologique de Pierre Bourdieu*» (*Grasset* 98).

Au fil des 248 pages, y étaient dénoncés la «*sociologie à l'estomac*» de P.B., son «*monde fantasmagique... de luttes inexorables, inexpiables, permanentes, éternelles, sans répit, sans issues*» (p. 14). Et de s'écrier : «*Comment tant d'erreurs peuvent-elles être énoncées avec tant d'arrogance, de cuistrerie*» (p. 26).

Donc, nul, archi-nul, P.B. ? L'ennui est que, si P.B. est nul, les trois quarts de la gent intellectuelle française ne peuvent l'être qu'encre davantage ! étant donné l'influence de certaines œuvres de P.B. - «*La reproduction*» (1970), notamment, - sur les décideurs acteurs de la

politique culturelle, voire de la politique de l'éducation.

Bourdieu par ci, Bourdieu par là !

Quoiqu'il en soit, c'était parti ! «*Le feuilleton de l'été des intellectuels a commencé*» annonça J. Macé-Scaron (Fig 02/07). C'était justement écrire, car ce fut un raz-de-marée médiatique :

«*L'affaire Bourdieu*» (Fig 02/07, 1 page signée J. Macé-Scaron) ; «*Bourdieu ou le mâle absolu*» (Libé 27/08) ; «*Le cas Bourdieu en examen*» (Mde 28/08) ; «*La Rentrée chahutée du Professeur Bourdieu*» (Point 29/08) ; «*Pierre Bourdieu : Radioscopie d'un phénomène*» (Philippe Tesson Fig Littéraire 03/09) ; «*Pierre Bourdieu : l'intellectuel dominant*» (Magazine Littéraire Oct : 50 pages) ; «*L'affaire Bourdieu divise les intellectuels*» (Lire Oct) ; «*Pierre Bourdieu, rédacteur en chef invité : «Joyeux Bordel»» (Les Inrockuptibles 16/12), etc.*

Ces titres, piochés au hasard, le signalent. Les médias vedettisèrent *Pierre Bourdieu*.

Normal ! Les medias ont besoin de stars. Or, un Prof au Collège de France, auteur de quelque trente livres, directeur de revues, à renommée internationale, ça ne peut qu'être profitable !

Ce faisant, comme souvent, les medias rôdèrent autour d'une véritable énigme. Tout en négligeant la question essentielle.

A longueur de pages, on mit P.B. au scanner. Admettons-le ! Il y avait de quoi ! Deux circonstances, au moins, légitimaient que *Bourdieu* fût soumis à, au moins, deux questions.

Naguère, il avait, solennellement, édicté : «*Tout sociologue doit combattre en lui-même le prophète social que son public lui demande d'incarner...*» (in *Le métier de sociologue*. Ed. Mouton, 1968 - Ed. revisitée, 1973). Conséquemment, en Mai 68, pour éviter la tentation, P.B. s'était retiré en sa maison. Logique !

Encore que ce ne fût pas la première fois qu'il fût un accroc à sa règle de vie - il soutint la candidature *Coluche* en 80 -, ne la violait-il pas, cette fois-ci, carrément ? Pourquoi donc cette contradiction ?

Surtout, en quoi et comment P.B. peut-il aider

des femmes et des hommes en lutte, alors que toute son œuvre de sociologue conduit à penser qu'à la *domination*, il n'y a pas d'après ?

En effet, ses analyses tendent à démontrer que la structure fondamentale des sociétés est non seulement la domination des dominants mais la *reproduction* irrésistible de celle-ci, puisque les dominés la trouvent «naturelle» et que, même quand ils en ont pleine conscience, ils l'accroissent plus qu'ils ne s'en libèrent ?

Ainsi, la lecture de l'œuvre de P.B. porte à penser qu'il n'existe ni ne peut exister de société *sans domination*. Voilà une sociologie qui ne nourrit pas l'illusion. Il est évident que les interprètes les plus sympathiques à P.B. ne parviennent pas, malgré leurs efforts, à trouver, dans la pensée de P.B., une échappatoire à la «loi d'airain» de la domination (significatif le livre de *Louis Pinto : Pierre Bourdieu et la théorie du monde social*. Ed. Albin Michel 1999).

L'urgence, venue du chaos

Ces objections sont justes. Cependant les prises de position de P.B., y échappent, à les lire de près. D'une part, *Bourdieu* ne s'est pas fait marchand d'utopie. D'autre part, il n'intervient qu'en état d'urgence. Les premiers mots de ses *Contre-Feux* sont clairs et sans ambiguïté :

«*Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*»

lit-on en sous-titre et, à la huitième ligne, est indiqué que cette publication veut «*fournir des armes utiles à tous ceux qui s'efforcent de résister au fléau néo-libéral*».

Quant aux dernières pages, elles sont intuitives : «*Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limite*» (p. 108).

On y lit que «*l'utopie néo-libérale tend à s'incarner dans la réalité d'une sorte de machine infernale dont la nécessité s'impose aux dominants eux-mêmes... (que seules) la permanence ou la survivance des agents de l'ordre ancien en voie de démantèlement... font que l'ordre ancien ne s'effondre pas dans le chaos...*» (p. 117).

Le chaos ? Précisément, voici un mot-clé. Pour comprendre les *Bourdévins*, pour saisir

l'ampleur et la profondeur de l' «antagonisme» - car c'est plus qu'un «conflit», comme eût dit François Perroux, qui les dresse contre les Saint-Simoniens, il faut déborder Bourdieu et ouvrir ou lire «Géopolitique du chaos» (Ed. Galilée 1997), le livre publié par Ignacio Romanet, le directeur du Monde Diplomatique (700.000 ex.).

Si, comme on l'a précédemment fait pour «France : révolutions invisibles», le dernier livre des Saint-Simoniens, on se met à glaner, dans celui-ci, aussi, des titres ou des petites phrases, on cueille : «Montée des inégalités et des discriminations», «La planète mise à sac», «Les villes à l'assaut de la Terre», «L'agonie de la culture», «Vers une civilisation du chaos ?»

On est loin du regard voluptueux sur la France en mutation, à piloter vers la «troisième révolution», des intellectuels-experts saint-simoniens. L'intellectuel-critique bourdivin voit l'univers en noir ; au point que le chaos est en train de s'ouvrir sous nos pieds. Et lui ne nous sort pas une révolution de sa manche. Même si certains bourdivins affirment : «un autre monde est possible» (Mde Diplo. sept).

Qui a prétendu, un jour, que les idéologies, c'était fini ! Du moins, on ne risque l'ennui ni avec les uns ni avec les autres, intellectuels-experts et intellectuels-critiques nous permettent d'échapper à un monde trop quotidien, trop prosaïque. Par la magie de la «mutation radicale» ou de «l'horreur économique» du néo-libéralisme, l'aujourd'hui est ré-enchanté. Donc vivable pour les intellectuels et les intellos !

Pendant, il semble que d'aucuns trouvent ces élixirs un peu forts. D'où le choix d'une autre idée motrice : la République.

Bien sûr, République est revenu à la mode, depuis plusieurs années. Lionel Jospin étant Premier Ministre, la vogue s'est intensifiée.

Sous la forme d'adjectif, elle court, elle court... la République. Il n'est bruit que de valeurs républicaines, de droite républicaine, d'ordre républicain et même de baptêmes et de parrainages républicains. Il est des débats, même sur France-Culture, même chez le sérieux A. Finkelkraut, au long desquels républicain prend des airs de potion magique !

L'appel à la République

Evidemment, l'appel publié dans *Le Monde* daté du 4 septembre 1998 (jour de la fête de sainte Rosalie) a, encore davantage, «branché» les intellos sur la République ! D'autant que le ton était d'une solennelle gravité :

«Républicains, n'ayons plus peur... Quitte à dramatiser les enjeux, osons dire que la République doit aujourd'hui être refondée...»

Quant aux signatures ! un cocktail «biscornu» - eussent écrit *Les Goncourt* - des grands noms de la Haute-Intelligentsia : Régis Debray, Jacques Julliard, Blandine Kriegel, Olivier Mongin, Mona Ozouf, Anicet Le Pors, Paul Thibaud !

Pour éviter les malentendus - on suppose ! -, quelques semaines auparavant, Mona Ozouf (Mde 19/06) avait mis les points sur les i, en précisant que ladite République était celle qui «correspond à l'idée française de République».

Cette brillante historienne avait, aussi, souligné combien cette République était belle, grande, avantageuse, puisque cette idée républicaine, «contre la propension à penser l'humanité comme essentiellement hétérogène, divisée en races, en classes, voire en sexes, rappelle la possibilité d'une communication rationnelle. Contre l'indifférence d'une société apathique et atomisée, elle maintient... Contre la dérive ultra libérale, elle...»

En plus, comme en prime, cette «utopie d'un genre très particulier (est) assez modeste pour ne pas faire miroiter une réorganisation globale de l'univers social ; assez ambitieuse pour ne pas sacrifier les exigences d'une morale civique ; assez réaliste pour intégrer les divisions internes et le sens du possible...»

Enfin, en surprime, cette idée républicaine «porte l'espérance que nous ne sommes pas condamnés à la prose de l'ordre social comme il va...» - cette dernière garantie étant essentielle pour les intellos, toujours hantés par l'éventualité de l'ennui !

Surprise ? Ou non-surprise ? Cet appel ne fit pas l'unanimité. Si Jean-Claude Casanova le lut comme «un manifeste de bon sens» (Fig 17/09), Jean-Jacques Dupeyroux fulmina contre «lé

lamento péremptoire des «refondateurs», contre «toute cette brocante de «il n'y a qu'à» (Le Mde 17/09) et Alain Minc le condamna pour cause de glissement «De la République à l'ordre moral» (Mde 17/09), etc.

Alors, l'idée républicaine française serait-elle moins évidente, moins claire, que ne le suggérerait Mona Ozouf ci-dessus ? Comment ne pas en avoir la certitude à la lecture du numéro 1 de la nouvelle revue *Les Cahiers du radicalisme* (déc 98) titré, précisément, «Vive la République !» et qui, en 230 pages, nous offre une trentaine de contributions de qualité sur l'idée de République.

Non seulement les leaders politiques ne se font pas la même idée de la République - la République de Charles Pasqua ne coïncide pas avec la «République sociale» d'Alain Krivine etc. - mais, entre intellos même, c'est la bagarre. La République de Blandine Kriegel (3)

s'écarte de l'idée que s'en fait Régis Debray et, surtout, de celle de Marcel Gauchet ! etc.

Cette utopie républicaine serait, donc fort conflictuelle ? En outre a-t-elle une capacité motrice ? Dominique Schnapper le souligne : «La République devient raisonnable, et l'on mobilise mal les hommes autour d'idées raisonnables et souhaitables» (Cahiers p. 18).

La République étant inépuisable, restons - en là ! D'autant que, chiche ! - la chose est certaine - la République va agiter les intellectuels et les intellos pour longtemps encore. Les drames entre et dans les tribus intellectuelles que nous venons d'évoquer ne sont pas clos. Ce ne sont pas des affaires classées. Affaires à suivre, plutôt !

René PUCHEU

(3) Blandine KRIEDEL. *La Philosophie de la République* (Ed. Plon) Extraits de ce livre in *Les Cahiers du radicalisme* p. 117 (On reviendra sur ce livre).

DERNIÈRE MINUTE.

Au cours des 70 premiers jours de 1999, le «dramatique» combat Saint-Simoniens contre Bourdivins a été éclipsé par trois autres «engagements» - au sens militaire du mot -.

L'un a concerné plutôt les philosophes : Les Piètres penseurs de Dominique Lecourt les accuse d'être trop médiatiques et superficiels (Le Figaro Littéraire 21/01/99 et Marianne 18-24/01).

Une autre bataille a chaudement opposé les paritaristes aux anti-paritaristes. Elle a eu l'originalité de manifester la montée en puissance des intellectuelles, Gisèle Halimi et Sylviane Agacinski (épouse de Lionel Jospin) entraînant les paritaristes, Elisabeth Badinter et Evelyne Pisier emmenant les anti-paritaristes, le Sénat... et Bernadette Chirac (Fig. 04/03).

A en croire une source autorisée - Le Nouvel Obs 25/02-03/03/99 «les paritaristes ont gagné la guerre politique, mais elles ont perdu des points sur le terrain intellectuel».

Un troisième affrontement a été suscité par Philippe Sollers chantre de Casanova et de Saint Augustin. A l'évidence, ce sémillant écrivain caresse le rêve de buter Pierre Bourdieu hors de la place d'intellectuel dominant pour être consacré lui-même. Soit observé, en passant : un tel règne serait plus drôle !

En toute hypothèse, Ph. Sollers a créé un bel effet en publiant, à la «une» du Monde (28/01/99), un article

écrasant, de son mépris d'intello, la France moisie : «Elle était là, elle est toujours là ; on la sent, peu à peu, remonter en surface... La France moisie a toujours détesté pêle-mêle, les Allemands, les Anglais, les Juifs, les Arabes, les étrangers en général, l'art moderne, les intellectuels coupeurs de cheveux en quatre...»

Bref un morceau d'anthologie de l'incommensurable condescendance haineuse du Haut Intellectuel Rive Gauche à l'égard de ce que, naguère, les intellos qualifiaient de France profonde. Bizarre ce mépris, affiché dans ce texte à la gloire de Dany ! D'autant que c'est mus par de tels sentiments que Drieu et Brasillach se convertirent au fascisme et à la «collaboration» !

Les répliques fusèrent. Dans Le Monde, dans Le Figaro. En plus, l'hebdo Marianne amplifia le bruit en convoquant BHL et Edwy Plenel en défense, Daniel Bensaid et Guy Sorman en «contre», tandis qu'assez comiquement J.-F. Kahn proclamait «Halte au Feu... Il est temps de mettre un terme à l'esprit haineux d'exclusion et d'inquisition pour restaurer le vrai débat démocratique» (Marianne 08-14/02).

Reste qu'aux dernières nouvelles, tandis qu'il recevait à la Closerie des Lilas le Tout H I, ainsi que M. et M^{me} Jospin, ne se tenant plus, Sollers crut devoir en rajouter : «Non seulement la France moisit mais elle racornit» (JDD 28/02, chronique signée Michèle Stouvenot p. 10).

C'est fou, comme ils ont la fibre démocrate, les intellos de gauche !

Le Dictionnaire du sens interdit

par André LE GALL

Mémoire. Le procès de la mémoire vient de loin : «Nous ne travaillons qu'à remplir la mémoire et laissons l'entendement et la conscience vide». Montaigne formule déjà le réquisitoire qui justifie l'ensommeillement de la mémoire dans une heureuse et flatteuse inactivité. «Une de ces mémoires étonnantes souvent unies à la sottise» écrit Stendhal. La mémoire est la faculté des sots. Proclamer qu'on en manque, c'est sous-entendre qu'on compense par l'intelligence. Or «loin de porter ombrage à l'intelligence, la mémoire l'alimente, la suscite, lui fournit des matériaux» (G. Duhamel). Qu'il ait pu y avoir dans l'enseignement un abus du «par cœur», propre à former des mémoires engorgées de connaissances mal assimilées, inutiles, que certains programmes aient été indûment surchargés, il se peut. Que l'entendement doive aller de pair avec la mémoire, c'est pure évidence, pure banalité. Il est peut-être moins anodin de soupçonner que l'image dépréciée du singe savant ne sert qu'à légitimer celle du bachelier ignare, sujet fabriqué sur mesure pour subir sans protester les manipulations publicitaires et idéologiques dont les médias sont les vecteurs fébriles et tonitruants, soit par intérêt soit par prosélytisme.

Or, par un singulier paradoxe, c'est à ce sujet délesté de son passé, qu'on enjoint de pratiquer le devoir de mémoire, c'est lui qu'on somme de participer aux cérémonies du souvenir au motif, paraît-il, qu'ainsi il sera immunisé contre les résurgences du maléfique. On compte sans doute sur le sentiment bien connu du «déjà vu» et, pour combler les lacunes de la mémoire, on

s'applique à la remplir, à ras bord et à bas prix, par des productions de rattrapage qui sont l'occasion de lynchages en direct. «Ne jugez pas» était-il prescrit. Jamais on n'a autant voué de gens et d'époques aux vindictes collectives. Et c'est comme ça que le système de la mémoire tourne rond, politique de la terre brûlée d'un côté, reconstitution de la place de grève de l'autre. «On brûle les procès des grands criminels, pour abolir, pour effacer la mémoire de leur crime» nous enseigne le dictionnaire Furetière. Le premier article de l'Edit de Nantes de 1598 était pour prescrire : «que la mémoire de toutes choses passées... demeurera éteinte et assoupie comme de chose non advenue». Il faudrait savoir distinguer réquisitoire, amnésie, mémoire, récuser le réquisitoire, prévenir l'amnésie, protéger la mémoire. «Purifier la mémoire» certes, quand c'est pour l'apaisement, pour la vérité, pour la rémission des péchés. Reconnaître ses fautes, celles qu'on a commises et celles qui ont été commises par les hommes des institutions dont on a la responsabilité, condamner toutes les formes de violence qui ont été perpétrées au nom de la foi quand on est l'évêque de Rome, c'est répondre à la demande de justice plusieurs fois séculaire qui monte des profondeurs des geôles inquisitoriales, c'est parler de soi, avouer pour soi, prendre sur soi, c'est se libérer du passé, c'est ouvrir l'avenir. Au contraire quand la mémoire est un site dont on s'est militairement emparé, d'où l'on exerce la police de l'esprit, alors la mémoire devient le moyen d'un pouvoir, instrument d'asservissement et d'enfermement des peuples, le soubassement d'une entreprise d'ap-

propriation de l'histoire. On se souvient des exercices de réécriture historique qu'imposaient les évolutions politiques en Union Soviétique. L'événement passé devait, à chaque retournement, à chaque inflexion, se présenter dans la lumière du moment présent. Les compagnons et les complices de la terreur antérieure, victimes à leur tour de la terreur actuelle, en même temps qu'ils étaient précipités de la plus haute estrade du pouvoir dans les cellules de la Loubianka, étaient expulsés de l'histoire, effacés des pellicules photographiques et cinématographiques, socialement anéantis. Mais on ne peut pas faire taire tous les historiens, tout le temps et partout. La mémoire a ses amnésies, ses partis pris, ses retours sur image, ses revanches. Un jour, les photographies et les films épurés retrouvent leurs personnages. Par un retournement qui est comme l'ironie de l'histoire, cette fois c'est la proximité avec le maître qui précipite les compagnons du piédestal où leurs disciples les avaient placés. On les avait éliminés pour complaire au maître, voici qu'ils se trouvent entraînés, à raison de cette promiscuité même, dans l'effroi qui enveloppe la mémoire du tyran défunt. Ainsi il se révèle que Trotski fut seulement un rival malheureux de Staline, tous deux desservants efficaces de l'Etat terroriste de Lénine. L'amnésie protège les porteurs de sentences contre les introspections incommodes.

Transparence. Encore une chose pour laquelle il faut qu'on soit. Et c'est vrai que c'est dans l'opacité que se fomentent les grands crimes historiques. C'est vrai que s'il n'y avait pas eu

les écrivains pour écrire, la presse pour imprimer, c'est vrai que le capitaine Dreyfus serait mort à l'Île du Diable, c'est vrai qu'une institution préférera toujours une iniquité à l'aveu d'une erreur, c'est vrai que la publication ou le risque de publication est une protection, parfois la seule, contre la manipulation de l'opinion, le trafic de signification, la corruption discrète, l'extermination qui ne laisse pas de trace, c'est vrai que le citoyen a le droit de savoir certaines choses.

Reste que, sous l'invocation flatteuse du droit à l'information, se profile une société de provocation, d'intimidation, d'agression, d'extorsion. L'homme que la meute poursuit jusqu'à ce qu'il s'effondre, personnage blafard sous les lumières des projecteurs, le voilà bien l'homme transparent, s'époumonnant à clamer qu'il n'a rien à cacher, translucide en effet à force d'inexistence, sujet exemplaire de l'avenir selon Orwell, enserré dans le réseau des barbelés électroniques et des miradors informatiques, suivi de fichier en fichier, parqué, écouté, surveillé. Cette dictature molle que prophétisait Tocqueville, système tutélaire auquel rien n'échappe et qui se reconnaît le droit de demander compte de tout à chacun, la technologie permet à présent de l'instaurer. *Big Brother* peut ce qu'il veut. Sa puissance s'étend par contagion, par connexion, par irradiation.

Contre la transparence il faut proclamer le droit au secret, à la confiance, au silence.

André LE GALL

La Vie Littéraire

par Philippe SÉNART

La correspondance familiale d'**Alexis de Tocqueville**. - Autour de **Madame de Maintenon**. - De Bernis à Choiseul : **Jean-Marie Rouart**, **Guy Chaussignand-Nogaret**, **Laurence Cossé**. - **Michel Mohrt** entre l'Europe et l'Amérique. - **Gabriel Matzneff**, le touriste parisien. - Les souvenirs de **Françoise Sagan**. - **Pierre Kyria**, l'Ordre moral vu d'un château du Pas-de-Calais.

La publication des Oeuvres complètes de Tocqueville sous le haut patronage d'une commission nationale a commencé il y a quelque quarante ans, et l'on en verra bientôt le bout. Il ne reste que deux volumes à paraître. Le libéralisme, idée du XIX^e siècle ayant retrouvé une certaine faveur dans l'opinion politique de la seconde moitié de ce siècle, ne serait-ce que par opposition (doctrinale ?) au socialisme, autre idée du XIX^e siècle, Tocqueville ne pouvait que profiter d'un regain d'intérêt, et c'est ainsi que M. Giscard d'Estaing a dédié son livre, *Démocratie française*, à l'auteur de *La Démocratie en Amérique*. Albert Thibaudet ne parle de Tocqueville dans son *Histoire de la littérature française de 1789 à nos jours* publiée avant la guerre que par allusions. Aujourd'hui, on le relit et, surtout, on le cite, ce qui dispense peut-être de l'avoir lu. Sa correspondance avec Ampère, Gustave de Beaumont, Royer-Collard, Francisque de Corcelles, le comte de Circourt, nous a introduits dans l'intimité intellectuelle de la société de libres esprits que Rémusat appelait sous la Monarchie de Juillet «une coterie difficile et distinguée». Les lettres adressées par Alexis de Tocqueville à ses parents et à sa femme dont l'édition a été établie par M. Jean-Louis Benoît et André Jardin (1) nous font pénétrer aujourd'hui dans son intimité familiale.

Né dans une famille d'aristocratie légitimiste, Tocqueville en a subi l'empreinte, sans en épouser les idées, mais, sans se rallier à Louis-Philippe qu'il méprisait et dont il a tracé dans ses *Souvenirs* un portrait féroce, il a baigné dans un état d'esprit orléaniste qui lui a fait poursuivre durant toute sa vie et dans toute son œuvre une idée de «liberté régulière et modérée», indépendante de la forme du régime, s'accommodant aussi bien de la monarchie parlementaire que de la république conservatrice, ne se refusant qu'au despotisme arbitraire et d'origine populaire de l'Empire. «Je me suis senti en France un étranger» a-t-il alors écrit. Les Tocqueville s'étaient au contraire ralliés à Louis-Napoléon. L'Empire n'avait pas le caractère d'usurpation de la Monarchie de Juillet, et il assurait l'ordre comme par intérim, en attendant l'inévitable restauration. Hubert de Tocqueville, futur chef de nom et d'armes de la famille, désirant «servir», son oncle Alexis lui conseilla d'entrer dans la magistrature. «Là seulement, on peut être indépendant, si on veut l'être. Ce que tu remarques sur les complaisances d'un grand nombre de magistrats n'est que trop vrai, mais, chez eux, ces faiblesses sont volontaires. Voilà la différence, elles tiennent à la mollesse de leur cœur, non point aux exi-

(1) Gallimard.

gences de leur position. Car, quoique rien ne soit absolument solide aujourd'hui, on peut dire néanmoins que si quelque chose l'est encore, c'est le siège du juge». Sur ce point, sur l'indépendance de la magistrature et la liberté dont elle était la garante, Tocqueville n'a jamais varié. Il écrivait déjà dans *L'Ancien régime et la Révolution* : «La France (avant 1789) n'était pas encore devenue le lieu sourd où nous vivons aujourd'hui, elle était au contraire toute retentissante, bien que la liberté politique ne s'y montrât pas, et il suffisait d'y élever la voix pour être entendu au loin. Ce qui assurait surtout en ce temps-là un moyen de se faire entendre était la constitution de la justice. Nous étions devenu un pays de gouvernement absolu par nos institutions politiques et administratives, mais nous étions resté un peuple libre par nos institutions judiciaires. La justice de l'Ancien régime était compliquée et embarrassée, lente et coûteuse, mais on ne rencontrait jamais chez elle la servilité vis-à-vis du pouvoir.»

La naissance d'Alexis de Tocqueville sur les marches de l'échafaud familial où étaient montés les Rosambo, les Malesherbes, les Chateaubriand ont imprimé à sa démarche toute de progrès dans le siècle une allure pénitentielle. Son voyage en Amérique n'a eu ainsi que le caractère d'un pèlerinage expiatoire. Dieu lui avait tracé son itinéraire. «Il n'est pas nécessaire que Dieu parle lui-même, a-t-il écrit, pour découvrir les signes certains de sa volonté, il suffit d'examiner quelle est la marche habituelle de la nature et la tendance continue des événements.» Il estimait que «vouloir arrêter la démocratie», dont Royer-Collard prévoyait au même moment que le flot nous submergerait, c'était lutter contre Dieu, pécher contre l'Histoire. Il rapporta de son voyage en Amérique un livre écrit «sous l'impression d'une terreur religieuse produite par la vue de cette révolution universelle en marche depuis tant de siècles à travers tous les obstacles et qu'on voit encore avancer au milieu des ruines qu'elle a faites». Tocqueville, progressiste, mais pessimiste, ne croyait pas au bonheur. Il a assisté en Amérique à la terrible déportation des Indiens par bateaux entiers sur le Mississippi, et il s'est obligé à faire dans la Démocratie un acte

de foi qui avait le ton d'un acte de contrition. «Mon esprit est peu disposé à la gaieté». Stendhal pensait dans ce temps-là que «le plus grand malheur qui pût arriver au monde était de s'angliser». Tocqueville épousa une Anglaise.

La moitié de ce volume de correspondance familiale est occupée par la correspondance de Tocqueville avec sa femme, Mary Motley. Il l'avait connue tout jeune, c'était sa voisine, rue d'Anjou, à Versailles, quand il était juge auditeur, et il avait entretenu avec cette femme de cinq ans son aînée une longue liaison avant de l'épouser. Il n'y a pas de lettres, dans cette correspondance échangée pendant trente années, où Tocqueville n'assure sa «petite femme chérie» d'un amour profond et inaltérable. Plus je vais, plus je suis convaincu que, de toutes les circonstances heureuses de ma vie, la plus heureuse est sans contredit de l'avoir rencontrée». Louis de Kergorlay, qui avait mis son ami en garde contre cette mésalliance, reconnaissait que Mary était «la femme de raison et de cœur» dont il avait besoin pour conduire son ménage. M. Jean-Louis Benoît admire ce couple «fusionnel», mais dans cette «fusion», dirai-je, que de tensions et que de scènes dont les déclarations amoureuses trop répétées étouffent les échos ! Tocqueville avait sans doute beaucoup à se faire pardonner. Il écrit dans une lettre du 24 août 1843 : «Je t'afflige sans cesse, je blesse souvent un cœur qui ne vit que pour moi. Quand je songe à cela, je me prends en horreur... Je sais, mon amie chérie, que je n'ai aucun droit d'affirmer que je ne t'affligerai plus. J'ai commis si souvent dans ma vie cette faute inexcusable que je n'ai plus d'assurances à donner». L'inexcusable faute renouvelée explique que Tocqueville ait écarté le plus possible sa femme de ses nombreux déplacements entre Paris et le Cotentin où il allait rendre visite à ses électeurs. Il préférerait lui écrire jusqu'à deux ou trois fois par jour. Mais que de joie au retour ! Mary Motley a, paraît-il, soigneusement censuré les lettres de son mari. Elle a pourtant un jour oublié ceci : «Je suis tombé d'accord avec moi-même que le plus grand avantage que pouvait constituer la séparation, c'était de pouvoir retrouver sa femme au lit»... Tocqueville, ce maigriot, «de figure agréable, mais malade», peint par Rémusat dans ses Souvenirs, un chaud lapin ? Qui l'eût cru ?...

*
* *

Brillant préfacier du recueil des correspondances intimes de M^{me} de Maintenon, de M^{me} de Caylus et de M^{me} de Dangeau réunies et présentées sous le titre *L'Estime et la Tendresse* (2) par M. Pierre Leroy, maître de conférences au Collège de France et par un «amateur éclairé», M. Marcel Loyau, M. Marc Fumaroli exprime et développe l'idée qui lui a fourni le thème de sa communication au Colloque Chateaubriand organisé par M. Jean-Claude Berchet, rue d'Ulm et à la Sorbonne au printemps 98 : il faut chercher l'originalité littéraire française dans des genres dédaignés ou marginaux, les mémoires, les correspondances, les simples propos où des hommes et des femmes ordinaires ne poursuivent dans la solitude d'un tête-à-tête avec eux-mêmes qu'une conversation de société, «y étant portés - dit M. Fumaroli - au raffinement d'un genre littéraire oral pratiqué avec un naturel qui ignore et oublie l'art». C'est «la face cachée» de notre littérature. Brillent certes, sur cette face, les Essais de Montaigne, les Lettres de M^{me} de Sévigné, les Mémoires de Retz et de Saint-Simon, La Recherche du Temps perdu de Proust. Le ton d'improvisation de ce genre parlé se manifeste encore dans les comédies de Corneille et de Marivaux, les Impromptus de Molière, les Contes de Mérimée, chez Cocteau, ajoutons aussi Jouhandeau qui n'a jamais écrit sous la surveillance d'un esprit rigoureux qu'un libre *Essai sur moi-même*. Mais il y a derrière cette face cachée, comme de l'autre côté d'un miroir, selon l'expression de M. Fumaroli, une ombre profonde et secrète où la vie intime de petits cercles privés, des relations de mondanité et d'amitié, tout un murmure de confidences produisent, par une alchimie clandestine, de la littérature à l'état chimiquement pur.

C'est de cette ombre où est voilé l'éclat du soleil royal que MM. Pierre Leroy et Marcel Loyau ont extrait la conversation «à trois voix» de M^{me} de Maintenon avec sa nièce Marthe Marguerite de Mursay, devenue comtesse de Caylus par son mariage avec un soudard ivrogne et valeureux, élevée comme sa tante, jadis, «à la sauvageonne» dans le même manoir rustique, près de Niort, ravie par elle, et comme elle le fut

elle-même, à une famille huguenote pour recevoir dans un couvent à Paris une éducation catholique, et avec Sophie de Loewenstein, chanoinesse en Bavière, amenée par son oncle le frère du cardinal de Furstenberg, abbé de Saint Germain des Près, à la cour de Versailles où elle épousera le parfait gentilhomme que fut le comte de Dangeau, toutes deux blondes, charmantes, spirituelles, trouvant grâce même devant Saint-Simon, mélangeant gaieté et gravité dans une teinte légère de mélancolie, se ressemblant, en dépit de leurs différences, l'une un peu taquine et turbulente, l'autre d'une douceur angélique, par «leur féminité, dit M. Leroy, leur attention aux autres, leur attachement à celle qu'elles considèrent comme leur éducatrice, leur mère, M^{me} de Maintenon», vivant ensemble dans ce qu'elles appellent la conformité des sentiments au milieu d'un petit cercle de cour dit «la cabale» dont le Roi était l'astre secret, échangeant lettres et billets où court une conversation ininterrompue.

M^{me} de Caylus écrit à M^{me} de Maintenon qu'aux repas, au jeu, à la comédie, ce qu'elle préfère, c'est la conversation. Françoise d'Aubigné a appris cet art de parler dans le salon de M^{me} de Rambouillet, où elle fréquentait au temps de la Fronde lorsque M^{me} de Scudéry en faisait sous le nom de Lyriane un personnage de sa *Clélie*, «attirant les regards dans un mélange d'enjouement et de mélancolie douce» et que M^{me} de Sévigné écrivait à sa fille : «Nous soupçons tous ce soir avec M^{me} Scarron, elle a l'esprit aimable, merveilleusement droit, ses discours nous mènent quelquefois très loin de moralité en moralité tantôt chrétienne, tantôt politique». Devenue veuve, M^{me} Scarron (Françoise d'Aubigné) se frotta dans les salons de l'hôtel de Richelieu et de l'hôtel d'Albret à «l'esprit Mortemart» de M^{me} de Montespan, «la merveille», dont Marcel Proust tira l'esprit Guermantes. «Le beau temps, s'exclame Saint-Simon cité par M. Leroy, que celui des belles conversations... le temps des ruelles». Roman picaresque, demandai-je ici même dans une récente chronique (3), la vie de M^{me} de Maintenon, de la Conciergerie de la prison de Niort où elle est née, de sa champêtre enfance

(2) Albin Michel.

(3) Cf. n° 315 - Janvier-mars 1997. .

poitevine où elle gardait les dindons en chantant les psaumes, jusqu'à la chambre du plus grand roi du monde dont elle devint l'épouse secrète, après avoir élevé les bâtards de «la merveille» dans un antre caché de la rue de Vaugirard ?... Non, répondai-je, roman précieux, conduit à travers les épreuves recherchées et surmontées d'une carte du Tendre scrutée avec passion, que celui où, admiratrice du Corneille de sa jeunesse, M^{me} de Maintenon n'a en vue que sa «gloire». Elle a dit, elle que Ninon de Lenclos jugeait «gauche à l'amour» et qui enseignera à ses demoiselles de Saint-Cyr que l'homme, c'est l'ennemi : «Il n'y a rien que je n'eusse été capable de faire et de souffrir pour faire *dire du bien de moi*. Je me contraignais beaucoup, mais cela ne me coûtait rien, pourvu que j'eusse une belle réputation. C'était là ma folie. Je ne me souciais pas de richesse, mais je voulais de l'honneur.»

Le Chevalier de Méré, type de l'honnête homme dont M^{me} de Maintenon a été la réplique féminine, l'ayant initiée au monde, la recommandait à la duchesse de Lesdiguières en ces termes : «Elle est douce, secrète, fidèle, modeste, intelligente et, pour comble d'agrément, elle n'use de son esprit que pour divertir et se faire aimer». C'est ce besoin d'être aimée dans un grand appétit de gloire qui l'a conduite à remplir la fonction d'une maternité spirituelle tant auprès de ses jeunes disciples, M^{me} de Dangeau et M^{me} de Caylus, qu'à l'Institution royale Saint-Louis, à Saint-Cyr, où elle accueillait les filles de la noblesse de province qui, selon le mot de Paris-Duverney dans une lettre à l'abbé de Bernis, pouvaient faire leurs «preuves de pauvreté» et où elle se retira à la mort du Roi. M^{me} de Dangeau et M^{me} de Caylus ne sont pas d'anciennes élèves de Saint-Cyr, mais elles ont été formées dans le même moule que les «demoiselles». MM. Pierre Leroy et Marcel Loyau ont réuni sous le titre *Comment la sagesse vient aux filles* (4), en complément à leur livre *L'Estime et la Tendresse*, les instructions et les entretiens de M^{me} de Maintenon, constitutifs de son enseignement. Elle écrivait dans une lettre du 30 décembre 1704 à la comtesse de Caylus éloignée un temps de la Cour par le soupçon de quelque galanterie et qui s'était retirée dans le quartier de Saint-Sulpice où, après avoir joui de «la liberté parisienne», elle avait subi successi-

vement l'influence du quiétisme de Fénelon et du jansénisme de son confesseur, le P. de la Tour, de l'Oratoire : «Ne vous élevez point, soyez simple, servez Dieu sans cabale, suivez la voie commune». Mais la voie commune est difficile à suivre entre la tentation du quiétisme, le «laissez-faire Dieu», que M^{me} de Maintenon a elle-même éprouvée, et celle du jansénisme où les âmes nobles trouvent de voluptueux désespoirs. La voie commune, c'est la voie héroïque où elle a conduit, sur les pas de Saint François de Sales, son aventure spirituelle, de la préciosité de son exigeante jeunesse romanesque à ce cabinet du Recueillement, à Saint-Cyr, sous les charmilles duquel elle entraînait Louis XIV par l'allée du Cœur et par l'allée du Roi, dans des «ressourcements», dirait-on aujourd'hui, où c'était le charme de sa conversation qui apportait le repos à l'âme.

*
**

Bernis et Choiseul durent tous deux leur carrière à Madame de Pompadour. Tous deux, ils participèrent à la grande affaire du règne de Louis XV qui fut le renversement des alliances, l'un, mis par la confiance de la marquise dans le secret du Roi - c'est mon ouvrage, a déclaré celui-ci -, l'autre tant à l'ambassade de Vienne qu'au Conseil où, après la disgrâce de Bernis, il occupa la première place, exécutant la politique ainsi initiée.

Après avoir publié *Un voluptueux au pouvoir* qui est une biographie du Duc de Morny (5), M. J.-M. Rouart a écrit celle de *Bernis*, «Le cardinal des plaisirs» (6). Mêler les plaisirs et le pouvoir, partager sa vie entre la politique et l'amour, M. Rouart a, des *Feux du pouvoir* (7) à *Avant guerre* (8), transposé ce rêve de jeunesse dans toute son œuvre romanesque. Auteur de vers où soufflent les zéphirs et où l'on cueille des fleurs à profusion, dénommé par Voltaire Babet la bouquetière, à vingt-neuf ans entré à l'Académie française, amant de Madame Dupin de Francueil, la future grand-mère de George Sand, est-ce à partir du moment où Madame de

(4) Bartillat.

(5) Gallimard.

(6) Gallimard.

(7) (8) Grasset.

Pompadour étend sur lui sa protection que Sainte-Beuve a dégagé en lui «l'homme sérieux» ? Bernis écrit dans des Mémoires que M. Rouart a préfacés naguère : «L'histoire, la politique, la morale devinrent mes seules occupations». C'est alors qu'il allait être appelé à entrer dans l'histoire de France, en poussant un matin de septembre 1755 la porte du boudoir de Madame de Pompadour où il avait été convoqué pour s'entendre lire une lettre du comte de Stahremberg sollicitant au nom de l'Impératrice Marie-Thérèse l'ouverture de négociations secrètes en vue du renversement des alliances. Il en serait chargé. Le Habsbourg était l'ennemi héréditaire depuis Charles Quint, mais il ne présentait plus aucun danger et la Prusse était désormais la puissance montante en Allemagne. Tout, à Paris, où l'on était prussien (et jusque dans le conseil du Roi) protesta contre une politique qui bouleversait les routines de pensée et d'action. C'était une politique à longue vue que Choiseul entrant au Conseil après la disgrâce de Bernis reprendra à son compte, scellant l'union des Bourbon et des Habsbourg par le mariage du futur Louis XVI et de Marie-Antoinette, «l'Autrichienne», tant haïe en 1789 par une opinion publique imprégnée de prussianisme philosophique. Bernis devait terminer sa carrière à l'ambassade de Rome dans cet «état honorable et tranquille» auquel il avait aspiré durant toute sa vie, où, dit M. Rouart, séduit par son caractère modéré, noble et humain, il avait «obtenu toutes les satisfactions plus l'amour». A Rome, il représenta le Roi avec «magnificence», montrant dans la Révolution, lorsqu'il fut dépouillé de tout, «ce que l'honneur commande à un honnête homme». (Sainte-Beuve).

Roger Vaillant a écrit jadis un bel éloge du cardinal de Bernis : selon lui, il aurait «raté» sa vie, étant né trop tôt dans un monde où seule la Révolution lui aurait permis de réussir. Bernis n'aurait pas voulu de cette réussite.

A-t-il été un «vaincu» ? M. J.-M. Rouart lui a fait une place dans son essai sur *La Noblesse des vaincus* (9).

*
**

Vaincu, Choiseul, qui dut se réfugier à Chanteloup lorsqu'il eut cessé de plaire ? ... M.

Guy Chaussignand-Nogaret dans son livre sur *Choiseul* (10) date du gouvernement de ce fastueux grand seigneur la naissance de la Gauche. La gauche «caviar» ? «Qui est le plus grand Roi de France ?» me demanda un jour, en 3^e A, mon bon maître M. Pompidou. «Louis XIV, monsieur». «Non, Louis XV». Il tint le même propos trente ans après, à l'Elysée, à Philippe de Saint Robert. M. Chaussignand-Nogaret n'est pas de cet avis. «Il existe peu d'exemples d'un chef d'Etat passé comme lui à côté de sa génération, aveugle et étranger à toutes ses aspirations, sourd à ses attentes, n'en accueillant que les récurrences venues d'âges révolus, qui flattaient son goût pour l'inertie et sa foi dans les vertus de l'immobilisme». Louis XV a superbement défini la nature du pouvoir royal, devant le Parlement, dans la séance du 3 mars 1766 : «L'ordre public tout entier émane de moi. Les droits et les intérêts de la Nation dont on ose faire un corps séparé du monarque sont nécessairement unis avec les miens et ne reposent qu'en mes mains». C'est la doctrine constante de la monarchie française que De Gaulle n'a voulu que relever (avec les accommodements d'époque). M. Chaussignand-Nogaret passe sous silence l'opposition du Parlement à l'enregistrement des édits réformateurs, et quand Maupeou brise cette coalition réactionnaire d'intérêts, c'est lui le «réactionnaire». M. Chaussignand-Nogaret s'indigne : Maupeou, «un terroriste d'état», «la barbare folie de Maupeou», l'idéologie «fascisante» de Maupeou, «un moment satanique». Madame du Deffand (du milieu Choiseul) n'a pas été en reste sur M. Chaussignand-Nogaret : «Maupeou, c'est Belphégor, c'est Belzebuth, c'est tout l'enfer réuni». «L'affaire Maupeou a fait couler beaucoup d'encre, dit M. Chaussignand-Nogaret, mais chacun y a apporté son esprit de parti et même un inutile ton de polémique». «On peut tout entendre ! La prise du pouvoir par Maupeou, Terray et d'Aiguillon, sous l'égide de la Réaction et de la Prostitution (Madame du Barry !), marque pour M. Chaussignand-Nogaret la fin de la Monarchie qui allait «sombrier dans le discrédit». Jacques Bainville a écrit dans sa lumineuse *Histoire de France* : «Si nous pouvions faire l'économie de

(9) Grasset.

(10) Perrin.

la Révolution, ce n'était pas en 1789, mais en 1774 à la mort de Louis XV. La grande réforme administrative qui s'annonçait alors, sans secousses, sans violences, par l'autorité royale, c'était celle que les assemblées révolutionnaires ébaucheraient mais qui périraient dans l'anarchie, celle que Napoléon reprendrait et qui réussirait par la dictature».

Le «progressiste» Chaussignand-Nogaret a exprimé dans un ouvrage survenant après, notamment, ceux de Pierre Gaxotte et du recteur Michel Antoine, une conception arriérée de l'histoire du règne de Louis XV.

*
**

C'est, comme M. Jean-Marie Rouart dans *Le Cardinal des plaisirs*, sur les relations du pouvoir et de l'amour, que M^{me} Laurence Cossé porte son attention dans son récit *La femme du premier ministre* (11). Madame de Choiseul enfermée en 1793 dans le couvent-prison des Oiseaux y projette sur sa vie et celle de son mari un regard dont la faillite générale du grand homme n'a pas réussi à éteindre la flamme. Congédié par Louis XV qui avait compris que sa politique de complicité avec le Parlement bloquait les réformes que le Roi voulait entreprendre pour libérer l'Etat, Choiseul avait fini par sombrer dans un puits de dettes sans fond. Prodiges et fastueux, celui dont M. Chaussignand-Nogaret assure que la Gauche est née n'a-t-il pas été comme Mitterrand «un artiste de la politique» ? Il a joué avec le pouvoir. L'amour, pour cet homme «couvert de femmes» (ô Drieu !), n'a été, comme pour Bernis, qu'un superflu. Mais Bernis avait eu cette parole admirable : «Pour un homme qui veut le Bien et pense avec élévation, il n'y a que deux choses en ce monde, la réputation et le repos». Il n'avait pas perdu l'une, et, à la fin de sa vie, dans l'ambassade de Rome, il avait su gagner l'autre. Choiseul ne s'est jamais soucié ni de sa réputation - il avait commencé par séduire celle qui serait sa femme, une «moins de seize ans» (ô Matzneff !), et il a été soupçonné de relations incestueuses avec sa sœur, la duchesse de Grammont -, ni de son repos - il n'a cessé jusqu'à sa mort de vivre dans la hâte, c'est «l'homme pressé» (ô Morand !).

La duchesse de Choiseul n'a vécu que par et pour l'amour. «A peine âgée de dix-huit ans, dit l'abbé Barthélémy, l'auteur célèbre des *Voyages du jeune Anarchisis*, un familier de Chanteloup, elle jouissait de cette profonde vénération qu'on n'accorde qu'à un long exercice des vertus. Tout en elle inspirait de l'intérêt...» Son élégance, sa modestie, sa pureté d'âme charmaient ceux qui l'approchaient. «Tout le monde l'aime, disait Horace Walpole, sauf son mari qui lui préfère sa propre sœur». Mais elle n'était pas moins «passionnément éprise» de ce méchant rouquin (le modèle du *Méchant* de Gresset). Pourtant, sa grande amie, Madame du Deffand, qui lui écrit : «vous êtes gaie parce que vous êtes raisonnable, vous êtes heureuse parce que vous avez des sentiments et vous êtes contente parce que votre conscience ne vous fait jamais le plus petit reproche, voilà votre vrai bonheur», déclare dans l'une de ses nombreuses lettres que «nulle passion ne l'emporte en elle». «Tous vos jugements sont sains».

M^{me} Laurence Cossé a, dans un récit d'une très fine et très sûre analyse, dosé dans un rigoureux équilibre passion et raison. Sainte-Beuve a fait le partage entre les femmes «d'avant Jean-Jacques» et les femmes «d'après Jean-Jacques». Madame de Deffand née sous Louis XIV était une femme «d'avant Jean-Jacques». La duchesse de Choiseul, beaucoup plus jeune, en a été une aussi. M^{me} Laurence Cossé, qui a su entretenir avec économie, dans une tradition de bonne éducation, la longue et tranquille flamme de la «moins de seize ans» pour son époux, doit être classée dans cette catégorie de femmes.

*
**

L'œuvre de M. Michel Mohrt est écrite entre l'Europe et l'Amérique, dans un balancement entre deux continents, entre le rêve et le réel, mais la réalité n'est jamais là où se trouve M. Mohrt qui n'a jamais «rien tant aimé que de rêver», il nous en a prévenu dans *La Prison maritime*. Mal à l'aise dans une époque qu'il n'a pas choisie - «c'est contre son époque qu'il faut vivre», a-t-il écrit dans un autre roman, *Deux indiennes à Paris* - et, dans un pays d'où il s'est senti exclu, il n'avait qu'une vocation d'émigré.

(11) Gallimard

M. Mohrt, homme de passage, n'a jamais été à la place que la vie lui avait assignée. Voyageur traqué ? «Il manque autour de nous une société». Les «deux indiennes à Paris» ne se sont expatriées, malheureuses nomades, que pour en trouver une.

Qu'allait chercher M. Mohrt en Amérique ? Il a écrit dans *L'Ours des Adirondacks*. «Nous sommes las du désordre. Nous voulons retrouver l'ordre de la nature». C'était au bord d'un lac, dans la forêt, rien qu'une saison de vacances. La nouvelle écrite dans les années 55 et que M. Michel Mohrt vient de publier, *La nef des fous* (12) révèle que ces émigrés cherchaient en Amérique, à l'écart des guerres civiles européennes, la tranquillité, la paix, simplement, peut-être, le confort. Mais que trouvaient-ils ? La dictature de la publicité, du conformisme. «Sais-tu ce qu'il y a sous cette publicité, dit Pierre à Elisabeth, deux Européens en Amérique,... ou vous achetez la lessive Machin ou vous n'êtes pas un bon Américain. Vous vous singularisez, vous vous mettez en danger.» Balzac avait prophétisé dans son *Illustre Gaudissart* que «notre siècle obéirait à la pensée unitaire, dernière expression des sociétés» «C'est ce que nous appelons, ici, aujourd'hui, la pensée unique. Balzac avait prévu qu'elle serait «contrôlée par la presse», qui n'est que l'instrument de la publicité. Le Pierre de *La Nef des fous*, au moment de retourner en Europe, peut s'interroger sur l'inanité de ce va-et-vient entre Europe et Amérique qui ne fait que le renvoyer dans le cul-de-sac de la triste réalité.

Une autre très belle nouvelle de ce recueil, composé de nouvelles publiées dans des revues ou destinées à la radio et à la télé, montre qu'un moyen d'«en sortir», c'est le repliement sur l'enfance, le recours à ses musiques. «Tu n'es pas un peu fatigué d'aller et venir d'un continent à l'autre» demande l'un de ses amis au Pierre des *Deux Indiennes* qui ressemble au Pierre de *La Nef des fous*. Il monte de *La Voix d'or* les mêmes chants que ceux que M. Mohrt nous a fait entendre dans *La maison du père* qui est la maison de son enfance, les chants de l'enfance bretonne, ceux-là même qu'il nous faisait entendre encore à la veillée au bord du lac des monts Adirondacks dans la forêt américaine : «Trois beaux oiseaux du paradis - Mon ami s'il

est à la guerre - Trois beaux oiseaux du paradis - Sont passés par ici». Il y a dans tout ce qu'écrit M. Mohrt cette musique de fond nostalgique et mélancolique.

Autre moyen d'«en sortir», radical celui-là, c'est la fuite au large. M. Mohrt a embarqué dans *La Prison maritime*, sur le bateau fantôme du *Roi Arthur* à la recherche de l'inaccessible Thulé, tous les vaincus de l'Histoire. Dans *La guerre civile*, Olivier de Trieux, autre vaincu, disparaît dans les flots d'où s'élève le *Salve regina*, autre musique chère au cœur breton de M. Mohrt. *La plaisance* amorce ce thème. «Être vaincu, a fait dire M. Mohrt à l'un des personnages de sa *Campagne d'Italie*, c'est très bon pour la littérature». M. Jean-Marie Rouart ne dit rien d'autre dans son essai sur *La noblesse des vaincus*.

*
**

C'est à Venise, sur le Lido, que M. Gabriel Matzneff a écrit un petit livre de souvenirs parisiens (13). Il est publié dans la collection dirigée par M. Christian Giudicelli, «La fantaisie du voyageur», sous le titre *Boulevard Saint-Germain*. Né à Paris, mais depuis qu'à dix-huit ans il habitait place Saint-Sulpice à l'hôtel Récamier, n'y vivant que dans des logements de fortune, studios, mansardes, chambres d'hôtel, son seul domicile d'élection étant la cabine n° 41 de la piscine Deligny aujourd'hui engloutie dans la Seine, M. Gabriel Matzneff peut, de Venise, y revenir en touriste pour nous livrer dans ce *Boulevard Saint Germain* où il se promène à sa fantaisie suivant des itinéraires bien connus de lui, mais que le hasard lui fait redécouvrir dans des matinées oisives, d'insolites sensations.

Le regard de M. Matzneff sur un quartier où il a pourtant ses habitudes est un regard tout frais. Il déclare : «Seul existe ce dont je me souviens». Il visite le Paris des V^e et VI^e arrondissements, un Paris disparu, un Paris en ruines, le Paris dévasté par Hausmann. Il en fait un chantier où la mémoire, incessamment, rebâtit du neuf. Le

(12) (13) Ed. du Rocher.

boulevard Saint-Germain de M. Matzneff, où il dîne chez Lipp en songeant à l'évêque mérovingien qui lui a donné son nom, part des arènes de Lutèce où Julien l'Apostat aurait pu être fait roi de France s'il avait trouvé un Saint Rémi pour le détourner de son rêve oriental, et de Saint-Nicolas du Chardonnet où est évoquée dans une nostalgie janséniste la rencontre de Lancelot et de Saint Cyran, pour aboutir au n° 266 où Jacques de Ricaumont à qui l'on doit un délicieux *Eloge du snobisme* (14) recevait chaque dimanche à six heures, après la messe tridentine qu'il faisait célébrer à Sainte-Clotilde, tout un gratin d'Ancien régime, en passant par l'ancien couvent Saint-Joseph où Madame du Deffand tenait salon. Le Boulevard Saint-Germain de M. Matzneff traverse tout un quartier entre Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Prés, où les mousquetaires qui lui sont chers avaient leur domicile, Athos, rue Férou dans la maison où demeureront (?) le lord Melmoth de Balzac et M. Michel Déon, Aramis, dans la rue qui ne s'appelait pas encore du nom de Servandoni, Porthos dans la rue du Vieux-Colombier. C'est pour rappeler leur souvenir que M. Matzneff a fondé au restaurant «Chez Marcel» à Montparnasse il y a quelque trente-cinq ans, sa fameuse compagnie des mousquetaires. Elle se réunit deux fois par an aux dates anniversaires de la mort de Richelieu et de Mazarin. Le capitaine de Tréville, son chef, regrette que François Mitterrand «notre cardinal, comme il dit, à qui il n'a manqué qu'un roi», n'y ait jamais été invité. M. Matzneff, dans cette compagnie historique, figure Athos. Sous le même front grave et altier, il cache, comme lui, le souci d'une âme douloureuse, ne fréquentant chez Petrone, son ami de jeunesse connu à la Sorbonne, qu'armé du cilice que les carmélites du faubourg Saint-Jacques avaient recommandé à Mademoiselle de Bourbon, future duchesse de Longueville, de porter sous la robe de son premier bal.

Les mousquetaires d'Alexandre Dumas, lorsqu'au temps de la Fronde, ils semblèrent séparés, les uns au service de Mazarin, les autres guerroyant avec les Princes, se donnaient rendez-vous place Royale à l'occasion d'«affaires graves» ou pour le «plaisir». Le long de ce *Boulevard Saint-Germain*, il n'y a place, dans de charmants vagabondages, que pour le plaisir. C'est un pays peuplé d'ombres, mais avec les-

quelles on peut, chemin faisant, par le truchement de M. Matzneff, avoir d'interminables et agréables conversations.

*
* *

J'ai souvent dit que la vieillesse de M^{me} Sagan serait bien instructive. M^{me} Sagan est arrivée à ce moment où elle se déclare fatiguée d'elle et où elle jette dans un livre de souvenirs, *Derrière l'épaule* (15), un regard sur son passé. Elle ne raconte pas l'histoire de sa vie, mais celle de ses livres, ses seuls repères, depuis *Bonjour tristesse* jusqu'à *Un chagrin de passage*. Elle nous ramène à son enfance, quand elle allait entrer dans la vie sur un air de Léo Ferré, un livre de Sartre sous le bras. Mais est-elle jamais sortie de cette enfance ? «Mon enfance fut si longue que je ne suis pas sûre d'en être sortie». Ce qui l'a fait ressembler à Sartre. C'est que, comme le vieil étudiant qui est allé déverser son urine sur la tombe de Chateaubriand, elle est restée à l'âge où il est difficile de passer à l'âge adulte.

M^{me} Françoise Sagan a refusé de vivre ce qu'elle a appelé la vraie vie. Dans *La Chamade*, la jeune fille de *Bonjour tristesse* s'est aperçue qu'elle commençait déjà à vieillir. Les parents, dans ce roman, ont l'air d'être de vieux enfants. Ils refusent de faire les grandes personnes. Est-ce que les *essais* de ces faux adultes «pour se rapprocher de la vraie vie» ne sont pas restés, comme le dit M^{me} Sagan dans *Les Merveilleux nuages*, «infructueux» ? Elle continue dans chacun de ses romans, qui ne sont que des essais, à jouer avec la vie. Si elle parle un jour de la mort, ce sera, avoue-t-elle, par «inadvertance» ?

M^{me} Sagan cite un mot de Cocteau : «Le chef-d'œuvre est un lieu commun qui prend du relief». Elle n'a jamais écrit de chefs-d'œuvre, faute d'avoir su mettre, dans ces histoires banales, du relief. Ce sont des lavis tendres et légers. Elle a traversé le monde à pas feutrés à mi-pente d'un coteau modéré, où la vie passe sans laisser de traces, seulement quelques échos, quelques reflets. C'est mélancolique, parfois un peu déchirant. On entend dans cette

(14) Mercure de France.

(15) Plon.

œuvre sourde et nostalgique des adieux à la jeunesse indéfiniment répétés.

A-t-on vu vieillir M^{me} Sagan ? Le regard qu'elle jette par-dessus son épaule, sur le chemin qu'elle a parcouru, est un peu las, mais amusé. «Comment supporter la vie, et la perspective de la mort, sans recourir à l'humour ?», écrit M^{me} Sagan. L'humour est la seule parade trouvée par l'homme contre ses dieux féroces et l'inanité de sa trajectoire». M^{me} Sagan est-elle sortie de l'enfance ? Non, mais sans doute est-elle sortie d'elle-même pour se regarder comme une autre dans un miroir où elle relit les livres de l'étrangère qui lui ressemble et avec laquelle elle conduit sa vie à deux dans un cheminement qui lui paraît incompréhensible. A ceux qui disaient que la vie est absurde, M^{me} Sagan répondait qu'elle est bête. *Derrière l'épaule* lui permet de prendre ses distances à l'endroit de cette vie, avec un certain sourire énigmatique, comme si elle ne voulait que s'en moquer.

*
* *

Le lys dans la vallée, c'est, d'après Alain, les Cent jours vus d'un château des bords de Loire, *Vincent Haudecœur* de M. Pierre Kyria (16), c'est l'Ordre moral vu d'un château du Pas-de-Calais. Mais Hector de Vauvilliers peut-il représenter les «valeurs» qu'il prétend défendre ? Trop de mésalliances ont déclassé cette famille. Il ne reste de ce château qu'un décor. La grande figure du Comte de Chambord apparaît à l'arrière-plan du roman de M. Kyria dans le travestissement dont l'Histoire apprise par cœur l'a affublé. André Tardieu a dit dans son *Souverain captif* publié en 1936 qu'il était «le seul homme de caractère que les partis de droite aient jamais eu à leur tête». De Gaulle a appelé le «grand refus» de ce prince «l'évènement le plus triste de notre histoire». Le refus du drapeau tricolore n'est pas lié qu'à l'attachement sentimental d'Henri V au drapeau blanc de la Restauration. Il voyait loin. Il savait que la monarchie parlementaire, la meilleure des républiques (?), fagotée par les orléanistes, ne pouvait aboutir qu'à troubler le tête-à-tête du roi avec son peuple. Il était l'héritier de la «saine et grande politique de Charles X» telle que formulée par Balzac. Il y a

deux histoires brodées dans *Vincent Haudecœur* à l'envers du drapeau blanc. Celle d'abord, du mariage de ce Vincent, héros généreux, républicain, beau garçon de surcroît, avec Blanche de Vauvilliers (encore une mésalliance). Elle se refuse à lui le soir de ses noces, et le mariage ne sera jamais consommé. On ne saura pas pourquoi. Un bon roman ne doit pas tout dire mais laisser à deviner. Seconde histoire, celle de la vengeance de Raoul de Vauvilliers, rejeté de sa famille, contre son frère Hector à travers le fils de celui-ci, Edouard, bohème, «apprenti républicain» dit M. Kyria, qui se marie mal, lui aussi, d'où naît une sorte de tendresse de l'oncle pour le neveu (un peu de bleu sous la couleur sombre de ce roman). Il se termine mal. Par la République ? Par le suicide d'Hector qui a tué Raoul et la mort de Vincent qui est déjà veuf. Son dernier mot sera «Blanche». Edouard, le nouveau châtelain, deviendra conseiller général. Ce personnage, dans son dernier avatar, aurait intéressé Daniel Halévy, l'auteur de *La fin des notables* et de *La République des Comités*. On pourrait donner une suite à ce roman qui n'est que contemporain de *La République des ducs*.

«C'est en marge de l'action que l'on peut mieux la juger», écrit M. Pierre Kyria de son château du Pas-de-Calais. La décomposition d'une famille aristocratique dans un petit canton provincial, la dégradation de ce vigoureux tissu social dans l'air du temps, au contact des miasmes qu'il véhicule, permettent d'apprécier plus exactement, dans la lumière de biais échangée entre Paris et la Province, la faiblesse de la résistance intellectuelle et morale du pays réel à des événements historiques destructeurs, peut-être, de sa substance. *Vincent Haudecœur* est un excellent tableau clinique de la France rurale traditionnelle, en un moment où le Renan de *La Réforme* et le Taine des *Origines de la France contemporaine* réunissent, au plus près de ces événements, les éléments d'un diagnostic. On en goûte, dans ses saveurs contrastées, la prose charnue et juteuse, mais surtout, l'on en tire, du recoupement de la chronique d'une famille avec l'Histoire, un intéressant enseignement.

Philippe SÉNART

(16) Grasset.

«Le temps du Maroc»

par Françoise COLIN-BERTIN

«Le Maroc est un arbre dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuilles en Europe»

C'est par cette expression du Roi Hassan II que s'ouvre le *Temps du Maroc en France* qui tout au long de l'année 1999, propose aux Français de redécouvrir les multiples visages de ce pays, bien souvent méconnu.

Un programme, préparé depuis plusieurs années, de plus de 200 manifestations à Paris et dans les régions touchera tous les domaines de la culture : patrimoine, théâtre, musique, danse, littérature, costumes, photographie, sport et gastronomie. Sur le plan économique, différentes actions mettront en synergie des talents et des idées des deux pays. Cette entreprise est *«ambitieuse et symbolique. Ambitieuse, par son ampleur d'abord, parce qu'elle va permettre de présenter la diversité et la richesse de la culture marocaine dans toutes ses expressions de la création et du patrimoine»*. Comme le dit Tajeddine Baddou, Commissaire Général de cet événement, il s'agit pour nous de porter un regard attentif sur la civilisation et la société marocaine, de nous départir de nos préjugés et de découvrir des valeurs communes inscrites dans nos traditions et notre histoire. *«Les Français seront révélés à eux-mêmes dans ce regard sur le Maroc ; les Marocains vont découvrir leur image dans le regard des Français. Cette dialectique de regards croisés est bien symbolique.»*

Il s'agit d'un temps de regards, d'écoute, d'échanges, qui s'inscrit dans le cadre d'une coopération franco-marocaine renforcée, mais aussi dans celui d'un partenariat euro-méditerranéen que nous avons évoqué dans un précédent numéro de *France-Forum* (n° 319, actes du colloque «Europe du Sud et Maghreb», organisé le 18 juin 1997 par la Fondation Robert Schuman et l'Association des amis du Centre démocrate Jean Lecanuet). Le Professeur Sirinelli avait alors montré combien les pays bordant la Méditerranée étaient liés par l'histoire, la philosophie, la science, et combien s'était

développé un sentiment de mutuelle interdépendance. *«Sur le plan culturel, c'est en fait d'interdépendance qu'il faut presque toujours parler bien plutôt que d'influence culturelle. Les débats à l'UNESCO font apparaître la conviction partagée par tous, même par les Etats arabes nouvellement indépendants, que l'on peut aller à travers les progrès de la science et de l'éducation vers une société meilleure, c'est-à-dire plus juste et plus facile à vivre. Notre conception de l'universalité forgée autour de la Méditerranée nous a permis de réaliser l'unification spirituelle ou morale de ce bassin, qui est pourtant aujourd'hui concurrencée par une autre conception née de la mondialisation de l'économie et de l'information.»*

Cet article n'a pour objectif que d'être une incitation à voyager à travers toutes les manifestations culturelles organisées dans le cadre du *Temps du Maroc* pour prendre la mesure des convergences culturelles entre nos deux pays et, plus largement, entre les deux rives de la Méditerranée. Fernand Braudel a montré dans plusieurs ouvrages tout ce que la Méditerranée a apporté d'unité et de diversité à l'ensemble des pays riverains. (*Les Mémoires de la Méditerranée, Préhistoire et antiquité, 1998 ; La Méditerranée à l'époque de Philippe II*). Une incitation à une rencontre avec le pays de l'*Occident extrême (Maghreb al Aqsâ)*, l'extrême pointe occidentale des pays arabes, à l'extrême jonction entre la mer Méditerranée et l'Océan, à l'extrême proximité de l'Europe, puisque seul le détroit de Gibraltar le sépare de l'Espagne qui a toujours été la porte occidentale vers la France et l'Europe, le point de rencontre des différentes civilisations, arabes et judéo-chrétiennes.

Le Temps du Maroc propose quatre grands axes thématiques qui vont se décliner au cours des prochaines saisons :

1) Tout d'abord *le Temps du Patrimoine*, qui débutera par la grande exposition au Petit Palais

intitulée «Maroc, Occident extrême», couvrant 6.000 ans d'histoire. L'âge du bronze nous est ainsi révélé par des gravures rupestres de la vallée du Draâ, l'époque phénicienne par des objets culturels et des bijoux provenant des comptoirs fondés par les Phéniciens sur la côte atlantique et qui mirent le Maroc en relation avec l'Orient dès l'an mil av. J.C. A l'époque romaine, le pays fut intégré dans le vaste royaume de Mauritanie confié par Auguste au roi berbère Juba II dont on peut voir le portrait dans la salle maurétanienne. Les sites antiques bien connus de Volubilis, Tingis, Lixus sont évoqués par de nombreuses figurines, statues et surtout de magnifiques mosaïques caractéristiques des trois premiers siècles de notre ère, comparables à celles de Tunisie, d'Algérie, de Sicile, et du Sud de l'Italie datant de la *pax romana*, et qui forment une démonstration de l'unité méditerranéenne. C'est par ailleurs à cette période que des communautés chrétiennes et juives s'établirent dans la région avant l'invasion des Vandales puis des Arabes vers 705-710.

Depuis l'implantation des musulmans jusqu'à nos jours, on constatera une continuité de l'art islamique tant à travers la calligraphie et l'écriture que la céramique, le travail du bois, du stuc, du verre, ou des bijoux. Une salle est consacrée à l'architecture de type «arabo-andalouse» particulière au Maroc, caractéristique des XI^e et XII^e siècles après la conquête de l'Andalousie par les Almoravides, qui ouvrit une ère d'étroites relations entre l'Espagne et le Maroc. La salle réservée aux livres rappelle que le Maroc a aussi favorisé le passage en Europe des recherches scientifiques arabes en astrologie et en astronomie, et une meilleure connaissance de la philosophie antique, notamment grâce à Averroès.

Enfin la lumière et l'atmosphère de ce pays ont été retranscrites par les artistes français comme Delacroix, Matisse, Marquet, Camoin, Dufy, Poirot, qui ont fait le voyage au XIX^e ou au début du XX^e siècle à l'époque du protectorat français : des croquis pris sur le vif et des pastels de Sérébriakoff sont aussi présentés pour la première fois.

2) *Le Temps de la Modernité* regroupera des soirées musicales à Bercy et au Zénith, des expositions de peinture ou de photographies

dans des galeries de Saint-Germain-des-Prés, au Couvent des Cordeliers, au Jeu de Paume («Le plus beau paysage du monde», photographies de l'Atlas près de Marrakech réalisées par une classe du collège de Montfermeil) ; des concerts de Raï dont l'énorme succès chez les jeunes d'aujourd'hui montre que la musique aux tonalités arabes a imprégné avec bonheur la culture occidentale. Cette approche de la modernité sera surtout présente dans l'exposition organisée par l'Espace Electra sur l'architecture contemporaine de Casablanca qui se trouve être une sorte de champ d'expérimentation de l'urbanisme contemporain, après avoir été dessiné par Henri Prost, Michel Ecochard, après 1946. Des projets d'Albert Laprade, Auguste Perret... des maquettes d'élèves architectes français ponctuent un parcours historique et thématique.

3) *Le Temps de la Fête* aura lieu cet été à Paris, et dans plusieurs villes de province, avec des fantasias, des spectacles de danse, de chant et de magie.

4) *Le Temps des influences* cet automne rappellera les liens privilégiés qui ont existé entre les artistes français et le Maroc à partir de l'époque romantique : «Delacroix, autour de la Noce juive au Maroc» au musée Delacroix, Majorelle et le Maroc au musée de Nancy, Matisse et le Maroc à l'Institut du Monde Arabe - IMA - (octobre 1999-janvier 2000). Mais le Maroc a également été une source d'inspiration d'un grand nombre d'écrivains du monde entier comme Pierre Loti, Henri de Montherlant, Paul Morand, Paul Bowles, Juan Goytisolo : ceci constituera «l'Appel du Maroc» à l'IMA.

Enfin, la Porte de Meknès *Bab El Mansour* sera reconstituée en toile peinte place de la Concorde (sur 15 m de hauteur et 25 m de profondeur). La porte sera installée à l'entrée du Jardin des Tuileries, dans l'alignement de la Grande Arche, de l'Arc de Triomphe, de la Pyramide du Louvre, au-delà de l'Arc de Triomphe du Carrousel. Une animation ludique, spectaculaire, autant que symbolique, qui marque l'ouverture sur le pays de l'Occident extrême qui nous a au cours des siècles transmis sa culture imprégnée d'influences orientales, africaines, musulmanes, et continue d'apporter à l'Europe toutes ses richesses.

Françoise COLIN-BERTIN

Notes de Lecture

Vu du Quai, d'Henri Froment-Meurice

Issue d'une prestigieuse dynastie d'orfèvres qui travailla pour Hugo, Balzac et la famille impériale, rien ne prédisposait quatre membres de la famille Froment-Meurice à franchir les portes de l'Ecole nationale d'administration. Le premier à y accéder fut Henri Froment-Meurice, autrement dit HFM, qui va y rencontrer sa femme. Ajoutons à cela une parenté de sang avec Rubens et un vice-président du Sénat, et la boucle est bouclée.

Comment se fait-il que ces mémoires, qui couvrent plus de quarante ans d'après-guerre, ne soient, durant près de 700 pages imprimées en petits caractères, jamais ennuyeux ? Est-ce dû au style qui révèle, ainsi que le souligne M^{me} Carrère d'Encausse dans sa préface, un «véritable écrivain» ? Cet art d'exposer les questions sérieuses dans un langage qui, coulant de source, n'a rien d'administratif est agrémenté de portraits psychologiques acérés, d'heureuses digressions sur telle interprétation musicale ou le descriptif d'un paysage de la Russie profonde. Entre deux joutes opposant Occidentaux et Soviétiques dans le cadre des affrontements de ce qu'il est convenu d'appeler la guerre froide, l'anecdote survient à propos comme pour rappeler le dérisoire de ces délires verbaux déversés dans le néant de l'histoire.

Il faut dire que, à la notable exception de cet ouvrage et des trois tomes de *Commentaire* de Jean Chauvel, les souvenirs de diplomates publiés jusqu'alors n'ont guère marqué. On a

l'impression que ceux qui ont écrit n'ont rien à dire et ceux qui n'ont pas écrit - l'on songe aux Laboulaye, Laloy, Margerie, Rose, Soutou, Wormser - auraient eu tant à dire !

Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir respecté une sorte de délai de viduité sur les affaires dont il a eu à connaître et non d'avoir voulu faire, comme le déplorait M. Charasse au sujet de *Verbatim*, du «commerce» ? Car, lors d'affaires importantes voire essentielles, souvent graves, mettant parfois la paix du monde en péril comme les crises de Berlin, HFM était là pour comprendre, quelquefois deviner, prévoir et interpréter, en tout cas expliquer, informer, proposer, suggérer, tempérer sinon imposer.

Formé à la rare école européenne des Jean Laloy et Jean-Marie Soutou - il est rendu un hommage appuyé à ces deux pairs dont la carrière eut à pâtir des engagements -, HFM a commencé la sienne en Allemagne au lendemain de la guerre. Il l'a terminée à Bonn en qualité d'ambassadeur de France et aurait dû la poursuivre au secrétariat général du Quai d'Orsay si un ex-enseignant devenu diplomate - qui, il l'a écrit dans *Le Monde*, détestait «les châteaux et les beaux quartiers» - n'avait pas contribué à la brutalement interrompre ; aujourd'hui dépourvu d'affectation - juste retour des choses -, ce personnage secondaire avait couvert, ès qualités, de graves irrégularités commises au cabinet du ministre, constatées - et sanctionnées - par la Cour de discipline budgè-

taire.

HFM ne s'est jamais départi de son ambition pour l'Europe, à laquelle le rattachent tant de liens, dont une parenté lointaine avec la femme de Jean Monnet qui lui donna «une raison supplémentaire de lui rester fidèle». L'Europe, gage de liberté et de prospérité, ne pouvait se construire dans la confrontation avec l'Amérique, gage de notre sécurité. L'image, véhiculée pour ne pas dire martelée par les tenants du gaullisme, sur les dirigeants de la IV^e se couchant devant Washington, relève d'une légende sans fondement. Les pages consacrées à Robert Schuman et Jean Monnet sont fort prenantes : à la vérité, «les pères de la construction européenne voulaient la France par l'Europe, alors que le général voulait l'Europe par la France».

Ce que l'auteur narre de la Russie d'après Staline apporte un éclairage saisissant sur ce système figé dont HFM se demande si les dirigeants étaient conscients de l'absurdité. Il évoque les millions de déportés, les millions d'enfants manquant de lait, et aussi, «dans notre propre rue, pourtant l'une des plus convenables de la capitale, chaque soupirail au ras du trottoir (qui) laissait entrevoir des lits où dormaient des familles entières dans la même cave».

A l'Europe succède l'ambassade du Caire que HFM est chargé de rouvrir après une longue rupture des relations ; Edgar Faure, rendant visite à Nasser, aborde d'horrible manière Israël, «création artificielle qu'il suffirait de laisser mourir de sa belle mort».

Une relative traversée du désert, qui s'écoule de 1965 à l'été 1968, laisse à HFM quelques loisirs. Tout en demeurant d'une parfaite loyauté à l'égard de la carrière, il publie, sous pseudonyme, des analyses senties dans *Preuves*, sorte d'aïeule de la revue *Commentaire*. Il rédige le projet de discours du président Plevin, auquel le rattachent des accointances bretonnes, lorsque la France sort avec fracas de l'OTAN ; ce discours fut, de l'avis du général et du *Monde*, «la démonstration la plus incisive et la plus brillante». C'était le temps de la triste épopée du refus de l'Europe, des attaques verbales incessantes contre nos alliés traditionnels et, partant, du rapprochement unilatéral avec l'Est. Les résultats

tangibles de cette «détente» furent la pression accrue des Russes, l'implantation des SS 20, l'invasion de la Tchécoslovaquie dont de Gaulle a pu déclarer à Olivier Wormser qu'il «s'en battait l'oeil».

A l'issue d'un nouveau séjour à Moscou en tant que ministre-conseiller, HFM est nommé à la direction d'Asie-Océanie, succédant à un collègue qui fut successivement communiste et socialo-gaulliste, thuriféraire inconditionnel du PC chinois et dont on peut regretter que les trois tomes de mémoires ne lui aient pas laissé le temps de faire plus court...

HFM a à traiter, et plus encore à régler, la question de la guerre du Vietnam et surtout des pourparlers de paix ; il nous fait pénétrer dans les méandres qui y conduisent par maints détours où prévalent de médiocres intérêts de politique intérieure (MM. Alphand et de Lipkowski rivalisent d'antiaméricanisme) ; des déclarations publiques intempestives ébranlèrent quelquefois les esquisses de solutions trouvées à l'issue d'interminables marathons, alors que la situation eût commandé le silence ou, à tout le moins, la discrétion.

Le portrait de M. Jobert, hissé subitement à des sommets où il devait trouver revanche à quelque carence, vaut la peine d'être rapporté : «Homme aussi autoritaire qu'orgueilleux, portant sur le monde un regard moins lucide que certains le disaient et plutôt plein de préjugés, compliqué à l'extrême confondant quasiment sa propre susceptibilité et l'honneur ou la face de la France». On préférera celui de Robert Schuman : «Un grand homme qu'en outre, à chaque fois que je l'approchais, je trouvais tout à fait charmant. Je ne me souviens pas que régnât dans son cabinet cette tension qu'y provoquent souvent les colères, plus ou moins froides, du ministre. Ceux qui avaient quotidiennement affaire à lui ne souffraient pas en sortant de son bureau. Quand il voyageait, il n'était pas insupportable avec les membres de sa délégation. (...) Il demandait courtoisement les papiers dont il avait besoin et écoutait avec attention les explications qui lui étaient données».

A la tête de la direction économique, de 1975 à 1979, HFM a notamment à mettre en oeuvre et

en application le dialogue Nord-Sud ainsi que la relance de la construction européenne impulsée par le nouveau chef de l'Etat. Il déplore les réticences voire l'hostilité de la France face aux accords de Camp David qui constituent cependant un premier pas vers la paix. Il est alors nommé à la tête de l'ambassade de Moscou où il innove dans les pratiques, n'hésitant pas à établir des contacts avec de nouveaux interlocuteurs et complétant sa connaissance, pourtant déjà aigüe du pays, par des séjours privés à l'intérieur, pour autant que le KGB n'y fasse pas obstacle. Les dissidents sont, dans la discrétion, l'objet d'une attentive écoute du couple FM lequel, avec les dirigeants, use d'un langage sans concession, plus apte à se faire respecter que la complaisance ou l'ambiguïté en vigueur jusque-là.

HFM explique que, s'il fut l'un des rares ambassadeurs occidentaux à assister au défilé du 1^{er} mai 1980, c'est que les instructions de Paris ne lui parvinrent jamais pour cause de jour férié... C'est du reste par les Soviétiques qu'il apprend, stupéfait, le fameux voyage de Varsovie dû à l'espèce de naïveté qui faisait croire au président français que l'on pouvait établir des relations personnelles fondées sur la confiance avec les dirigeants de l'Est. C'est ainsi qu'il considérait que l'on pouvait parler... en français (le Premier polonais avait vécu dans le Nord de la France) avec M. Gierek, entièrement contrôlé par les Soviétiques.

Mais l'attitude de M. Mitterrand ne fut guère moins opaque, s'évertuant à de grandes proclamations aussitôt contredites par les faits, comme la signature du contrat de gaz - M. Jobert, deve-

nu membre d'un gouvernement socialo-communiste, ne sort pas grandi de cet épisode - en pleine reprise en mains de la Pologne par M. Jaruzelski.

La nomination d'HFM à Bonn est l'aboutissement naturel de cette trajectoire sans faute. S'il applaudit, bien sûr, à la déclaration du président sur l'implantation des fusées américaines, il n'est, curieusement, jamais reçu par celui-ci en audience, au mépris de l'usage pratiqué jusque-là avec les titulaires de grands postes. HFM assiste à l'avènement du chancelier Kohl avec lequel il avait pris soin d'établir des relations alors que celui-ci avait été étrangement sous-estimé par l'ambassade. N'est-ce pas M. Attali qui qualifia sa victoire de «catastrophe» ?

Les dernières pages portent la trace d'une indéniable mélancolie, comme une blessure mal refermée mais assumée toutefois avec dignité et cette hauteur de vues qu'HFM met en toutes choses. Qu'on songe qu'il apprit son rappel par une feuille confidentielle car pas même son ministre de tutelle, qui fut son camarade à l'E.N.A., n'osa le lui signifier !

A l'auteur de ce grand livre, qui éclaire des pans entiers de l'histoire, jusque-là non écrite, de ce dernier demi-siècle, ne peut-on appliquer, sans flagornerie, ce qu'il écrit lui-même de Jean Chauvel : «Quel usage des mots ! Quelle finesse ! Et aussi quelle liberté pour juger des affaires et des hommes ! Et de temps à autre, quel délicieux irrespect !»

Jérôme MACHARD

Ed. Fayard - 1998 - 692 p.

La puissance et l'Europe de Nicole Gnesotto Une puissance nommée Europe d'Henri Froment-Meurice

Rien n'est plus stupéfiant que le contraste entre les progrès de l'Union économique de l'Europe - récemment illustrés par la création d'une monnaie unique - et la quasi-inexistence de son union politique. Première puissance commerciale du monde, seconde puissance économique, l'Union Européenne, forte de ses 372 millions de citoyens constitue avec son élargissement à l'Est le premier ensemble démogra-

phique du monde occidental. Mais, comme le dit en termes cinglants Nicole Gnesotto (1), «plus elle accumule de succès économiques, plus l'Europe s'enlise dans l'impuissance politique».

Dans son premier livre, paru en 1984, l'ambassadeur Henri Froment-Meurice appelait déjà

(1) Nicole GNESOTTO *La puissance et l'Europe* (La Bibliothèque du citoyen - Presses de Science Po).

de ses vœux «une puissance nommée Europe» (2) et en soulignait avec force l'urgente nécessité.

Un «diplomate engagé» : voilà qui est assez exceptionnel. Pour lui, «être européen», ce n'est pas énoncer une idée vague, «c'est vouloir que nos nations, nos Etats, entrent dans un processus progressif, contrôlé, volontaire, pacifique et démocratique d'union organique, acceptent ainsi de partager les principaux attributs de leur souveraineté et créent, sur un espace commun de plus en plus libre, les instruments d'une puissance susceptible de faire de cette union un acteur majeur de l'Histoire». «Au fond, ajoutait-il avec humour, j'appartenais plutôt à la catégorie de ceux qui préféreraient sauter sur leur chaise en criant «L'Europe ! L'Europe !» plutôt qu'y faire le cul de plomb» (3).

Depuis sa première rencontre avec Jean Monnet et Robert Schuman il n'a jamais cessé, dans ses diverses et importantes fonctions, d'œuvrer avec intelligence, compétence et ténacité pour la construction d'une puissance européenne.

Son ouvrage mérite d'être relu aujourd'hui. Certes de grands bouleversements sont intervenus depuis lors. La menace soviétique a disparu, pour l'avenir prévisible (mais elle a été remplacée par de nouveaux risques). Le problème reste de savoir si la Russie est encore sur notre continent aussi irréductiblement «autre» que l'était, pensait-il, l'URSS. Les problèmes issus de sa décomposition, et de l'éclatement de son empire, appellent une action commune des Européens.

Quant aux relations entre l'Europe et les Etats-Unis elles restent l'élément central de nos relations extérieures. La disparition de «l'ennemi commun» aurait dû normalement conduire au dépérissement de l'Alliance atlantique. Il n'en a rien été. «L'hyper puissance américaine» dans tous les domaines et la remarquable métamorphose de l'OTAN font que celle-ci non seulement constitue toujours une organisation de défense d'une efficacité sans précédent, mais qu'elle est devenue le grand stabilisateur politique du continent européen.

Les réflexions de l'ambassadeur Henri Froment-Meurice tournaient autour des impéra-

tifs de défense. Aujourd'hui la politique de défense a perdu sa «centralité». Les besoins de défense ont changé : il ne s'agit plus de défendre notre territoire contre une agression extérieure mais d'avoir la capacité de projeter nos forces à l'extérieur pour «stabiliser» notre voisinage. Et cet effort de défense ne peut s'organiser qu'à l'intérieur de l'Alliance atlantique. «L'objectif, soulignait Henri Froment-Meurice, n'est pas d'aller, du moins dans les prochaines années, vers une «défense européenne», une défense de l'Europe par les Européens. Il est, à l'intérieur d'un concept maintenu de défense et de stratégie atlantique, de consolider l'engagement américain vis-à-vis des Européens tout en identifiant davantage la responsabilité des Européens au sein de l'ensemble».

C'est ce que l'on a voulu faire après le Traité de Maastricht et ce que l'on semblait sur le point de réussir au Conseil de l'OTAN de juin 1996 avec la création d'une «Entité Européenne de Sécurité et de Défense», condition du retour de la France dans les structures intégrées de l'OTAN. Mais, on le sait, cet effort a échoué pour l'instant sur l'affaire du commandement Sud, et l'on s'achemine aujourd'hui vers un élargissement pur et simple de l'OTAN vers l'Est (Pologne, Hongrie, République Tchèque) sans aucune modification du statu quo.

Nous avons constaté, note encore Nicole Gnesotto, «qu'une défense européenne concurrente et séparée des Etats-Unis, nos partenaires européens n'en veulent tout simplement pas». C'est là un fait dont nous devons bien prendre conscience nous Français. Il y a plus : on peut se demander si beaucoup d'entre eux ne sont pas indifférents à l'idée d'une «puissance européenne».

Deux difficultés se trouvent sur la route de l'Union politique : une carence de volonté et un problème de structure, la généralisation du vote à l'unanimité conduisant en ce domaine à la paralysie. La création par le Traité d'Amsterdam d'un «Monsieur Pesc», complètement séparé des institutions communautaires et rattaché au Conseil dont il serait le Secrétaire

(2) Henri FROMENT-MEURICE *Une puissance nommée Europe* (Julliard).

(3) Henri FROMENT-MEURICE *Vu du Quai* - p. 441 (Ed. Fayard).

Général, ainsi que l'instauration d'une procédure «d'abstention constructive», permettront-elles de débloquer la situation ? C'est peu probable. Henri Froment-Meurice était, dès 1984, beaucoup plus ambitieux. On s'orientera sans doute de plus en plus vers des actions à géométrie variable.

Alors faut-il faire son deuil d'une Europe politique puissante - en oubliant que l'Europe économique est déjà une puissance, avec sa politique commerciale commune, sa politique de coopération et sa monnaie ? Faute d'une volonté politique des Européens, et en l'absence d'une volonté américaine de réformer l'OTAN sommes-nous condamnés à rester dans le statu quo ? Je ne le crois pas. D'abord parce que la monnaie unique va transformer à terme les rapports de force entre l'Europe et les Etats-Unis et rendra les Européens plus confiants en eux-mêmes ; ensuite parce que les Etats européens, de plus en plus frustrés, commencent à se lasser d'être les principaux payeurs pour la reconstruction du monde post-communiste alors que les décisions sont prises ensuite par les seuls Etats-Unis, comme à Dayton (4). Mais aussi parce que les Français eux-mêmes prennent conscience des risques de marginalisation qu'entraîne pour eux «l'exception française» au sein de l'OTAN. Enfin et surtout parce que les Etats-Unis constatent les inconvénients de la situation actuelle qui les contraint pratiquement à intervenir dans des conflits où ils préféreraient laisser les Européens agir seuls. Il faudra bien modifier en conséquence les structures et les pratiques de l'OTAN pour faciliter les actions conduites par les Européens avec l'accord des Etats-Unis et avec le soutien des moyens de l'OTAN. Encore faut-il que les nations européennes bâtissent ensemble une industrie européenne d'armement. Le récent accord entre British Aero Space et Gec Marconi marque un recul sur cette voie.

Les réformes indispensables n'interviendront pas lors des grandes réunions d'avril 1999 pour le cinquantième anniversaire du Traité de l'Atlantique Nord, célébrant son élargissement comme un très grand succès. Il est clair qu'un partenariat Europe-Etats-Unis sur un pied d'égalité - qui était déjà l'objectif de Jean Monnet - exige d'abord que l'Union Européenne s'érige elle-même en partenaire puissant et responsable. La déclaration franco-anglaise de Saint-Malo laisse espérer un petit progrès en matière de défense, même si «l'option transatlantique» reste prioritaire à Londres.

Nous faisons nôtre la conclusion du dernier chapitre de l'ouvrage d'Henri Froment-Meurice (5) : «C'est vouloir effrayer les gens pour les empêcher d'agir que de leur présenter les choses comme si le passage à l'Europe consistait à transférer solennellement le pouvoir à des «étrangers» et à remplacer l'Etat national par un Etat «étranger». Le choix, en vérité, et il faudrait que les Gouvernements et les opinions s'en persuadent, n'est pas entre l'indépendance et l'Europe. Il n'est pas entre moins d'indépendance et plus d'Europe ou entre plus d'indépendance et moins d'Europe. Car l'indépendance et l'Europe vont désormais de pair. Plus nous aurons d'Europe, plus nous serons indépendants, et moins nous aurons d'Europe, moins nous serons indépendants. C'est à travers et avec l'Europe que nous défendrons le mieux notre indépendance et les valeurs auxquelles nous tenons, notre prospérité, notre sécurité et, par dessus tout, notre démocratie pluraliste».

Jacques MALLET

(4) Nicole GNESOTTO le souligne à juste titre : l'Union européenne est «le premier donateur pour la Bosnie, avec 375 millions de dollars en 1995 et en 1996. Première également pour le processus de paix au Moyen Orient, avec plus de 500 millions d'Euros en 5 ans affectés aux territoires palestiniens, sans parler des quelque 3,3 milliards d'Euros injectés à l'Est entre 1990 et 1993, pour le seul programme *Phare* d'aide à la restructuration économique des anciens satellites communistes».

(5) *Une puissance nommée Europe*, p. 244.

Bismarck, l'Allemagne et l'Europe unie. 1898-1998-2098. de Joseph Rován

Bismarck en France n'est guère aimé. Pas la peine de se demander pourquoi. Cette attitude est-elle raisonnable ? Evidemment non, puis-

qu'elle perpétue inutilement la rage de notre pays d'avoir été dépossédé de sa suprématie sur le continent. Comme d'autres avant et après lui.

Cent ans après la mort du *Chancelier de fer* il est temps de venir à une appréciation plus juste de celui qui reste le grand homme d'État préféré de nos voisins préférés. Joseph Rován s'y emploie dans la première partie de son livre. Nul n'était autant qualifié que lui pour tenir la balance égale entre deux passions affrontées, en raison de son double enracinement de chaque côté du Rhin.

Son portrait de Bismarck en surprendra plus d'un. Cette sorte d'Obélix, de presque deux mètres de haut, était parcouru de frissons existentiels. C'est avec nostalgie du cœur qu'il était obligé par son cerveau de reconnaître la précarité de la vieille société rurale où les hobereaux se dévouaient autant au monarque qu'à leurs paysans, tremblant toujours de mécontenter Dieu. Le regard du Très Haut empêchera plus d'une fois l'homme d'État prussien, qui avait triomphé par son courage et sa ruse, d'aller jusqu'au bout de sa puissance. Elle ne devait pas «culbuter dans l'excessif». Notre auteur, dans les questions de politique intérieure ou extérieure, en vient fréquemment à comparer Bismarck à de Gaulle. Leur performance d'homme d'État, réalisée souvent à contrecœur, pour chacun d'eux, s'appuie sur une culture classique, commune aux Européens d'alors, en voie d'évaporation aujourd'hui. Elle protégeait les meilleurs d'entre eux de l'excès, de la vanité et des actions criminelles auxquelles les lointains successeurs de Bismarck ont succombé. Au fond de lui-même, dans l'action, surtout dans le triomphe, un grand homme de formation chrétienne et humaniste savait que devant l'Éternel tout est vanité. «Tout homme d'État digne de ce nom doit mourir désespéré» écrit Rován, à la manière de Camus.

Constatant le retournement de cette pensée,

La foi du Général **de Michel Brisacier**

Que de Gaulle ait été catholique pratiquant était de notoriété publique. Il allait régulièrement à la messe, communiait et se comportait dans sa vie privée en chrétien. Cette caractéristique n'a pas, semble-t-il, beaucoup préoccupé

de cette tradition, de cette civilisation après 1968, l'auteur dans une deuxième et troisième parties, en fait le thème principal de sa méditation. Bismarck s'éloigne. C'est l'auteur qui occupe la scène. En cent ans, comme tout a changé ! Le monde ancien a disparu. Il perdurait depuis deux mille ans sous des transformations qui semblaient révolutionnaires à leurs contemporains et qui apparaissent aujourd'hui comme des agitations superficielles, un clapotis de l'Histoire.

Joseph Rován ne se lasse pas d'égrener tous les changements intervenus depuis 1898. Ils plongeront le grand hobereau prussien dans un abîme de perplexité. L'humanité depuis Hiroshima peut mettre fin à son aventure terrestre par un débordement de furie atomique sans demander l'autorisation à Dieu qui, Bismarck en était convaincu, restait autrefois le seul maître du temps. L'espoir de surmonter cette terrible incertitude, en dominant la puissance nouvelle, se situe dans l'Europe unie. C'est elle qui permettra d'atteindre en bon état l'an 2098 qui sert de base à la réflexion développée avec richesse dans le livre. Mais si l'Europe est indispensable à l'humanité, continuera-t-elle d'exister dans cent ans faute d'enfants et faute de volonté ?

Bismarck ne se serait même pas posé la question, Rován n'apporte pas la réponse. C'est aux lecteurs et à ceux qui les suivront d'œuvrer pour qu'en 2098 un autre sage puisse continuer à interroger l'avenir. Ceux qui s'intéressent à celui-ci seront curieux de lire cet essai sur le décalage temporel et sur la fragilité de l'action politique.

Charles DELAMARE

Ed. Odile Jacob

les Français : les anticléricaux ne lui ont rien reproché, les catholiques ne l'ont pas revendiqué.

De fait de Gaulle n'est jamais apparu comme un catholique entré en politique, à la manière

d'Adenauer ou d'Alcide de Gasperi. Il n'a jamais adhéré au courant démocrate-chrétien, marqué plutôt dans sa jeunesse par l'Action Française. Chef de la France libre, il se cantonna dans un patriotisme ombrageux, invoqua les valeurs républicaines, sans référence particulière à la tradition chrétienne. A la Libération, il exigea le départ du nonce M^r Valerio Valeri, qu'il jugeait compromis avec Vichy, et montra sa réserve envers le cardinal Suhard et un certain nombre d'évêques « attentistes ».

Michel Brisacier, qui a été sept ans sous-directeur du Bureau des Cultes au Ministère de l'Intérieur, familier tant de l'histoire religieuse contemporaine que de la pensée et de l'œuvre du général de Gaulle, a entrepris de montrer qu'au-delà des apparences, les motivations chrétiennes ont joué un rôle décisif dans sa vision et dans son action politiques.

L'auteur rappelle qu'au collège, Charles de Gaulle fit partie d'une congrégation de piété mariale. Jeune officier, il apprenait Péguy par cœur. Il admirait Psichari, petit-fils de Renan, officier d'artillerie converti au catholicisme et dont de Gaulle a lu et relu les œuvres *L'appel des armes* et *Le voyage du centurion*. Même si chez lui on était fidèle à l'Action Française, de Gaulle préférait la pensée des catholiques sociaux ou libéraux comme Lacordaire ou Montalembert.

Dans sa prison d'Ingolstadt - où il avait été enfermé après sa blessure à Douaumont et sa capture par les Allemands - il lisait des ouvrages d'histoire religieuse et prenait quantité de notes. Entre les deux guerres, il fréquente des cercles animés par les dominicains de *Sept* et s'abonne à *Temps présent*, expression d'un certain progressisme chrétien. Dans leur vie familiale, l'amour dont les de Gaulle entouraient Anne, leur fille handicapée, puisait ses racines dans la

profondeur de leur foi.

Dès les premiers jours de juin 1940 à Londres, les chrétiens et les religieux furent nombreux autour du Général. Pour le 11 mai, fête de Jeanne d'Arc, il aimait à exalter la sainte nationale. Ayant noué des liens avec M^r Saliège, archevêque de Toulouse, auteur de la pastorale contre la persécution des juifs, et M^r Théas, alors évêque de Montauban, il se montra modéré dans l'épuration de l'épiscopat à la Libération et s'efforça d'harmoniser les rapports avec l'Eglise. A Rome, il entretenait des relations avec le cardinal Tisserant qui avait rallié sa cause dès le début. Chef de l'Etat, il ne communiait pas dans les cérémonies publiques en France, par respect de la laïcité, mais il le faisait à l'étranger. Ancien élève de l'enseignement libre, il inspira la loi Debré qui réintégraient les écoles privées dans l'éducation nationale par le système des contrats.

Il avait fait rouvrir la chapelle de l'Elysée et l'on y célébrait la messe tous les dimanches, mais il ne fit jamais de la religion un critère de ségrégation. Tolérant, il ne se préoccupait pas de l'appartenance religieuse de ses proches collaborateurs. Chrétien convaincu, de Gaulle s'efforça toujours de distinguer les exigences de sa foi et celles de la raison d'Etat. Son génie propre lui permit ce difficile équilibre.

Retenons qu'*Historia* vient de consacrer deux dossiers au Général de Gaulle, le premier sur la période 1940-1958, l'autre sur les années 1958-1970. Composés de textes déjà parus en articles dans la revue, ces cahiers, sobrement illustrés, donnent un accès commode à la vie et l'œuvre du Général (Editions Tallandier, 1998, 220 p. chaque volume).

Jean CHÉLINI

Ed. Nouvelle Cité, coll. «historiques».

Bernanos le prophète et le poète de Robert Colonna d'Istria

On doit à M. Robert Colonna d'Istria, entre autres ouvrages, deux excellents livres sur la Corse, parus ces dernières années : *Histoire de*

la Corse et La Corse au XX^e siècle (1) dont la

(1) Ed. France-Empire : voire encore un essai plus bref paru en 1998 : *De la Corse considérée comme un miroir de la France*. Ed. La Marge - Ajaccio.

thèse majeure est que la situation, souvent «déplorable», de ce «territoire» depuis près de vingt-cinq ans n'est, à bien des égards, «que la conséquence et le reflet de celle de la France» continentale. Explication très valable selon nous (et qui rejoint une opinion que nous nous étions déjà faite depuis quelque temps) mais qui n'occulte en rien les spécificités, autrement dit les qualités et les défauts propres à l'Ile et à ses habitants. Voir les choses d'une certaine hauteur n'empêche pas, bien au contraire, de les apercevoir dans les endroits et recoins où elles sont parfois dissimulées.

C'est aussi à une hauteur appréciable que Robert Colonna d'Istria a choisi de parler de Bernanos, prophète et poète, peut-être à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort, survenue en juillet 1948 (il faut vivre avec son temps et le nôtre est porté à ce genre de rituel), mais, je le crois plutôt, parce qu'il y avait dans sa vie personnelle un temps venu pour comprendre et faire comprendre cet écrivain exceptionnel et singulier, dans l'esprit de Thérèse d'Avila qui professait que «comprendre c'est aimer».

Le livre commençant par l'aveu de l'éblouissement causé par la lecture du *Journal d'un curé de campagne*, faite dans une station de neige des Alpes du Sud, et se terminant par une lettre («Cher Bernanos...»), écrite de la maison familiale de Bicchisano, dans les montagnes de Corse du Sud, c'est réellement entre deux points de vue élevés que R. Colonna d'Istria situe sa présentation originale et, j'allais dire, innocente de toutes les critiques, arrière-pensées, rancunes que Bernanos aura suscitées en vingt années d'une présence grandiose et dévastatrice, formidable en un mot, où il sera passé comme un orage avec sa foudre et ses éclairs. Innocente encore, parce que Robert Colonna d'Istria, qui appartient à la génération des petits-fils de Bernanos, risque moins que de plus âgés que lui en s'aventurant dans cette œuvre où pleuvent les invectives, sans avoir à se demander s'il n'est pas ou n'aura pas été de ces «imbéciles» si abondamment dénoncés.

Mais c'est très bien ainsi. Il fallait qu'un plus jeune nous prenne par la main, non pour nous apprendre Bernanos, mais, à vrai dire, pour nous le faire mieux comprendre, parce que lui-même

l'aura mieux aimé et compris tout ensemble, ayant su - ou peut-être ayant eu la chance de - le lire sans entraves, sans préjugés inhérents à la période tragique - et, par moments, tragico-comique - de l'histoire de la France et de l'Europe dans laquelle s'inscrivent la vie et l'œuvre de Georges Bernanos.

Ce qui fait précisément la qualité du livre de R. Colonna d'Istria, c'est la grande liberté et simplicité qu'il a pour parler de Bernanos dans l'unité de sa vie et de son œuvre, de telle sorte qu'il en renouvelle la présentation sans avoir à occulter telle partie pour exalter telle autre, par exemple négliger *La Grande Peur des Bien-pensants* pour célébrer *Les Grands Cimetières sur la Lune* ou vice-versa.

La grandeur de Bernanos, elle est dans l'unité de sa vie de père de famille et d'écrivain, le métier qu'il a dû faire et qu'il n'avait pas choisi pour répondre au succès exceptionnel obtenu par *Sous le Soleil de Satan*, en quoi on pouvait voir le signe d'une vocation. La littérature est remplie d'auteurs qui ont marié avec raffinement et délectation l'écriture et la duplicité. Rien de tel avec Bernanos dont la droiture est le caractère principal et la foi chrétienne et catholique, le signe qui le distingue le mieux parmi ses contemporains. Mais ce qui fait que Bernanos est Bernanos, un homme entier, épris d'absolu et visionnaire en Dieu (si j'ose ainsi m'exprimer sans d'ailleurs me référer à Malebranche) de ce pauvre monde et de cette humanité si misérable qu'elle est faite justement pour la miséricorde, c'est qu'il déclare être lui-même *un homme de l'ancienne France*, l'ancienne France chrétienne, dont il est sûr qu'elle a existé puisqu'il la rencontre dans ses héros et ses saints, Dominique, Jeanne d'Arc, les Carmélites de Compiègne, Thérèse de Lisieux... «Le monde moderne a été regardé par un homme qui avait conservé une simplicité enfantine et qui avait une foi absolue», écrit de Bernanos Robert Colonna d'Istria auquel il a été donné de le regarder avec une simplicité analogue et l'attention d'un lecteur très averti, très bon connaisseur et réussissant un des meilleurs portraits que l'on ait fait de «cet homme extraordinaire» - pour appliquer à Georges Bernanos lui-même une désignation qu'il réservait à quelques-uns de ses héros de roman.

Entre les deux textes exhaustifs que nous avons mentionnés comme les points de vue élevés qui ouvrent et ferment le livre, entre la rencontre (celle du curé de campagne) et la «Lettre à Bernanos», l'ouvrage se présente comme une «Vie et œuvre de Bernanos» encore une fois sans restriction, même si, à mon sens, quelques romans sont examinés un peu rapidement, mais toujours avec une appréciation très juste. Il en ressort que les meilleurs de ces romans seraient : *Le Journal d'un curé de campagne* et *La Nouvelle histoire de Mouchette*, ce chef-d'œuvre, il est vrai, et sans longueurs...

Deux romans de dimensions et de factures différentes qui, dans la vision du monde bernanosienne, sont comme les deux pôles opposés de la Rédemption et du Pêché. Deux absolus. Mais, si le péché est un absolu que l'homme oppose à Dieu, il n'y a finalement qu'un seul absolu, celui de Dieu, et c'est pourquoi il a «vaincu le monde».

Qu'on nous pardonne cette digression, mais l'univers de Bernanos est un monde immense, touffu, confus parfois, tantôt obscur et lumineux, mais toujours d'une profondeur telle qu'on la verrait relever de la métaphysique si l'on n'y voyait plutôt le mystère. «Le mystère du réel», c'est ce qui définit le mieux, selon nous, l'univers romanesque de Bernanos, comme l'avait très bien vu Philippe Le Touzé dans son ouvrage : *Le Mystère du réel dans les romans de Bernanos. Le style d'une vision* (2).

Cependant, quelles que soient les difficultés que l'on rencontre dans l'exploration de cet univers romanesque, on doit reconnaître qu'il est inséparable de la vision du monde tout entier de Bernanos, y compris du monde politique et de la société moderne qui forment un tout. Par exemple, s'il déteste la Révolution nationale du Gouvernement de Vichy, c'est parce qu'il en connaît déjà les personnages qui vont y jouer un rôle. Ils ressemblent à ceux que M. le Marquis de Clergerie (dans *La Joie*) réunit autour de lui pour préparer sa candidature à l'Académie Française. Quelques années plus tard, François Mauriac, sans trop d'illusions, agitera l'habit vert devant Bernanos furieux de l'état de la France qu'il retrouve au lendemain de la guerre - mais sans succès Dieu merci ! Ils ressemblent encore, ces personnages, à ces publicistes de

province et de sacristie que le jeune Bernanos avait fréquentés quand il s'essayait au journalisme en Normandie avant la guerre de 1914.

L'imbrication du romanesque et du quotidien vécu c'est, pourrait-on dire, le secret de fabrication de l'œuvre de Bernanos, tout ensemble et dans le même temps romancier et polémiste. Créateur et juge à la fois de ces gens et de cette société en perte, il s'en remet pour eux à «la douce pitié de Dieu». Pendant plus de vingt ans, Bernanos a regardé et ausculté, comme un médecin de famille, la société française à côté de laquelle il aura passé sa vie, ne cessant de la morigéner, pour ne pas dire de l'engueuler. Qui était-elle donc et qu'avait-elle à se reprocher cette société, cette nation ? C'est la société post-révolutionnaire qui émerge de la fin d'un monde, ce monde de l'ancienne France dont Bernanos se réclamera toujours, et encore dans la *Lettre aux Anglais*, écrite au Brésil en 1943 : «Je suis un homme de l'ancienne France». Mais «la fin d'un monde» que nous venons d'évoquer ce n'est autre que le titre d'un grand livre d'Edouard Drumont que personne ne connaît plus, alors que le nom de Drumont reste attaché inexorablement à celui de *La France juive*. Robert Colonna d'Istria dit là-dessus ce qu'il faut dire avec la tranquille assurance qui le caractérise. Comme il faudrait citer tout le chapitre intitulé «L'avènement triomphal de l'argent» (p. 27 à 37), qui traite de la formation intellectuelle de Bernanos : on priera avec beaucoup d'instance le lecteur de s'y reporter, mais on en retiendra, non sans avouer l'embarras du choix, les deux passages suivants : «Le livre le plus important de Drumont, celui qui développe le mieux sa pensée politique et sociale est : *La Fin d'un Monde*. L'auteur y explique que la Révolution de 1789 a été le premier acte d'une oppression de la bourgeoisie contre le peuple, offensive qui s'est développée tout au long du XIX^e siècle et qui s'est notamment caractérisée par le remplacement de la propriété individuelle, selon l'Eglise, qui a une dimension humaine, par la propriété capitaliste, celle des trusts et des

(2) Ed. Nizet, 1979. On doit encore à Philippe LE TOUZÉ un article paru dans *Etudes* - n° de septembre 1998 - «Georges Bernanos, aux abîmes de la colère» - («Les colères de Bernanos s'inscrivent dans le temps explosif des deux guerres mondiales. Le temps de la «détresse sans pareille». Sa colère fut celle d'un prophète, une «fureur sacrée». «La parole de Dieu ! C'est un fer rouge (...), je la sens au mal qu'elle me fait...»).

cartels, qui ne l'a plus». «*Ce fait immense, écrit Bernanos, qui, bien avant Drumont, n'avait pas échappé à Balzac, la dépossession progressive des Etats au profit des forces anonymes de l'Industrie et de la Banque, cet avènement triomphal de l'Argent qui renverse l'ordre des valeurs humaines et met en péril tout l'essentiel de notre civilisation, s'est accompli sous leurs yeux (d'une partie du clergé) et ils ont gravement hoché la tête et parlé d'autre chose.*» (*La Grande Peur des Bien-pensants*). Quant à la «question juive», dont Bernanos affirme encore qu'elle existe dans *La Lettre aux Anglais* (peut-être dans la forme eschatologique où Léon Bloy la pose et y répond dans son admirable livre : *Le salut par les Juifs ?*), R. Colonna d'Istria s'en remet à Elie Wiesel «pour mettre à sa place ce que les bonnes âmes tiennent pour le côté sulfureux de l'écrivain». «J'admire beaucoup Bernanos l'écrivain, dit le prix Nobel de Littérature, mais si je l'admire c'est également pour ses positions d'après. C'est l'antisémitisme qui m'a gêné au départ chez lui, ainsi que son amitié pour Drumont, bien entendu. Mais un écrivain de «droite», qui a le courage de prendre les positions qu'il a prises pendant la guerre d'Espagne, fait preuve d'une attitude prémonitoire. Il était clair que Bernanos allait venir vers nous. Sa découverte de ce que représentent les Juifs témoigne de son ouverture et de sa générosité... C'est pourquoi je ne peux pas en vouloir à Bernanos qui eut le courage de s'opposer au fascisme, de dénoncer l'antisémitisme et de dire justement ce qu'il a dit et écrit de la beauté d'être juif, du devoir de rester juif». (p. 36-37). S'agissant de Bernanos, on tiendra pour suspectes les catégories droite/gauche et autres classifications partisans, car il les dépasse largement. Il en va de même pour la critique sociologique (à laquelle incline peut-être M. Colonna d'Istria) qui ferait de Bernanos un adversaire déclaré de la bourgeoisie, alors que, pour lui, en

réalité «ce sont les consciences qui sont malades». Oui, Bernanos c'est la France et c'est «*Nous autres Français*». Un compatriote. Comme Michelet, pourtant d'un autre esprit, il tient la France pour une «personne». Il est le compatriote de tous ceux qui ont le même sens que lui de l'honneur français, ou mieux de l'Honneur tout court. Jean de Fabrègues, qui l'avait bien connu et admiré, disait qu'il était mort de la France, à défaut d'être mort pour elle, comme il l'avait tant de fois risqué pendant la Grande Guerre.

Nous avons vu qu'il ne fallait pas séparer chez Bernanos le romancier du polémiste, ni l'inverse. Bien sûr, Bernanos est un grand écrivain et poète comme a raison de le rappeler M. Colonna d'Istria. Et il est, l'ayant prouvé, un homme d'un grand jugement politique et moral, sans être moraliste. Il juge d'instinct parce que la morale a chez lui l'instinct de l'éducation. Il a reçu une éducation de prince comme l'avaient reçue les petits Français nés chrétiens. C'est pourquoi il y a chez lui encore quelque chose de plus que ce qui est le propre du grand écrivain. Ce quelque chose de plus, c'est bien la qualité de *prophète* que lui reconnaît Robert Colonna. Or, le prophète est un *homme de Dieu*. On vous laisse conclure...

Nous n'avons donc pas fini de comprendre et d'aimer Bernanos. Le livre de R. Colonna d'Istria constitue une très belle introduction pour l'approcher et avancer dans cette voie de la vérité - vérité pour la France, pour le monde moderne, pour l'Eglise - qui ne serait pas cependant ce qu'elle doit être si elle n'était pas, comme il le rappelle lui-même, *toute la vérité*.

Jean-Yves CHEVALLIER

Ed. France Empire

France-Forum a été créé en 1957 par É. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanuet et M.-R. Simonnet.
De 1957 à 1993 chaque numéro de France-Forum a comporté les «Propos du temps» d'Étienne Borne.

Directeur de la Publication : **René Plantade** - Secrétariat-Abonnements : **Thérèse Desplanques**
ISSN : 0046 - 4910 - Commission Paritaire n° 60361 - Dépôt légal n° 2900
Composition et impression : **VIENNE IMPRIM'** - 23, quai Jean-Jaurès - 38200 VIENNE - Tél. 04 74 85 47 06 - Télécopie 04 74 31 65 64
Photos : Roger-Viollet

« Si la démocratie est la vérité de la politique et s'il faut une philosophie à la démocratie, cette philosophie ne peut être qu'un humanisme intégral. Et l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste. »

Etienne Borne

« On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche, et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire. »

Albert Camus

